

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LA
MUTUALITÉ
SCOLAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Samedi 16 Mai 1908, à 2 h. du soir

PAR

Maurice BERTELOOT

AGRÉGÉ DE PHILOSOPHIE

ORLÉANS
IMPRIMERIE ORLÉANAISE

68, rue Royale, 68

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉCOLE DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTREAL

MUTUALITÉ

SCOLAIRE

A LA MÉMOIRE

DE MA FILLE BIEN-AIMÉE

NEVILLE BENTLEY

1884-1885

ORLEANS

UNIVERSITY OF MONTREAL

1884-1885

1884

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LA
MUTUALITÉ
SCOLAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Samedi 16 Mai 1908, à 2 h. du soir

PAR

Maurice BERTELOOT

AGRÉGÉ DE PHILOSOPHIE

ORLÉANS

IMPRIMERIE ORLÉANAISE

68, rue Royale, 68

1908



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

DOYEN ET PROFESSEUR HONORAIRE : M. BAUDRY-LACANTINERIE, ✱, ☉ I.

PROFESSEURS HONORAIRES { MM. SAIGNAT, ✱, ☉ I.
BARCKHAUSEN, O. ✱, ☉ I., membre correspondant de l'Institut.

MM. MONNIER, ✱, ☉ I., *Doyen*, professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire du droit public français* (Doctorat).

DE LOYNES, ☉ I., professeur de *Droit civil*.

VIGNEAUX, ☉ I., professeur d'*Histoire du droit*.

LE COQ, ✱, ☉ I., professeur de *Procédure civile*.

LEVILLAIN, ☉ I., professeur de *Droit commercial*.

MARANDOUT, ☉ I., professeur de *Droit criminel*.

DUGUIT, ☉ I., assesseur du Doyen, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*, chargé d'un cours complémentaire de *Principes du droit public et droit constitutionnel comparé* (Doctorat ès sciences politiques et économiques) et d'un cours de *Droit public* (Licence).

DE BOECK, ☉ I., professeur de *Droit international public*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire des doctrines économiques* (Doctorat) et d'un cours de *Droit international privé* (Licence).

DIDIER, ☉ I., professeur de *Droit maritime* et de *Législation industrielle*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit commercial approfondi et comparé* (Doctorat).

CHÉNEAUX, ☉ I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil approfondi* (Doctorat) et d'un cours d'*Eléments du Droit civil* (Capacité), 2^e a.

SAUVAIRE-JOURDAN, ☉ A., professeur d'*Economie politique et Science financière*, chargé d'un cours complémentaire d'*Economie politique* (Licence).

BENZACAR, ☉ A., professeur d'*Economie politique*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation et économie coloniales* (Doctorat), et d'un cours de *Législation française des finances et Sciences financières* (Doctorat).

FERRON, ☉ A., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil comparé* (Doctorat) et d'un cours d'*Eléments du Droit civil* (Capacité), 1^{re} a.

BARDE, ☉ I., professeur de *Droit administratif*, chargé d'un cours complémentaire d'*Eléments du Droit public et Droit administratif* (Capacité).

FERRADOU, ☉ A., professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire du Droit français* (Doctorat).

MM. BENOIST, ☉ I., *Secrétaire*.

PLATON, ☉ I., ancien élève de l'Ecole des Hautes Etudes, *sous-bibliothécaire*.

LALANNE, ✱, *commis au secrétariat*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. DIDIER, professeur.....	Président.
DE BOECK, professeur.....	Suffragants.
SAUVAIRE-JOURDAN, prof.	

LA MUTUALITÉ SCOLAIRE

CHAPITRE PREMIER

La Mutualité en France avant 1881.

Histoire sommaire de la Mutualité en France. — La loi du 15 juillet 1850. — Les décrets de 1852 et 1856. — Situation des Sociétés de Secours mutuels en 1881. — M. J.-C. Cavé et la Mutualité scolaire.

L'entraide, dont on nous a récemment révélé la pratique dans le monde animal, est, à tout le moins, un fait contemporain de l'humanité. Dès les temps les plus reculés, les individus ont uni leurs efforts pour se protéger mutuellement contre le danger commun, et dans tous les pays, chez toutes les races, on a vu ainsi se former des associations dont la plupart disparaissaient sans doute avec le péril qui les avait fait naître, dont quelques-unes survivaient aux circonstances qui en avaient déterminé la formation.

Sans remonter à la plus haute antiquité, on sait qu'à Rome les collèges des gens de métiers avaient introduit dans leurs règlements le principe même du secours mutuel.

Sous des noms et avec des titres divers, nous trouvons en France, dès le moyen âge, des associations de secours entre artisans d'une même profession. Mais les « confréries » ne demeurèrent pas toujours fidèles à la mission qu'elles s'étaient donnée, et des ordonnances royales les interdirent à cause des

« banquets, dinées, conviées » dont elles étaient la cause et où se dissipait le plus clair des collectes faites entre leurs membres.

Plus tard, dans les « corporations d'arts et métiers », des abus analogues se produisirent. Pour en prévenir le retour, les édits royaux de mars 1691, juillet 1702 et février 1776 firent défense de soumettre les membres des corporations à des versements sans y avoir été autorisés.

A vrai dire, dans ces associations, l'assistance mutuelle était organisée d'une manière bien imparfaite et l'octroi des secours était, en fait, livré à l'arbitraire des syndics.

Il serait injuste de ne pas rappeler dans ce rapide historique l'association professionnelle et mutuelle du « Compagnonnage », dont l'origine, — d'ailleurs incertaine, — remonterait, suivant quelques auteurs, à la construction du temple de Salomon. Quoi qu'il en soit de la date de sa constitution, le Compagnonnage a pour but un échange fraternel de secours : quand un compagnon arrive dans une ville, on lui procure du travail. S'il n'en trouve pas, la Société lui accorde des secours qui lui permettent d'aller dans une autre ville chercher à s'embaucher. S'il est malade, chacun à son tour va le voir et lui porte ce qui peut lui être utile. S'il vient à décéder, les compagnons lui rendent le dernier service en l'accompagnant jusqu'à sa dernière demeure et en faisant les frais de l'enterrement.

Indépendamment des associations organisées par les corporations de métier et de l'association professionnelle du Compagnonnage, de véritables Sociétés de secours mutuels existent en France depuis de longues années.

La Société de Sainte-Anne a été créée à Paris en 1694 ; douze autres ont été fondées au XVIII^e siècle. Mais les unes et les autres avaient toujours un caractère corporatif et elles subordonnaient leur action à l'autorité ecclésiastique toute-puissante sous l'Ancien régime. On s'explique ainsi que la Révolution de 1789 n'ait vu en elles que des foyers d'abus séculaires et ne leur ait pas été favorable. La loi des 14-17 juin 1791, dite loi Le Chapel-

lier, interdit les réunions ou associations entre membres d'un même métier ou profession, ayant en vue « leurs prétendus intérêts communs ». Mais, en dépit de la loi Le Chapelier, malgré les lois du 22 germinal an XI (réprimant les coalitions entre ceux qui travaillent ou ceux qui font travailler), des 16-26 février 1810 (articles 291 à 294 du Code pénal, défendant les réunions ou associations non autorisées et composées de plus de vingt personnes), des 19 février et 1^{er} mars 1810 (art. 414 à 416 du Code pénal, aggravant les sévérités de la loi du 22 germinal), les idées mutualistes se propagèrent et des sociétés se fondèrent un peu partout.

En 1841, la Société philanthropique de Paris indiquait dans ses rapports qu'il existait, à Paris, à la fin de 1840, 183 associations de secours mutuels, et que le nombre des membres était de 2,855 pour les Sociétés fondées antérieurement à 1826 ; de 8208 pour celles fondées de 1826 à 1830 ; de 1,523 pour celles fondées de 1831 à 1840, soit un effectif total de 12,586 sociétaires. Marseille était, après Paris, la ville possédant le plus grand nombre de Sociétés de secours mutuels ; 40 y avaient été fondées en l'espace de trois années. Rouen en comptait 13, Grenoble 12 ; Bordeaux, Nantes, Orléans et presque toutes les grandes villes de France possédaient de semblables associations.

Ainsi des Sociétés de secours mutuels s'étaient établies, de jour en jour plus nombreuses, quelques-unes avec l'autorisation du pouvoir central, la plupart simplement tolérées, toutes étroitement surveillées par le Gouvernement.

*
**

La Révolution de 1848 traite la Mutualité avec moins de défiance, et sous la seconde République, pour la première fois, le législateur s'occupe d'elle.

Jusqu'à cette époque, seules avaient une existence régulière les Sociétés qui avaient obtenu de l'Administration l'autorisation

préalable de se former et de se réunir en exécution des articles 291 et 292 du Code pénal. La loi du 15 juillet 1850 décida que « les associations connues sous le nom de sociétés de secours mutuels pourraient, sur leur demande, être déclarées établissements d'utilité publique ».

« Ces Sociétés ont pour but d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes, et de pourvoir aux frais funéraires des sociétaires.

« Elles ne peuvent promettre de pensions de retraite aux sociétaires.

« Ces Sociétés sont placées sous la protection et la surveillance de l'Autorité municipale.

« Elles devront compter au moins 100 membres et ne pas dépasser 2,000 » (sur ce point, toutefois, des dérogations pouvaient être admises).

Le décret du 26 mars 1852 abrogea la loi du 15 juillet 1850, sauf pour les Sociétés reconnues d'utilité publique.

Il institua le régime de l'approbation et étendit aux Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique en vertu de la loi de 1850 les avantages qu'il accordait aux Sociétés approuvées.

Il décidait qu'une Société de secours mutuels serait créée par les soins du maire et du curé dans chacune des communes où l'utilité en serait déclarée par le préfet, après avis du Conseil municipal. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, le nombre des membres participants ne pouvait être supérieur à 500.

Comme la loi de 1850, le décret de 1852 assigne le même objet fondamental aux Sociétés mutuelles, le service-maladie, mais il y ajoute, à titre complémentaire, le service-retraite, si les Sociétés comptent un nombre suffisant de membres honoraires.

Lorsque leurs fonds en caisse s'élèvent à plus de 3,000 francs, les Sociétés de plus de 100 membres sont tenues de verser

l'excédent à la Caisse des dépôts et consignations (décret de 1852, art. 13). Même obligation est faite aux Sociétés de moins de 100 membres, lorsque leurs fonds en caisse s'élèvent à plus de 1,000 francs. (Le taux de l'intérêt des sommes déposées est fixé à 4,5 %.)

Les Sociétés sont en outre autorisées à faire aux Caisses d'épargne des dépôts de fonds égaux à la totalité de ceux qui seraient permis au profit de chaque sociétaire individuellement.

Elles peuvent aussi verser dans la Caisse des retraites, au nom de leurs membres actifs, les fonds restés disponibles à la fin de chaque année (art. 14).

Un décret du 27 mars 1852 préleva sur le produit de la vente des biens de la famille d'Orléans une somme de dix millions qui, placée à la Caisse des dépôts et consignations, au taux de 4,5 %, était destinée à venir en aide aux Sociétés de secours mutuels, soit pour frais de premier établissement, soit dans le cas d'un déficit causé par une force majeure, telle qu'une épidémie, par exemple.

Un décret en date du 26 avril 1856 vint compléter l'organisation un peu bien précaire du service-retraite dans les Sociétés approuvées. Sur les intérêts disponibles de la Dotation des Sociétés de secours mutuels, le nouveau décret (art. 1^{er}) affectait une somme de 200,000 francs à la constitution d'un fonds de retraites au profit des Sociétés approuvées qui prendraient, en assemblée générale, l'engagement de consacrer à ce fonds de retraites une portion de leur capital de réserve. (C'est là l'origine du fonds commun.)

Les sommes accordées sur les intérêts de la Dotation, les sommes votées par les Sociétés en vertu de l'article 1^{er} et le montant des legs et donations faits en vue d'accroître le fonds de retraites, devaient être versés à la Caisse des dépôts et consignations où ils produiraient intérêt à 4,5 %, et l'article 2 ajoutait : « Les intérêts que le service des pensions n'aura pas « absorbés seront capitalisés chaque année ».

L'article 4 fixait ainsi le mode de constitution des pensions :

« La portion du fonds de retraites fournie par les Sociétés
« pourra être placée à la Caisse générale des retraites, soit à
« capital aliéné, soit à capital réservé.

« La portion du même fonds accordée par l'État demeure
« inaliénable.

« Le capital des pensions rendu libre par le décès des pensionnaires fera retour au fonds de retraites de la Société. »

C'est la Caisse générale des retraites qui servira les pensions (art. 5) à ceux des membres participants âgés de 50 ans qui auront acquitté la cotisation sociale pendant dix ans au moins et qui auront été désignés par la Société en assemblée générale (art. 6).

La quotité des pensions était fixée par les Sociétés elles-mêmes, mais dans les limites déterminées par l'article 8 du décret : « Les pensions ne peuvent être inférieures à 30 francs
« ni excéder dans aucun cas le décuple de la cotisation
« annuelle, fixée par les statuts de la Société à laquelle le
« titulaire appartient. »

En somme, jusqu'à la loi du 1^{er} avril 1898, le régime légal des Sociétés de secours mutuels est le suivant : en combinant le décret du 26 mars 1852 avec la loi du 15 juillet 1850, on voit qu'il y a deux espèces de Sociétés de secours mutuels, douées de l'existence légale et de la personnalité civile : ce sont les Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique par décrets rendus en Conseil d'État (L. de 1850), et les Sociétés approuvées par les préfets, après avis du Conseil municipal (D. de 1852). L'effet de l'approbation préfectorale est de rendre la Société habile à « prendre des immeubles à
« bail, à posséder des objets mobiliers, à faire tous les actes
« relatifs à ces droits et à recevoir, avec la simple autorisation
« du préfet, les dons et legs mobiliers dont la valeur n'excède
« pas 5,000 francs » (art. 8).

A côté des Sociétés *reconnues* et des Sociétés *approuvées*, il

y a des Sociétés simplement *autorisées*, c'est-à-dire autorisées à se former et à se réunir en exécution des articles 291 et 292 du Code pénal. Ces dernières Sociétés jouissent d'une complète liberté d'action, mais elles ne possèdent aucune des prérogatives que la loi confère aux seules Sociétés approuvées ou reconnues ; et, comme elles n'ont pas d'existence légale, elles sont incapables de recevoir des dons et legs.

Les unes et les autres font le service-maladie et, si elles le veulent, le service-retraite avec leurs excédents de recettes, mais le bénéfice des dispositions du décret de 1856 est réservé aux Sociétés approuvées qui, seules, peuvent prétendre aux subventions de l'État.

Le résultat ne se fit pas attendre. La plupart des Sociétés se firent approuver et presque toutes adoptèrent pour la liquidation des pensions de leurs membres le mode du fonds commun qui semblait avoir les préférences du Pouvoir et qui leur paraissait particulièrement avantageux. « Bientôt, tous les revenus « de la Dotation furent employés à subventionner les fonds de « retraites. Ils devinrent même insuffisants à un moment « donné, et, à partir de 1881, un crédit spécial fut voté chaque « année par le Parlement pour parfaire le surplus des sub- « ventions. » (Barberet. *Les Sociétés de secours mutuels*, commentaire de la loi du 1^{er} avril 1898, p. 15.)

L'année 1881 marque une date dans l'histoire des Sociétés de secours mutuels comme dans celle de l'enseignement primaire en France. C'est en 1881 que l'enfant entre dans la Mutualité ; c'est en cette même année, le 19 novembre, qu'un premier projet de loi est présenté à la Chambre des députés en vue de modifier la législation de 1850-1852.

*
**

Quelle était donc la situation de la Mutualité française à cette époque ?

Le rapport sur les opérations des Sociétés de secours mutuels pour l'année 1881 présenté au Président de la République par M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur, nous apprend que les Sociétés de secours mutuels étaient, pour l'exercice 1881, au nombre de 7,011, savoir : 4,958 approuvées en conformité du décret organique du 26 mars 1852, et 2,053 autorisées en vertu de l'article 291 du Code pénal.

Les 4,958 Sociétés approuvées comptaient 826,013 membres, dont 135,810 honoraires ; les 2,053 Sociétés autorisées, 300,920 membres, dont 20,143 honoraires.

Les recettes des Sociétés approuvées et autorisées se sont élevées, pour l'exercice 1881, à 22,179,633 fr. 83, dont 14 millions 806,021 fr. 11 pour les Sociétés approuvées, et 7 millions 373,612 fr. 72 pour les Sociétés autorisées.

Dans les recettes des Sociétés approuvées, les cotisations des membres participants entrent pour 9,311,911 fr. 47, et celles des membres honoraires pour 1,537,779 fr. 87. Dans les recettes des Sociétés autorisées, les cotisations des membres participants entrent pour 4,576,543 fr. 18, et celles des membres honoraires pour 327,474 fr. 33.

La cotisation moyenne des membres honoraires dans les Sociétés approuvées était de 11 fr. 32, celle des membres participants de 14 fr. 19. La cotisation moyenne des membres honoraires dans les Sociétés autorisées était de 16 fr. 26, celle des membres participants de 16 fr. 44.

La part moyenne incombant à chaque membre participant dans les dépenses (non compris les versements aux fonds de retraite) a été, pour les Sociétés approuvées, de 16 fr. 21 en 1881, et de 22 fr. 07 dans les Sociétés autorisées.

Les dépenses des Sociétés approuvées se sont élevées en 1881 à 12,541,930 fr. 06. L'excédent des recettes sur les dépenses a donc été de 2,264,091 fr. 05. Mais les cotisations des membres honoraires sont comprises dans les recettes pour 1,537,779 fr. 87, de telle sorte que si l'on déduit les cotisa-

tions des membres honoraires, l'excédent des recettes se trouve réduit à 726,311 fr. 18.

Or, les Sociétés de secours mutuels approuvées ont versé, pendant l'exercice 1881, à leurs caisses de pensions de retraites, une somme de 1,793,504 fr. 66.

« Ces chiffres, écrit M. Waldeck-Rousseau, attestent d'une façon irréfutable qu'écarter les membres honoraires des associations, ce serait tarir la source de plus de la moitié des excédents de recettes, et, *a fortiori*, supprimer tout versement à la Caisse des retraites; car, la somme précitée de 726,311 fr. 18 doit être évidemment réservée pour pourvoir aux éventualités de maladies et aux dépenses extraordinaires de toute nature. »

De 1871 à 1881, les versements effectués par les Sociétés à leurs caisses de pensions de retraites se sont élevés à 10 millions 903,318 fr. 35, tandis que les Sociétés ont reçu de leurs membres honoraires 13,699,093 fr. 71, soit en plus 2 millions 795,745 fr. 36 qui ont accru les fonds de réserve.

« De ces comparaisons, il résulte avec la dernière évidence que c'est presque exclusivement au concours financier des membres honoraires que sont dus, dans la plupart des Sociétés prospères, les versements à la Caisse des retraites, lesquels ont provoqué les subventions de l'État et produit les intérêts capitalisés. »

La valeur moyenne des pensions de retraite concédées chaque année a été de :

En 1871, de.	75 f. »
En 1872, de.	67 89
En 1873, de.	64 85
En 1874, de.	71 41
En 1875, de.	70 47
En 1876, de.	67 86
En 1877, de.	71 82
En 1878, de.	75 88
En 1879, de.	68 41
En 1880, de.	66 22
En 1881, de.	68 57

La moyenne des pensions annuelles concédées de 1871 à 1881 a été de 69 fr. 85.

L'âge moyen des membres participants au moment de la liquidation de leurs pensions a été, en 1881, 65 ans 3 mois 3 jours, et le nombre moyen de leurs années de sociétariat a été de 24 ans 24 jours.



Les imperfections, les insuffisances de l'organisation mutualiste ne pouvaient échapper à l'examen du philanthrope averti qui, depuis de longues années déjà, présidait une Société de secours mutuels dans le XIX^e arrondissement de Paris. M. J.-C. Cavé, juge au Tribunal de commerce de la Seine, remarqua que si les secours pour maladies étaient fournis largement aux ayants droit, c'était à peine si le maximum des pensions servies aux sociétaires dépassait 50 francs à l'heure de la vieillesse. Tel est le fait qui retint son attention et lui suggéra l'idée d'appliquer la mutualité à l'enfance et dès l'école.

Il serait intéressant, mais il n'est pas bien aisé de savoir au juste comment, parti de cette observation banale et que tout le monde assurément pouvait faire, M. Cavé en vint à sa conception de la Mutualité scolaire.

Dans une conférence sur « la Mutualité à l'école » (Cf. *Après l'école*, 20 mars 1905), M. E. Claudinot en donne l'explication suivante : il vient de rappeler les merveilleux résultats obtenus par des versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, surtout quand on s'y prend de bonne heure, et il ajoute : « Soit une somme de 100 francs, versée à capital « réservé, pour jouissance à 60 ans. Tandis que cette somme « produit 92 fr. 21 en la versant à trois ans, elle ne produit « déjà plus que 84 fr. 53, — 7 fr. 68 de moins, — en la versant seulement deux ans plus tard, à cinq ans ; 67 fr. 79 — « 24 fr. 42 de moins, — en attendant jusqu'à dix ans ; et seule-

« ment 42 fr. 56, — moins de moitié, — en ne s'y prenant
« qu'à vingt ans. Si l'on attend à cinquante ou cinquante-cinq
« ans, le produit est insignifiant : ce n'est plus qu'un place-
« ment à bon intérêt.

« Frappé de cette remarque, un généreux philanthrope,
« M. Cavé, eut l'idée de fonder, en vue de la création de retrai-
« tes, des associations où seraient admis de tout jeunes enfants,
« et, par là, non seulement obtenir des résultats plus impor-
« tants, mais encore former pour l'avenir, par l'habitude de
« l'épargne, des générations prévoyantes et de fervents mutua-
« listes. »

Dans un article intitulé : « Hommage à un homme de bien », *l'Avenir de la Mutualité* (n° du 17 juin 1905) expose d'une manière analogue la genèse de la Mutualité scolaire : « Comme
« toutes les grandes idées, la conception de M. Cavé fut, à
« l'origine, extrêmement simple. Président d'une importante
« mutuelle d'adultes, il avait constaté que, si les pensions
« mutualistes n'atteignent pas un chiffre aussi élevé qu'il le
« faudrait pour assurer la tranquillité des derniers jours du
« prévoyant, cela tient, en général, à ce que l'on commence
« trop tard les versements pour la retraite.

« Le taux modique des cotisations ne permet plus alors de
« profiter des avantages d'une longue capitalisation et surtout
« des bénéfices provenant du calcul des tables de mortalité.

« Il en conclut, tout naturellement, qu'il fallait affilier les
« enfants, le plus tôt possible, aux Sociétés de secours mutuels
« et leur faire comprendre, dès l'école, par la pratique, la
« beauté morale de l'esprit d'épargne joint au sentiment de la
« solidarité. »

Est-ce bien ainsi que les choses se sont passées ? Pour le savoir, adressons-nous à M. Cavé lui-même.

Le 3 avril 1897, c'était fête au groupe scolaire du Centre, à Aubervilliers. M. Schneider, président de l'Association amicale des anciens élèves du Centre, fit, à cette occasion, une

conférence sur la Mutualité scolaire. M. Cavé, qui assistait à la fête, y prit la parole et voici comment il s'expliqua sur les origines de la première Société scolaire de secours mutuels et de retraite : « Je reviens, par la pensée, si vous voulez bien
« me le permettre, au début de la Mutualité scolaire, et je
« constate que tout le mérite que vous m'attribuez, je ne l'ai
« pas. J'ai eu une excellente idée, et, on vous l'a dit justement,
« je n'en avais pas prévu toutes les conséquences. C'est là
« tout ce que vous voulez bien appeler du génie !

« J'ai créé, ou du moins nous avons créé, dans le XIX^e arrondissement, une Société mutuelle d'adultes. Cette Société, je
« l'avais conduite pendant quinze années, et je m'étais rendu
« compte qu'il était impossible de penser à la retraite dans ces
« conditions, la pension servie à nos sociétaires ne pouvant
« pas leur constituer, pour la vieillesse, une rente suffisante.
« L'avenir nous l'a prouvé, puisque actuellement les membres
« de notre Société de secours mutuels ne reçoivent qu'une
« pension de 50 francs après avoir versé, pendant vingt ans,
« une cotisation qui s'élève à 30 francs par an.

« J'ai pensé que si nous nous adressions à des jeunes gens
« et à des enfants, nous réussirions à mettre de côté un peu
« d'argent, parce que les enfants sont beaucoup moins souvent
« malades. Nous y avons réussi, puisque, dans le XIX^e arrondissement, où, comme vous l'a dit M. Schneider, nous avons
« reçu une somme de 141,000 francs, on avait économisé, au
« moment de la situation dont il nous a parlé, 150 et quelques
« mille francs, et qu'on avait donné des secours pendant déjà
« quinze années de société. »

Le 21 février 1904, au banquet de la Ligue nationale de la Prévoyance et de la Mutualité, M. Cavé eut encore l'occasion de retracer l'histoire de la Mutualité scolaire, et voici ce qu'il dit à ce sujet :

« L'idée de cette création m'était venue dès 1878, après une
« expérience de douze années dans le fonctionnement de la

« Société d'adultes du XIX^e arrondissement, fondée en 1865.
« Ce fonctionnement m'avait bien convaincu de l'impossibilité
« de constituer une retraite suffisante au profit de nos socié-
« taires.

« J'avais exposé mes vues dans une plaquette que je distri-
« buai à ce premier Congrès de la Mutualité, qui fut tenu, à
« l'occasion de l'Exposition universelle, dans l'amphithéâtre
« Gerson de la vieille Sorbonne.

« Quelques-uns d'entre vous se souviennent peut-être que
« ce fut là que, pour la première fois, le mot de *science* fut
« prononcé !

« Je ne vous dirai pas qu'il y fut accueilli avec faveur ;
« j'ajouterai modestement que je ne voyais pas très bien moi-
« même l'utilité de l'intervention scientifique dans des œuvres
« toutes d'humanité et de fraternité, où les chiffres n'avaient
« rien à voir selon moi.

« Nous avons reconnu depuis que le meilleur moyen de bien
« remplir nos devoirs mutualistes, qui se sont accrus d'ail-
« leurs, consistait précisément à bien compter, et c'est pour
« cette raison que nous sommes plus accessibles aujourd'hui
« aux conseils de la science.....

« Nous avons établi la Mutualité scolaire sur des *principes*
« *scientifiques*, faisant la part de la Mutualité-maladie et de la
« Mutualité-retraite dans nos cotisations : mais nous sentions
« bien qu'il resterait des vides à combler entre cette Mutualité
« nouvelle et nos Sociétés d'adultes..... »

Le 18 juin 1905, dans la salle des fêtes de la mairie du
XIX^e arrondissement, la Ligue de l'Enseignement célébrait le
25^e anniversaire de la première Société scolaire de secours
mutuels. Sur la demande de ses amis, M. Cavé voulut bien
raconter lui-même les débuts de la Mutualité scolaire :

« En 1865, avec le concours de quelques amis dont bien
« peu ont survécu pour assister à cette fête, qui serait pour
« eux un quarantenaire, nous fondions dans ce même arron-

« disement une Société de secours mutuels d'adultes, dont les
« débuts furent assez prospères pour permettre la réalisation
« de quelques économies en vue d'une retraite dont nous
« avions laissé luire la possibilité aux yeux de nos adhérents.
« Il en est souvent ainsi dans les premières années de fonc-
« tionnement de nos associations mutualistes.

« Mais dès la douzième année d'exercice, les dépenses tou-
« jours croissantes occasionnées par les frais de maladie des
« sociétaires déjà vieilliss étaient telles qu'elles ne nous lais-
« saient plus d'illusions sur l'importance de la pension que
« nous pourrions leur servir, même après trente années de
« sociétariat et soixante-cinq ans d'âge.

« Cette pension est encore aujourd'hui de 60 francs par an
« seulement, c'est-à-dire infiniment trop faible pour parer aux
« besoins les plus indispensables d'un vieillard.

« Il fallait un remède à cette situation ! Ce remède semblait
« consister à constituer la Société au moyen d'éléments plus
« jeunes, par cette raison plus robustes et capables avec une
« moindre cotisation de laisser en caisse, chaque année, des
« excédents de ressources employables à la formation du capital
« de retraite.

« Il fallait, en même temps, à côté du fonds commun, dont
« l'organisation primitive est peu fructueuse, établir au profit
« du sociétaire un livret individuel de la Caisse nationale des
« retraites (qui capitalisait alors à 5 %), sur lequel livret serait
« inscrite une cotisation spéciale, susceptible de produire, par
« une plus longue accumulation des intérêts composés, une
« pension certaine plus élevée. Pour atteindre le but souhaité,
« il s'agissait donc seulement de composer la Société d'adoles-
« cents, et même encore, s'il se pouvait, d'enfants de nos
« écoles.

« Voilà, Messieurs, dans toute sa simplicité, la conception
« dont on prétend me faire honneur... »

Le souci de garantir une retraite aux mutualistes, le désir

de la leur assurer suffisante, la nécessité, pour y parvenir, de réaliser des économies sur les secours de maladie, les heureuses combinaisons financières auxquelles se prête la Caisse nationale des retraites, qui accueille les déposants dès l'âge de trois ans et qui, à cette époque, capitalisait à 5 %, peut-être aussi l'obscur dessein de collaborer à l'éducation sociale de ses concitoyens, toutes ces raisons ont vraisemblablement contribué à suggérer à M. Cavé l'idée d'intéresser à la Mutualité les petits enfants de nos écoles.

Lui-même pourrait-il dire avec exactitude quelle fut la part des unes et des autres? Senties d'abord, puis confusément aperçues, les causes véritables d'une découverte n'apparaissent souvent qu'un plus tard au grand jour de la conscience; elles illuminent alors sa naissance de clartés inattendues. La réflexion du penseur, en s'exerçant sur les événements de sa vie intérieure, fait sortir de l'ombre, où ils demeuraient cachés, de menus faits, des considérations secondaires, des ébauches de raisonnement, tout un monde d'idées qu'il ne soupçonnait pas et dont l'intervention a cependant été décisive. De la meilleure foi du monde, l'inventeur, le savant, découvrent ainsi, après coup, à leurs précieuses trouvailles des raisons auxquelles ils n'avaient pas expressément songé, et qui en sont d'ailleurs, la plupart du temps, la justification la plus heureuse.

Quoi qu'il en soit, dès 1878, M. Cavé qui déplorait la manifeste insuffisance du service-retraite, tel qu'il fonctionnait à cette époque dans les Sociétés de secours mutuels, était préoccupé d'assurer à ce service une organisation plus rationnelle qui permit d'en attendre des résultats moins médiocres.

Le mal venait : a) d'abord et surtout de l'entrée tardive des sociétaires dans les Mutuelles ;

b) De l'organisation dispendieuse des secours en cas de maladie ;

c) De la subordination du service-retraite au service-maladie.

a) Le plus souvent, l'ouvrier attend, en effet, que ses forces

faiblissent, que sa santé soit menacée, pour s'inscrire à la Mutuelle; s'il s'y décide, c'est qu'il espère recevoir, j'allais dire tirer, de la Société plus qu'il ne lui apportera.

b) De fait, le plus net des ressources sociales est employé à rembourser les frais médicaux et pharmaceutiques et à payer aux malades une indemnité journalière. L'explication en est facile : l'adulte est sujet à des maladies qui durent et dont quelques-unes exigent un traitement onéreux. Sans doute, tous les sociétaires ne sont pas malades, mais, malheureusement, ils ne sont pas non plus tous scrupuleux. Il en est qui simulent l'état de maladie, d'autres qui, complaisamment, prolongent la durée apparente de leur invalidité.

c) En mettant ensemble les cotisations des membres participants, celles des membres honoraires, les dons des bienfaiteurs, la Société arrive à faire face à ses obligations envers ses membres malades, mais le moyen de constituer des pensions de vieillesse avec un budget qui s'équilibre aussi difficilement ?

Sans doute, l'État est généreux, mais pour pouvoir prétendre à ses largesses, pour avoir droit aux subventions officielles, encore faut-il avoir fait des économies et justifier en fin d'année d'un excédent des recettes sur les dépenses.

Pour combattre efficacement le mal, il fallait s'attaquer à ses causes, dont la principale était l'entrée tardive des sociétaires dans les Mutuelles. M. Cavé eut l'idée géniale, qui paraît aujourd'hui toute naturelle (on songe malgré soi à l'œuf de Christophe Colomb), de faire entrer les enfants dans la Mutualité.

Des enfants ou des adolescents sont moins sujets à la maladie que des adultes; leurs maladies sont généralement moins longues, moins graves et moins coûteuses.

Des enfants ou des adolescents pourront verser à la Caisse des retraites de nombreuses annuités qui, pendant de longues années, bénéficieront des subventions de l'État et dont la pro-

ductivité s'accroîtra encore grâce à la puissance prodigieuse de l'intérêt composé.

On voit combien était heureuse et féconde l'idée de recruter les Sociétés de secours mutuels dans le monde des petits écoliers !

Ce n'est pas tout : à des enfants il ne sera pas nécessaire, il serait même maladroit, de demander une cotisation élevée ; mais il faudra renoncer à des errements qui, pour être communs à toutes les Mutuelles d'adultes, n'en sont pas moins dangereux et sans excuse :

a) Il conviendra donc de prélever sur la cotisation de l'enfant la part de la Mutualité-maladie et celle de la Mutualité-retraite ; à cette condition seulement une Société peut véritablement garantir à ses membres une pension de retraite.

b) En ce qui concerne les secours en cas de maladie, les Mutuelles d'adultes savent — pour l'avoir appris à leurs dépens — ce qu'il en coûte de prendre à leur charge le service médical et pharmaceutique. La suppression pure et simple de ce service est le seul moyen d'éviter, avec les abus auxquels il se prête, les inconvénients de toute sorte qui en sont la conséquence naturelle. Il sera infiniment préférable d'adopter le système exclusif de l'indemnité pécuniaire quotidienne pendant la durée de la maladie.

Ainsi, en faisant entrer les petits enfants dans l'armée mutualiste, M. Cavé renouvelait du même coup, et soit dit sans vouloir jouer sur les mots, il rajeunissait la Mutualité française en lui infusant un sang neuf et généreux. La « Petite Cavé » se développera sans connaître la plupart des difficultés qui compromirent la prospérité, quelquefois même l'existence de ses aînées. En tout cas, sa constitution robuste, les sages précautions dont ses premiers pas ont été entourés, lui permettront de marcher plus droit et d'aller plus avant sur la route du Progrès.

CHAPITRE II

La Mutualité scolaire de 1881 à 1898.

Mécanisme de la Mutualité scolaire. — La première Société scolaire de secours mutuels et de retraite. — Ses origines. — Ses statuts. — Difficultés de la propagande. — La Ligue de l'Enseignement et M. Edouard Petit.

Nous venons de voir se préciser et prendre corps la conception de la Mutualité scolaire : le moment est venu d'en examiner le mécanisme. Ce nous sera une occasion d'admirer l'esprit inventif et prudent, mais toujours méthodique, de M. Cavé.

Ce mécanisme est à la fois très simple et très ingénieux. Il procure d'une part certains avantages immédiatement réalisables, très appréciés des élèves et des parents, et d'autre part il assure d'une façon absolue l'avenir.

L'enfant, avec le consentement de ses parents, peut faire partie de la Société dès l'âge de 3 ans. Il n'a aucun droit d'entrée à acquitter. Il paie simplement une cotisation hebdomadaire de dix centimes, qu'il remet à son instituteur le lundi matin.

La Société fait deux parts égales des deux sous qu'elle reçoit par semaine de l'enfant :

Un sou est destiné à former une caisse de secours contre la maladie.

Le deuxième sou est versé à la Caisse des retraites, au nom de l'enfant, à capital réservé.

Voyons maintenant ce que rapporte au sociétaire son versement hebdomadaire de deux sous :

1° Secours en cas de maladie. — Si l'enfant est malade, les parents reçoivent, sur présentation d'un certificat du médecin, une indemnité de 0 fr. 50 par jour de maladie pendant le premier mois, et de 0 fr. 25 par jour pendant les deux mois suivants. Ainsi, un enfant malade pendant dix jours reçoit une indemnité de 5 francs.

2° Le sociétaire reçoit un livret de la Caisse des retraites pour la vieillesse, livret qui est à lui, sur lequel la Société verse tous les ans 2 fr. 60 et sur lequel l'enfant peut verser en outre toutes les sommes qu'il veut, pour augmenter le montant de sa pension de retraite.

3° Indépendamment de la retraite qu'il s'assure ainsi, le sociétaire a droit à une autre pension de retraite qui provient d'un capital de retraite (fonds commun) constitué, conformément au décret du 26 avril 1856, par la Société, au moyen des économies réalisées par elle sur la Caisse de secours contre la maladie. Ce capital de retraite est inaliénable ; ses arrérages peuvent seuls servir à la constitution des pensions de retraite ; mais toutes les sommes qui sont versées à la Caisse des dépôts et consignations en vue d'accroître ce fonds de retraite jouissent du taux de 4,5 % et s'augmentent de subventions auxquelles donne droit l'approbation administrative.

Comme il l'a dit maintes fois, M. Cavé marchait à la conquête de la pension de retraite par deux voies parallèles dont la combinaison devait assurer aux sociétaires, à l'âge de 55 ans, une pension de 130 à 150 francs, presque double de la pension moyenne obtenue dans les Sociétés d'adultes,

Il faut ajouter que, moyennant une cotisation supplémentaire de 0 fr. 25 par an, la Société subvenait aux frais d'inhumation

de ses membres, frais qui sont assez importants, surtout dans les grandes villes. (A Paris, ils étaient alors de 39 francs.)

Déjà M. Cavé voyait fonctionner cette Mutuelle d'écoliers dont il avait, avec tant d'ingéniosité et de savoir-faire, conçu, élaboré, mis au point l'organisation. Mais les circonstances n'étaient guère favorables à cette nouveauté pédagogique. M. de Malarce venait alors de créer les Caisses d'épargne scolaires qui avaient été accueillies avec faveur par le personnel enseignant et surtout par les autorités municipales. Les premiers résultats obtenus avaient été encourageants. Dans ces conditions, il était peu probable que les municipalités, que les inspecteurs des écoles et les instituteurs prendraient volontiers sous leur patronage une œuvre nouvelle, peut-être chimérique, en tout cas inconnue, hasardeuse, et qui ferait vraisemblablement du tort aux Caisses d'épargne scolaires.

Heureusement, M. Cavé — que les difficultés ne découragent pas, et qui a toujours eu de la chance — trouva un précieux allié dans le maire du XIX^e arrondissement, l'éminent statuaire Mathurin Moreau. Il s'entretint avec lui de son projet et des moyens pratiques de le faire aboutir. Tous deux convinrent d'essayer de le réaliser dans une école de la Villette.

Mais, pour pénétrer dans les écoles et y introduire la Mutualité, il fallait obtenir l'agrément de l'Administration et gagner à la cause les instituteurs. M. Cavé se rendit au Ministère de l'Instruction publique pour solliciter l'autorisation nécessaire.

Le Directeur de l'enseignement primaire était alors M. Ferdinand Buisson, qui a lui-même raconté cette démarche touchante :

« Il y a dix-sept ou dix-huit ans, je reçus un jour, au Ministère de l'Instruction publique, la visite d'un ancien négociant dont la carte portait : « juge au tribunal de commerce de la Seine ». Son nom, M. J.-C. Cavé, ne m'apprenait rien.

« C'était un homme approchant de la cinquantaine, déjà grisonnant, à la physionomie ouverte, avec un air de rondeur et une simplicité de bon aloi, un regard droit, clair et doux. Son ruban rouge ne lui avait rien fait perdre d'une modestie qui touchait à la timidité. Il commença, comme tant d'autres, en s'excusant de venir solliciter la bienveillance de l'Administration ». Quelque recommandation sans doute ? Non, par miracle. Il m'apportait une petite brochure et venait m'exposer un projet que, de concert avec Mathurin Moreau, maire du XIX^e arrondissement, il voulait entreprendre de réaliser dans une école de la Villette. En quelques instants, M. Cavé m'avait mis au courant....

« A mesure que mon interlocuteur exposait le mécanisme de son association, je l'écoutais avec plus d'intérêt. Je me disais tout bas : « Voilà un homme de bien ». Naturellement, ajoute M. Buisson, je lui fis obtenir l'autorisation qu'il demandait de s'adresser aux instituteurs et d'essayer de les convertir. » (*Le Siècle*, 4 février 1899.)

Naturellement ! L'homme est tout entier dans ce mot : il devait, en effet, trouver tout naturel d'encourager l'initiative d'un inconnu qui partageait son amour du peuple et sa foi en l'école.

Il s'agissait maintenant de convaincre les instituteurs ; par eux, l'on atteindrait et l'on conquerrait les familles. Les maîtres se rendirent vite et de bonne grâce aux raisons que M. Cavé leur fit valoir de tenter l'organisation dans les écoles de la Villette, en plein quartier ouvrier, d'une Société enfantine de secours mutuels et de retraite.

Sans doute, il faut parler d'économie à l'homme dès l'enfance : épargner est bien, mais prévoir est mieux encore. Une tirelire est utile ; un livret de la Caisse des retraite est préférable. Trop souvent, le père, pendant la minorité de l'écolier, celui-ci lui-même, devenu majeur, sont tentés de dépenser les sous

accumulés dans la tirelire ou placés à la Caisse d'épargne; les économies sont mieux en sûreté à la Caisse des retraites. Et puis, s'il est bon de prévoir, pour prévenir les mauvais jours de la maladie et de la vieillesse, n'est-il pas encore meilleur de songer aussi aux autres? De bonne heure, il faut apprendre à l'élève à ne pas séparer sa cause de celle de ses camarades; tout jeune, il faut l'initier et l'habituer à la pratique de la solidarité. Épargne, prévoyance, mutualité; pourquoi n'essayerait-on pas de mettre en jeu ces trois idées, toutes trois ensemble, dans une œuvre pratique, où l'enfant, par lui-même, apprendrait à la fois, suivant l'heureuse formule de M. Poincaré, « la prévoyance pour soi, forme de l'intérêt bien entendu, « et la prévoyance pour autrui, forme de la fraternité »?

Je me plais à croire que la vertu éducative de la Mutualité scolaire a dû séduire les instituteurs; ils n'eurent pas de peine à saisir la valeur pratique de cette admirable leçon de choses, la portée humaine et sociale de ce vivant chapitre de morale appliquée. Les parents se montrèrent sans doute plutôt sensibles aux évidents avantages, immédiats et à venir, qui leur étaient procurés ou garantis par la Mutuelle enfantine. Tous les maîtres rivalisèrent d'ardeur pour mener à bien cette tentative intéressante : on eut vite groupé un nombre suffisant de bonnes volontés, et la Société scolaire de secours mutuels et de retraite du XIX^e arrondissement put être constituée.

Au bout de quelques jours, elle comptait 2,200 adhésions, soit 25 à 30 % de l'effectif scolaire.

Nous reproduisons ci-après les statuts de la Société, qui furent approuvés le 18 juin 1881. « Ces statuts, rédigés avec la « prudence que nécessitait une semblable tentative, avaient été « examinés et mis au point avec le concours de l'honorable « M. de Chadenet, alors chef du bureau des institutions de pré- « voyance. » (Cavé, *Communication au premier Congrès international de la Mutualité*. Paris, Firmin-Didot, 1901.)

FRATERNITÉ

VILLE DE PARIS

PRÉVOYANCE

Société scolaire municipale de Secours mutuels et de Retraites*du 19^e arrondissement de Paris*

STATUTS

CHAPITRE PREMIER

But de la Société.

ARTICLE PREMIER. — Une Société est formée entre les élèves des établissements d'instruction du XIX^e arrondissement de Paris.

Elle a pour but :

1^o De venir en aide aux parents des enfants (sociétaires) malades, en leur payant une indemnité pendant le temps de la maladie de leurs enfants ;

2^o De participer aux frais funéraires, en cas de décès de ces enfants ;

3^o De constituer, en faveur des élèves sociétaires, un capital de retraite inaliénable, conformément au décret du 26 avril 1856 ;

4^o D'établir, au profit de chacun d'eux, les premiers éléments d'un livret personnel de retraite (à capital réservé) ;

5^o De préparer et de faciliter, à leur sortie des classes, l'admission des jeunes gens dans les sociétés (approuvées) de secours mutuels d'adultes de leur domicile.

Le tout, dans la mesure et aux conditions des présents statuts.

CHAPITRE II

Composition de la Société.

ART. 2. — La Société se compose : 1^o des enfants des deux sexes recevant ou ayant reçu l'instruction dans un des établissements du XIX^e arrondissement de Paris ; 2^o de membres honoraires :

ART. 3. — Les membres participants sont ceux qui ont souscrit, ou leurs parents pour eux, l'engagement de se conformer aux présents statuts et qui profitent des avantages de l'Association.

Leur nombre ne peut, à moins d'autorisation spéciale, excéder 8,000 membres.

ART. 4. — Les membres honoraires sont ceux qui, par leurs soins, leurs conseils ou leurs cotisations, contribuent à la prospérité de la Société, sans profiter de ses avantages.

Le nombre des membres honoraires est illimité.

CHAPITRE III

Admission. — Exclusion.

ART. 5. — Les membres honoraires sont admis par le Président et le Conseil d'administration, sans condition d'âge ni de domicile.

ART. 6. — Les membres participants sont admis, après un stage de trois mois, par l'Assemblée générale et à la majorité des voix; ils devront être valides, être âgés de 3 à 18 ans et faire partie d'un des établissements scolaires de l'arrondissement, au moment de leur admission.

ART. 7. — Cessent d'avoir droit aux avantages de l'Association tous ceux qui n'auront pas acquitté leurs cotisations depuis plus de quinze jours.

ART. 8. — En cas de retard dans le paiement de sa cotisation, le sociétaire ne rentrera dans l'exercice de ses droits qu'un mois après la régularisation de son livret et en faisant constater son état de bonne santé.

ART. 9. — Cessent de faire partie de la Société ceux qui n'ont pas payé leur cotisation depuis plus de deux mois.

La démission, la radiation et l'exclusion ne donnent droit à aucun remboursement.

CHAPITRE IV

Administration.

ART. 10. — La Société est administrée par un Conseil composé de : un président, deux vice-présidents, un secrétaire, un secrétaire adjoint,

un trésorier, un trésorier adjoint et d'un certain nombre d'administrateurs.

Nul ne peut être élu membre du Bureau, s'il n'est Français et s'il ne jouit de ses droits civils et civiques.

ART. 11. — Dans chaque classe formant une section, deux délégués sont nommés par leurs condisciples ; ils concourent à l'administration, sous la surveillance de leurs maîtres.

ART. 12. — Les fonctionnaires sont élus, en Assemblée générale, par les membres honoraires, les délégués et les sociétaires ayant plus de 16 ans accomplis.

ART. 13. — Toutes discussions politiques et religieuses sont interdites dans les réunions du Bureau et de l'Assemblée générale.

ART. 14. — Le président est nommé pour cinq ans au scrutin secret. Nul n'est élu ni proclamé président, s'il n'a réuni la majorité absolue des suffrages ; au second tour, l'élection a lieu à la majorité relative.

Dans le cas où les candidats obtiendraient un nombre égal de suffrages, le plus âgé est proclamé président.

Le procès-verbal de l'élection est immédiatement transmis à M. le Ministre de l'Intérieur.

Les autres administrateurs sont nommés pour trois années, renouvelables chaque année par tiers et indéfiniment rééligibles. Les délégués sont nommés pour l'année scolaire.

ART. 15. — Le nombre des administrateurs sera fixé chaque année par le Conseil d'administration, suivant les besoins du service.

ART. 16. — Le président surveille et assure l'exécution des statuts, signe tous les actes, arrêtés, et représente la Société dans ses rapports avec l'Administration supérieure. Il adresse chaque année à M. le Ministre de l'Intérieur le compte rendu des opérations de la Société.

ART. 17. — Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont chargés de la rédaction des procès-verbaux et de la correspondance ; ils enregistrent les admissions et tiennent les registres matricules.

Le trésorier et le trésorier adjoint surveillent les recettes et les dépenses et sont responsables, chacun en ce qui le concerne, des fonds de la caisse confiés à leurs soins ainsi que des titres de la Société.

ART. 18. — Les délégués de section élus par chaque classe sont chargés, sous la surveillance de leurs maîtres respectifs, de la comptabilité pour ce qui concerne la classe dont ils ont été nommés délégués.

Ils assistent, lorsqu'ils y sont conviés, aux réunions du Conseil d'administration, auquel ils communiquent les renseignements qui leur sont demandés ainsi que le compte rendu des opérations de leur section.

Fonds social.

ART. 19. — Le fonds social se compose : 1^o des cotisations des membres participants ; 2^o des cotisations des membres honoraires ; 3^o du produit des amendes ; 4^o des fonds placés et intérêts échus ; 5^o des dons et legs dont l'acceptation a été approuvée par l'autorité compétente ; 6^o des subventions accordées par l'État, le Département ou la Commune.

Les fonds en caisse ne pourront excéder 1,000 francs ; l'excédent est placé à la Caisse des consignations.

CHAPITRE V

Des obligations envers la Société.

ART. 20. — Les élèves sociétaires, et leurs parents pour eux, s'engagent à payer régulièrement leur cotisation et à remplir avec zèle et exactitude les fonctions qui leur seront confiées par le Conseil d'administration ou par leurs condisciples.

ART. 21. — La cotisation est fixée à 10 centimes par semaine pour chaque enfant sociétaire.

ART. 22. — Cette cotisation doit être payée le lundi matin de chaque semaine.

ART. 23. — Le non-paiement de la cotisation entraîne une amende de 5 centimes par chaque quinzaine de retard.

ART. 24. — Une amende de même importance sera infligée pour chaque refus de service et pour toute contravention aux règlements de la Société.

Les amendes encourues sont exigibles avant la cotisation.

ART. 25. — Le minimum de la cotisation des membres honoraires est de 5 francs par an.

ART. 26. — Toute fraude commise au préjudice de la Société entraînera l'exclusion du sociétaire.

ART. 27. — A moins de décision contraire du Directeur de chaque établissement, une députation composée de condisciples de l'enfant décédé assistera à ses obsèques.

CHAPITRE VI

Des obligations de la Société envers ses membres.

ART. 28. — Après le stage de trois mois et l'admission définitive, une indemnité de 0 fr. 50 par jour pendant le premier mois et de 0 fr. 25

par jour pendant les deux mois suivants est payée aux parents de l'enfant malade.

Cette indemnité est payée, autant que possible, chaque dimanche et par l'intermédiaire des délégués.

Le paiement s'effectue : 1^o sur la présentation du livret en règle ; 2^o sur l'attestation de l'état de maladie et de sa durée par le médecin ou par deux témoins responsables devant la Société en cas de fraude.

ART. 29. — Une indisposition de moins de quatre jours ne donne pas droit à l'indemnité.

ART. 30. — Si une maladie se prolonge plus de trois mois, le Conseil décide si une indemnité peut encore être accordée ; il en fixe l'importance et la durée selon les ressources de la Société.

ART. 31. — Toute maladie réputée chronique ne donne plus droit à l'indemnité.

ART. 32. — En cas de décès de l'enfant sociétaire, il sera délivré à ses parents un bon d'une somme de 25 francs, dont le montant devra être entièrement employé en frais funéraires.

ART. 33. — Aucun secours n'est dû pour les maladies pouvant résulter de la débauche ou de l'intempérance, non plus que pour blessures reçues dans une rixe, si le blessé a été l'agresseur, ou dans une émeute à laquelle il aurait pris une part volontaire.

ART. 34. — Aucun secours n'est accordé par la Société pour cause de chômage.

ART. 35. — Un prélèvement de 5 centimes est effectué sur chacune des cotisations hebdomadaires payées par l'enfant sociétaire, afin de constituer à son profit les premiers éléments d'un livret personnel de retraite (à capital réservé).

Les versements à cet effet seront effectués, par les soins du trésorier de la Société, à la Caisse des retraites, avant la fin de chaque trimestre et dès que la quotité minima sera atteinte pour chaque enfant.

En cas de décès du titulaire, le montant de ces versements spéciaux revient aux parents héritiers de l'enfant décédé.

ART. 36. — En outre, un fonds commun de retraite est créé conformément aux dispositions du décret du 26 avril 1856. Ce fonds se compose : 1^o des prélèvements spéciaux faits par la Société sur les économies réalisées ; 2^o des subventions accordées par l'État pour l'accroissement de ce fonds ; 3^o des dons et legs dont l'acceptation a été autorisée par l'autorité compétente.

ART. 37. — A la fin de chaque année scolaire, un calcul de répartition détermine la portion de ce fonds de retraite pouvant suivre chaque

sociétaire émigrant dans une autre Société approuvée d'adultes, déjà en possession d'un fonds de retraite.

ART. 38. — Le sociétaire définitivement sorti des classes, qui désirera se faire admettre dans une Société (approuvée) d'adultes, recevra, sur sa demande, un certificat relatant le nombre d'années passées par lui dans la Société scolaire, les services qu'il aura pu rendre à cette Société, et l'indication de la part du capital inaliénable qui doit le suivre dans la nouvelle Société en cas d'admission.

ART. 39. — Pour obtenir le transfert de cette partie du capital au nom de la nouvelle Société (déjà en possession d'une caisse de retraite, sur les bases du décret du 26 avril 1856), dans laquelle il aura été définitivement admis, le sociétaire devra, avant la fin du mois d'octobre qui suivra, remettre au président de la Société scolaire une demande dans ce but, ainsi que le certificat de son admission définitive, signé par le président de sa nouvelle Société.

ART. 40. — Un état de ces demandes sera dressé pour être transmis avant le 15 novembre suivant à M. le Ministre de l'Intérieur ; cet état contiendra : la désignation du numéro matricule, le nom, les prénoms, lieu et date de naissance, le domicile du sociétaire émigrant, l'indication de la Société approuvée dans laquelle il aura été admis et le montant de la somme dont le transfert est demandé au profit de la caisse de retraite de cette Société.

Les intérêts de la somme ainsi transportée courront du trimestre qui suivra la décision conforme de M. le Ministre de l'Intérieur.

CHAPITRE VII

Modification des statuts. — Dissolution et liquidation.

ART. 41. — Les présents statuts, ainsi que toutes les modifications qui pourraient être jugées nécessaires dans l'avenir par la Société, devront, avant leur application, recevoir l'approbation de M. le Ministre de l'Intérieur.

ART. 42. — La Société ne peut se dissoudre d'elle-même que dans le cas d'insuffisance d'actif. La dissolution ne peut être prononcée qu'en Assemblée générale, spécialement convoquée à cet effet, et par un nombre de voix égal aux deux tiers des membres ayant voix délibérative. Cette dissolution ne sera valable qu'après approbation de M. le Ministre de l'Intérieur.

ART. 43. — En cas de dissolution, les fonds disponibles seront ver-

sés au compte de retraite des Sociétés de secours mutuels approuvées du XIX^e arrondissement de Paris.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 18 juin 1881.

Pour le Ministre de l'Intérieur :

Le Directeur du secrétariat et de la comptabilité,

H. ROUSSEAU.

Malheureusement, l'enthousiasme de la première heure tomba, et cette Société, si bien conçue dans ses détails, si utile dans ses fins, connut les heures difficiles. Après cinq années de fonctionnement, elle ne comptait plus que 1,500 membres.

« Nous aurions pu nous décourager de ces désertions ; fort
« heureusement, dit M. Cavé (discours prononcé le 18 juin 1905),
« pendant ces cinq années, la prospérité financière de la Société
« s'affirmait de plus en plus, et sa fortune grandissante venait
« en aide à la propagande active de nos chers collaborateurs. »

Les prévisions de M. Cavé lui-même étaient dépassées : les indemnités de maladie, les dépenses d'administration et les frais généraux atteignaient, en moyenne et par an, 1 fr. 30 par enfant ; on économisait donc, annuellement et par sociétaire, sur la caisse de secours, une somme de 1 fr. 30, qu'on pouvait verser à la Caisse des dépôts et consignations, au compte Fonds de retraite.

On sait que, du fait de ce versement, la Société reçoit de l'Etat une subvention de 1 franc par tête de sociétaire, plus le quart de la somme versée, 1 fr. 30 : 4, soit environ 0 fr. 30 ; ensemble, une somme de 1 fr. 30. Elle a économisé 1 fr. 30 et elle reçoit de l'Etat 1 fr. 30 ; c'est donc 2 fr. 60 qui vont au fonds des retraites, et cette somme de 2 fr. 60 bénéficie du taux exceptionnel de 4,5 %.

Si l'on remarque que dans ce calcul il n'a pas été tenu compte des dons et cotisations des membres honoraires, on constate que, l'enfant ayant été secouru en cas de maladie, toute

sa cotisation (*et même un peu plus*) sert à lui constituer une double pension de retraite.

Le 25 novembre 1884 fut publié le compte rendu des opérations de la Mutualité scolaire du XIX^e arrondissement depuis sa fondation jusqu'au 30 juin 1884. A cette date, la Société comptait 2,280 membres, dont 208 honoraires, et son capital était de 30,723 fr. 52. Un an plus tard, l'avoir général de la première « Petite Cavé » était de 44,251 fr. 81 ; au 30 juin 1886, il était de 54,185 fr. 29 ; au 30 juin 1887, de 60,674 fr. 79, et de 70,739 fr. 63, au 30 juin 1888. Déduction faite des dépenses statutaires, le capital social avait plus que doublé : depuis sa fondation, la Société avait reçu de ses membres 55,686 fr. 85, elle avait dépensé en secours 30,666 fr. 60, et elle avait en caisse 57,548 fr. 63 !

Le compte rendu de la situation financière de la Société, au 30 juin 1888, fut adressé à M. le Ministre de l'Instruction publique — c'était alors M. Lockroy — qui écrivit à M. Mathurin Moreau, maire du XIX^e, une lettre dont lecture fut donnée à la distribution des prix et que nous reproduisons ci-après :

MINISTÈRE
de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts

Le 3 août 1888.

—
*Direction
de l'Enseignement primaire*

—
1^{er} BUREAU

—
MONSIEUR LE MAIRE,

M. Cavé, président de la Société scolaire municipale de secours mutuels et de retraite du XIX^e arrondissement, vient de me faire parvenir le compte rendu de la situation de cette Société au 30 juin dernier. J'en ai pris connaissance avec le plus vif intérêt.

Je suis émerveillé des résultats obtenus en quelques années. Ils sont dus, je le sais, pour une bonne part, à la sollicitude des Directeurs et Directrices des écoles et de leurs Adjointes et Adjointes. Je serais heureux que vous voulussiez bien, Monsieur le Maire, saisir l'occasion de

la prochaine distribution des prix pour leur exprimer toute ma gratitude et leur adresser, en mon nom, les félicitations que mérite leur dévouement persévérant et désintéressé.

Recevez, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

LOCKROY.

Les résultats obtenus, véritablement surprenants et inespérés, furent décisifs pour l'œuvre de M. Cavé. Désormais la Société scolaire du XIX^e arrondissement n'avait plus à craindre les défections qui avaient assombri ses premières années, elle pouvait être sûre du lendemain. Son effectif s'éleva d'année en année jusqu'au chiffre de 5,000 membres, qui s'est maintenu.

La victoire assurée dans un arrondissement, M. Cavé voulut, en 1889, doter les autres de cette organisation qui avait maintenant fait ses preuves. « Il réunit à dîner chez lui les maires
« des vingt arrondissements. A cette réunion assistaient égale-
« ment M. Carriot, directeur de l'Enseignement primaire de
« la Seine; M. Duplan, sous-directeur; M. Monod, directeur
« de l'Assistance publique, qui avait alors la mutualité dans
« ses attributions, et M. Barberet, le chef du bureau des insti-
« tutions de prévoyance au Ministère de l'Intérieur.

« La question de la Mutualité scolaire fut nettement posée.
« Il va sans dire que les fonctionnaires du Ministère de l'Inté-
« rieur et de la Préfecture de la Seine étaient acquis d'avance
« à la combinaison proposée par M. Cavé. Les maires crai-
« gnaient que les cotisations demandées aux enfants (dix
« centimes par semaine) ne fussent un empêchement aux
« dépôts qu'ils effectuaient aux Caisses d'épargne scolaires. Les
« uns étaient très fiers du montant de ces dépôts qui, dans
« leurs arrondissements, notamment dans le XI^e, s'élevaient à
« plusieurs centaines de mille francs. M. Cavé et ceux des

« convives qui étaient de son avis s'évertuèrent à démontrer
« que les dépôts des Caisses d'épargne scolaires étaient retirés
« par les déposants à différentes époques de leur jeunesse,
« comme, par exemple, aux occasions de la première commu-
« nion, de la fête des parents, pour d'autres besoins encore, et
« qu'ils ne subsistaient pas au delà du tirage au sort ; tandis
« que, dans la Mutualité scolaire, les cotisations versées, outre
« qu'elles servaient à soigner les enfants malades, leur consti-
« tuaient un livret sur la Caisse des retraites pour la vieillesse,
« qui serait leur propriété et qui les suivrait partout où ils
« iraient jusqu'à la liquidation de leur pension. Ces argu-
« ments, cependant péremptoires, n'eurent pas sur l'auditoire
« le succès qu'on était en droit d'en attendre. Presque tous
« les maires s'en tinrent à de vagues promesses et préférèrent
« leurs Caisses d'épargne scolaires, dont les fonds sont dépensés
« en dehors des œuvres de prévoyance. » (Bulletin des Sociétés
de secours mutuels, janvier 1897.)

Cependant deux arrondissements furent gagnés : une « Société scolaire de secours mutuels et de retraite » fut fondée dans le VIII^e par les soins de M. Levylier, trésorier de la Ligue de l'Enseignement et collègue de M. Cavé au Tribunal de commerce ; le président en fut M. Beurdeley, maire du VIII^e arrondissement. La Société, approuvée par décision ministérielle du 21 novembre 1889, a été définitivement constituée dans l'assemblée générale du 29 janvier 1890.

Une autre fut créée dans le XVI^e par M. Léon Vaquez, l'ami de Jean Macé.

Se voyant insuffisamment compris à Paris, M. Cavé tourna ses efforts vers la banlieue. M. Jules Lefebvre, collègue, au Tribunal de commerce, de M. Cavé et de M. Levylier, créa la première Société suburbaine, à Courbevoie ; puis les communes d'Aubervilliers et de Saint-Denis entrèrent dans le mouvement. D'autres ne devaient pas tarder à les suivre.

La province commençait à s'intéresser à une institution que

la presse mutualiste avait signalée et sur laquelle les journaux pédagogiques appelaient son attention. De tous les côtés on s'adressait à M. Cavé, on lui écrivait, on lui demandait des renseignements, on le priait de venir exposer son système et d'apporter la bonne parole. Il répondait avec empressement à tous ses correspondants et se rendait à l'appel partout où il le pouvait. Il s'était retiré des affaires et disposait maintenant d'une plus grande liberté d'action. Mais, si ardent que fût son zèle et si grande que fût son activité, il ne pouvait seul suffire à la tâche.

« Comment pouvions-nous faire pour arriver à faire vulgariser cette institution? J'ai pensé, et je ne me suis pas trompé, que je devais m'adresser à un homme de travail, qui était l'ami de l'école, et qui pouvait recommander l'œuvre que l'on préconisait. Je me suis adressé à notre président, M. Jean Macé, qui a accueilli notre proposition.

« Mais ce n'était pas encore suffisant. Nous ne pouvions pas entreprendre une propagande assez grande ni être assez persuasifs pour établir et vulgariser l'œuvre de la Société : il fallait un homme épris d'enthousiasme, un homme ayant, en même temps, et l'oreille et le cœur de l'instituteur. Eh bien ! cet homme, nous l'avons trouvé : c'est M. Edouard Petit, notre excellent ami. Et, lorsqu'on appelle les Sociétés scolaires de secours mutuels les « Petites Cavé », il faudrait y ajouter le nom de M. Petit. C'est pourquoi je voudrais les voir appeler les Petit-Cavé (1). »

C'est, en effet, grâce à la Ligue de l'Enseignement que la Mutualité scolaire put se répandre et gagner rapidement toutes nos écoles. Avec sa coutumière libéralité, elle mit gracieusement (ou à des conditions exceptionnelles de bon marché) à la disposition des maîtres et des amis de l'école laïque des modèles de statuts, des brochures de propagande, des feuilles

(1) Discours prononcé par M. Cavé, à Aubervilliers, le 3 avril 1897.

d'adhésion, des livrets..., en un mot tout le matériel nécessaire au fonctionnement des Sociétés de secours mutuels et de retraite.

C'est à la Ligue aussi que M. Cavé trouva le précieux auxiliaire qu'il cherchait, M. Edouard Petit, professeur au lycée Janson-de-Sailly, qui fut pour lui un collaborateur incomparable. « Le bon compagnon », ainsi qu'il l'appelle volontiers, mit au service de la Mutualité scolaire son âme ardente et sa foi communicative, son talent d'écrivain et sa chaude éloquence.

Chargé, depuis 1895, d'une mission relative aux cours d'adultes et aux œuvres complémentaires de l'école, il réserve, dès 1896, une place à la Mutualité scolaire dans les rapports qu'il adresse annuellement à M. le Ministre de l'Instruction publique sur l'éducation populaire. D'une année à l'autre, on y peut suivre les progrès de cette œuvre à la fois pédagogique et sociale, et l'on découvre des raisons nouvelles de s'y intéresser.

M. Edouard Petit se fit le second de M. Cavé. Ensemble ils se mirent en route pour faire leur tour de France et porter la bonne parole dans les départements. M. Cavé était muni d'une lettre du Ministre de l'Intérieur l'accréditant auprès des municipalités; M. Edouard Petit avait naturellement accès dans le monde universitaire en raison de ses fonctions d'inspecteur général de l'instruction publique. De cette manière, l'un introduisait l'autre dans les mairies et celui-ci faisait entrer celui-là dans les écoles.

Dans le discours qu'il prononça le 18 juin 1905, à la fête des Écoles, M. Edouard Petit nous a dit comment « des hauteurs de la Villette et de Belleville, ces monts sacrés des œuvres sociales, la Mutualité scolaire est descendue dans Paris, qu'elle a conquis, puis, d'école en école, s'est répandue dans toute la France ».

« La victoire de la Mutualité scolaire est la victoire de la bonté...; elle est aussi la victoire du travail patient, obstiné,

« méthodique... ; elle est enfin la victoire de l'école nationale et
« républicaine... » Il oublie de nous dire qu'il fut l'un des deux
organiseurs de cette victoire. Soyons-lui du moins recon-
naissants d'avoir fait sortir l'autre « de l'ombre discrète dont il
s'entoure si volontiers ».

« Quelle fière leçon d'initiative, de persévérance, est donnée
« aux jeunes, qui, au premier élan, au premier échec, se lais-
« sent aller au découragement ! Cet ancien négociant, cet
« ancien juge au tribunal de commerce, s'est révélé, à soixante-
« trois ans, vulgarisateur, conférencier, homme d'action. Il a
« voulu être et il a été, comme Jean Macé, un « camionneur
« d'idées », — d'idées et de sentiments. Il a fait, aux années
« que d'autres consacrent au repos, à la retraite, l'apprentissage
« de la vie publique et, au service de la Cité, il est devenu
« promptement professeur d'énergie et de foi sociales. Vous ne
« sauriez croire quelle patience, quelle souplesse, quelle bien-
« veillance entêtée il a dû opposer aux obstacles. Que de fois
« l'ai-je vu recommençant une explication mal comprise, sur-
« montant l'ennui des inévitables redites ! Que de fois, gravis-
« sant l'escalier des autres, il est revenu à la charge, pour com-
« battre le scepticisme, pour secouer l'indifférence ! Au cours
« de dix années consacrées à des visites, à des démarches, à
« des tournées où, s'ajoutant aux fatigues, mécomptes et déboires
« ne lui étaient pas épargnés, jamais il n'a proféré une plainte,
« jamais il n'a donné une marque de lassitude. Il allait, alerte
« et calme à la fois, soutenu par le sentiment du devoir social,
« et, au charme de sa douceur vaillante, gagnait sympathies et
« adhésions. Au contact d'un si rare dévouement, le désir, le
« besoin de se dévouer naissait chez ces milliers d'auditeurs
« qui, aux missions du Centre, de l'Ouest, du Sud, se pressaient
« pour recueillir sa parole. »

De fait, ces deux hommes, chers à la démocratie enseignante,
étaient inséparables ; ils le demeureront désormais dans la
conscience avertie des républicains, dans la mémoire recon-

naissante de tous les bons citoyens. Ces deux apôtres de la solidarité, partis à « la conquête d'un avenir qu'ils considéraient comme lié à l'avenir de la patrie », accomplirent cette héroïque tournée de propagande avec l'obstination indomptable des hommes de foi et le courage tranquille des hommes d'action. Ils surent communiquer leur zèle à tout le personnel enseignant. Inspecteurs d'Académie, inspecteurs primaires, instituteurs, tous furent promptement gagnés à la cause, et chacun s'employa de son mieux à en assurer le succès. Dans un grand nombre de départements, la propagande s'organisa, méthodique, habile, heureuse ; les conférences se multiplièrent : de tous côtés, des « Petites Cavé » furent fondées.

Au 31 mars 1896, il y en avait 10 (1). Un an après, on en comptait 110, et 400 au moment où fut promulguée la loi du 1^{er} avril 1898.

(1) Voici la liste des dix premières Petites Cavé ; la date indiquée entre crochets est celle de l'arrêté d'approbation.

Paris, XIX^e arrondissement [18 juin 1881] ; Paris, VIII^e [21 novembre 1889] ; Paris, XVI^e [22 décembre 1890] ; Rouen [9 juillet 1892] ; Courbevoie [26 décembre 1893] ; Marseille [10 avril 1894] ; La Rochelle [21 juin 1894] ; Mont-de-Marsan [17 décembre 1895] ; Saint-Laurent-d'Aigouze (Gard) [28 mars 1896] ; Bordeaux [28 avril 1896].

CHAPITRE III

La Mutualité scolaire de 1898 à 1900.

La loi du 1^{er} avril 1898. — Progrès qu'elle réalise sur la législation antérieure. — Elle contribue puissamment au développement de la Mutualité scolaire. — Les Petites Cavé tirent immédiatement parti des dispositions libérales de la loi.

La législation nouvelle était impatiemment attendue par les mutualistes. Elle fut accueillie avec enthousiasme, car elle maintenait tous les avantages précédemment accordés aux Sociétés de secours mutuels et y en ajoutait d'autres. Sans doute, en leur donnant son appui financier, l'Etat se réservait le droit de s'immiscer dans leur gestion ; mais, par la suppression de nombreuses entraves législatives et administratives, la loi du 1^{er} avril 1898 marque un progrès dans la voie de la liberté et elle mérite, en somme, d'avoir été appelée la « Charte de la Mutualité française ».

L'article 1^{er} en est ainsi conçu :

« Les Sociétés de secours mutuels sont des associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants : assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités, leur constituer des pensions de retraites, contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas de vie, de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, aux veuves ou orphelins des membres participants décédés.

« Elles peuvent, en outre, accessoirement, créer au profit de

leurs membres des cours professionnels, des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage, à la condition qu'il soit pourvu à ces trois ordres de dépenses au moyen de cotisations ou de recettes spéciales.

« Les Sociétés de secours mutuels se divisent en Sociétés *libres*, Sociétés *approuvées* et Sociétés *reconnues comme établissements d'utilité publique*.

« Les Sociétés libres ne sont astreintes qu'au dépôt de leurs statuts à la sous-préfecture, et elles sont en partie affranchies du contrôle de l'Etat; mais elles ne profitent pas, comme les autres, de ses subventions, bonifications et allocations, ni des exemptions de certaines taxes. »

Toutes les faveurs sont réservées aux Sociétés approuvées. L'Etat ne peut d'ailleurs refuser l'approbation que dans des cas déterminés :

a) Pour non-conformité des statuts avec les dispositions de la loi ;

b) Si les statuts ne prévoient pas des recettes proportionnées aux dépenses, pour la constitution des retraites garanties ou des assurances en cas de vie, de décès ou d'accident (art. 16).

En retour, les Sociétés approuvées doivent effectuer leurs placements dans les Caisses d'épargne, à la Caisse des dépôts et consignations, en fonds d'Etat ou en valeurs garanties par l'Etat. Elles peuvent, en outre, pour leurs opérations, utiliser la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les Sociétés reconnues par décret comme établissements d'utilité publique jouissent des avantages accordés aux Sociétés approuvées. Elles peuvent, en outre, posséder et acquérir, vendre et échanger des immeubles dans les conditions déterminées par le décret déclarant l'utilité publique (art. 33).

Il n'entre pas dans notre dessein d'examiner dans ses détails la loi du 1^{er} avril 1898 : il nous suffira d'indiquer les progrès qu'elle réalisait sur la législation antérieure, et nous ne saurions mieux faire, pour en donner une idée, que de reproduire le

passage suivant d'une circulaire préparée par M. Brisson, président du Conseil, ministre de l'Intérieur, à la date du 20 octobre 1898, et qui ne fut envoyée aux Préfets que le 29 juillet 1899, par M. Waldeck-Rousseau, successeur de M. Brisson :

« Toute association de prévoyance se formera désormais
« librement, par la seule volonté des intéressés ; elle aura une
« existence légale, indépendamment de toute approbation, et
« sous la seule réserve de l'accomplissement d'une simple
« formalité administrative.

« Le champ d'action des Sociétés de secours mutuels n'est
« plus enserré, comme sous l'empire du décret de 1852, dans
« les limites étroites de la commune : il pourra s'étendre sur
« tout le territoire.

« Enfin, confiante dans la sagesse et la moralité de ceux
« qu'unissent les liens de la mutualité, la loi admet même les
« Unions de Sociétés constituant entre elles des rapports d'in-
« térêts et des échanges de services et s'associant pour parer
« à des risques exceptionnels.

« D'un autre côté, si l'état de minorité et d'incapacité dans
« lequel l'ancienne législation avait cru devoir placer les Sociétés
« de secours mutuels pouvait se justifier dans une certaine me-
« sure au début de l'institution, les mêmes raisons n'existent
« plus aujourd'hui. Et l'expérience acquise par une longue pra-
« tique, comme la connaissance plus approfondie des lois et
« de la puissance de l'association mutuelle, rendaient surannée
« cette étroite tutelle.

« Aussi les Sociétés approuvées ne seront plus astreintes,
« comme par le passé, à verser leurs fonds à la Caisse des
« dépôts et consignations, seule chargée de gérer la fortune des
« associés. Elles pourront, au contraire, effectuer elles-mêmes
« le placement de ces fonds, et, à cet effet, acheter des valeurs
« mobilières offrant toute sécurité et même des immeubles. On
« reconnaît, d'autre part, aux Associations de la même catégorie,

« une capacité singulièrement plus étendue qu'autrefois, puis-
« qu'elles sont admises à recueillir les dons et legs mobiliers dont
« l'importance n'est plus limitée, comme le décidait le décret
« de 1852, et aussi des libéralités consistant en immeubles. Si
« la capacité des Sociétés libres est plus limitée, il n'en est
« pas moins vrai qu'elles bénéficient également des dispositions
« libérales de la loi, car elles peuvent posséder, dans une cer-
« taine mesure et, elles aussi, accueillir des dons et legs mobi-
« liers.

« Enfin, les Sociétés approuvées ne seront plus obligées
« d'avoir un fonds commun inaliénable ; elles auront la faculté
« de constituer des retraites au profit de leurs membres, soit
« sur le fonds commun, qu'elles alimenteront désormais à leur
« gré sans être tenues d'y verser la presque totalité des res-
« sources de provenance étrangère aux cotisations des partici-
« pants, soit sur le livret individuel, qui apparaît comme une
« des innovations les plus intéressantes de la loi et les plus
« heureuses pour le développement de l'esprit de prévoyance. »

Dès le 1^{er} juin 1898, M. Edouard Petit célèbre la législation nouvelle et les facilités qu'elle offre aux propagateurs de la Mutualité scolaire : « ... les obstacles qui entravaient l'essor
« des Mutualités scolaires ont disparu depuis la promulgation
« de la nouvelle loi. Les Petites Cavé peuvent fonctionner au
« bout d'un mois, après avoir fait le dépôt de leurs statuts, ce
« qui supprimera les lenteurs administratives dont on se
« plaignait au sujet de l'approbation... Le taux exceptionnel de
« 4,5 % dont on pouvait craindre la diminution est maintenu.
« Des faveurs en ce qui concerne dons, legs, achats de pro-
« priété, qui étaient réservées aux Sociétés d'utilité publique,
« sont concédées aux Mutualités scolaires comme aux Mutuali-
« tés d'adultes. Elles ont le droit de s'entremettre pour le
« placement de leurs adhérents. Elles pourront hériter. Elles
« pourront être propriétaires, car il leur est permis de placer
« sur immeubles les trois quarts de leur avoir. » Et M. Edouard

Petit entrevoit déjà le jour où « dans les Mutualités scolaires « seront faits cours et conférences, seront installés des « Patronages. »

La loi du 1^{er} avril, qui reconnaissait expressément les Mutualités scolaires (1), devait, en effet, contribuer puissamment au développement de la Mutualité scolaire. Au 31 mars 1899, un an après sa promulgation, le nombre des Petites Cavé s'était élevé de 400 à 871 ! Et partout elles ont voulu profiter des libérales dispositions de la législation nouvelle; elles s'y sont employées avec un empressement et une ingéniosité qui ne laissent pas de surprendre ceux qui croient notre pays condamné à l'uniformité stérile et morne de la centralisation.

L'article 5, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} avril 1898 permet à toute Société de secours mutuels d'étendre ses opérations hors du territoire de la commune où elle a son siège social : aussitôt on a vu se former des Petites Cavé cantonales (2), des Sociétés d'arrondissement (3), des Mutualités scolaires départementales. Dès le 12 novembre 1898, la « Grande Cavé » de l'Ardèche, due à l'initiative du Préfet, M. Gustave Cruchon, commence à fonctionner : elle embrasse tout le département, elle est divisée en cinq sections correspondant chacune à une circonscription d'inspection primaire et en autant de sous-sections que d'écoles publiques.

Dans l'Aude, dès 1898-1899, on rencontre les divers types de la Mutualité scolaire : Mutualités cantonales à Limoux, Mutualité d'arrondissement à Castelnaudary, tandis qu'à Carcassonne subsiste la Mutualité-ville.

(1) Les mineurs peuvent faire partie de ces Sociétés sans l'intervention de leur représentant légal. (Art. 3, § 2.)

(2) Dans l'arrondissement de Mézières, on en compte 3; à Cognac, 4; à La Rochelle, 3; Montargis en a 5; Gien, 3; Chartres, 5; Commercy, 5; Montmédy, 6; Valenciennes, 7; Béthune, 7. (Cf. Ed. Petit, Rapport sur l'éducation populaire en 1898-99.)

(3) A Libourne, Lesparre, Bazas, Montélimar, Saint-Claude, Douai, Agen, La Flèche, Tulle, Ussel, Brive. (Cf. Ed. Petit, même Rapport.)

L'article 1^{er}, § 2, de la loi du 1^{er} avril reconnaît aux Sociétés de secours mutuels le droit de créer au profit de leurs membres des cours professionnels, des offices gratuits de placement... A peine la loi était-elle promulguée qu'à Paris, dans la Scolaire du XIX^e arrondissement, grâce à un versement supplémentaire de 0 fr. 25 par an et par sociétaire, 1,000 francs étaient souscrits pour servir à l'établissement de cours et conférences, et bientôt s'introduit dans les statuts de maintes Petites Cavé cette cotisation spéciale, « le trésor d'avenir », qui contribuera à soutenir l'école du soir. — La Grande Cavé de l'Ardèche a joint le placement gratuit à l'épargne et à la prévoyance.

La loi du 1^{er} avril autorise les Sociétés de secours mutuels à s'associer, à former des « Unions » (art. 8). Aussitôt se forme une *Union des Mutualités scolaires de la Seine*, dont le siège est à Paris, à la mairie du VIII^e arrondissement, avec M. Cavé pour président et M. Dubucquoy pour secrétaire général. Cette Union a pour but, « tout en laissant à chacune
« des Sociétés adhérentes son autonomie distincte, de favoriser
« le développement de la Mutualité scolaire et d'établir un lien
« entre les Sociétés créées; d'étudier les questions générales
« ou spéciales qui intéressent ces Sociétés, et de leur faire
« connaître le résultat de ces études afin qu'elles puissent en
« tirer le meilleur profit;

« De leur communiquer les modifications proposées ou
« mises en pratique en vue du perfectionnement et du bon
« fonctionnement des Sociétés;

« De proposer toutes les mesures générales ou spéciales
« tendant à augmenter les avantages des membres participants
« et, notamment, à faciliter leur admission, leur mise en
« subsistance ou leur passage dans les Sociétés affiliées à
« l'Union, à garantir la conservation de leurs droits à la retraite
« à ceux des sociétaires inscrits provisoirement dans l'une des
« Sociétés adhérentes;

« De représenter, vis-à-vis les pouvoirs publics, les Sociétés
« dont elle se compose et de se faire l'interprète de leurs droits,
« de leurs besoins et de leurs vœux ;

« En un mot, de rechercher, d'un commun accord, tout ce
« qui pourra favoriser l'extension et le développement de la
« Mutualité scolaire, au double point de vue matériel et
« moral. »

La Mutualité scolaire de Dunkerque fut la première qui bénéficia des dispositions de l'article 17 de la loi, en recevant un legs de 2,000 francs.

La législation nouvelle a institué un Conseil supérieur de la Mutualité (loi du 1^{er} avril 1898, art. 34. Décret du 2 mai 1899, portant règlement d'administration publique sur l'élection des représentants des Sociétés de secours mutuels au Conseil supérieur institué par la loi du 1^{er} avril 1898). Cette haute Assemblée réunit les personnes qui, par leurs fonctions mêmes ou par le choix des mutualistes, se trouvent qualifiées pour aider au progrès de l'institution. Il reçoit communication des états statistiques et des comptes rendus de la situation financière fournis par les Sociétés de secours mutuels ; il donne son avis sur toutes les dispositions réglementaires ou autres qui concernent le fonctionnement des Sociétés, et notamment sur le mode de répartition des subventions. Il examine et discute tous les vœux que les groupements mutualistes adressent au Ministre ou font parvenir aux Chambres. — Dès la première consultation des électeurs mutualistes (juillet 1899), la Mutualité scolaire pénètre au Conseil supérieur avec M. J.-C. Cavé, qui y représente le 3^e collège des Sociétés approuvées, qui est vice-président de la haute Assemblée mutualiste.

Ce n'est pas en vain que le Parlement a doté la Mutualité française de la loi organique depuis si longtemps attendue ; des Sociétés se sont créées un peu partout, sur tous les points du territoire des hommes de bonne volonté ont associé leurs efforts, selon l'heureuse formule de M. Lourties, « pour faire

le bien sans nuire à personne », pour réaliser la fraternité républicaine et assurer la paix sociale. Mais on peut dire que la Mutualité scolaire ne s'est laissé devancer par personne dans le champ désormais ouvert à l'initiative de chacun, et ses audaces, nous allons le voir, n'ont pas toujours été malheureuses.

CHAPITRE IV

La Mutualité scolaire de 1900 à nos jours.

La Mutualité scolaire continue à se développer. — Situation numérique et financière des Petites Cavé. — Différentes modalités de la Mutualité scolaire. — Ses initiatives : La Mutualité post scolaire. — La Mutualité interscolaire. — La Mutualité scolaire et l'Assistance. — La Mutualité scolaire et la Coopération. — Autres initiatives.

Nous avons vu qu'au 31 mars 1899, une année après la mise en vigueur de la loi du 1^{er} avril, le nombre des Petites Cavé s'était élevé de 400 à 871. Le succès d'une œuvre qui les intéressait tous les deux décida le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de l'Instruction publique à contribuer l'un et l'autre à la propagande d'une institution sur laquelle le gouvernement de la République fondait justement les plus belles espérances. Ils confièrent des missions à un certain nombre de professeurs de l'enseignement secondaire, MM. Lecocq (lycée d'Avignon), Lefebvre (Reims), Albert Petit (Evreux), Pécaut (Orléans), Castaigne (Moulins), Petit (Nevers), Boudhors (Versailles), Tonarelli (Le Puy), Thalamas (Amiens), Crouzet (Toulouse), Delvaille (Angoulême), Desloges (Epinal). Chacun de ces volontaires entreprit dans son département une tournée de conférences; ils consacrèrent à l'action leurs jeudis et leurs dimanches, tous leurs jours de liberté. Au printemps 1901, de nouveaux missionnaires laïques continuèrent cet apostolat.

L'élan était donné : les résultats ne se firent pas attendre.

De 871, en 1899, le nombre des Petites Cavé s'élève, au 31 mars 1900, à 1,497; à 2,017 au 31 mars 1901; à 2,734 au 31 mars 1902; à 3,000 au 31 mars 1903; au 31 mars 1904, on en compte 3,991, et, depuis lors, la Mutualité scolaire n'a pas cessé de gagner des adhérents. Au nombre de 556,000 au 31 mars 1903, les mutualistes de l'école étaient 620,000 au 31 mars 1904; 662,000 au 31 mars 1905; 675,000 au 31 mars 1906, et 719,596 au 31 mars 1907.

Cependant le nombre des Petites Cavé n'a pas continué de croître parallèlement à celui des adhérents; tant s'en faut! elles sont même de moins en moins nombreuses, d'année en année. De 3,991 en 1903-1904, leur nombre passe à 2,772 en 1904-1905, et on en enregistre seulement 2,726 en 1905-1906; en 1906-1907, on constate un relèvement: 3,272. C'est que l'on a peu à peu compris qu'il y avait quelque danger à répartir les risques sur trop peu de têtes, et les diverses Sociétés scolaires d'une ville, d'un canton, d'une même circonscription d'inspection primaire, parfois même d'un département tout entier, ont fusionné. De plus en plus, la forme cantonale tend à l'emporter sur les autres.

Au Congrès régional de Troyes (juin 1907), M. Th. Rémond, dans un rapport qui a été justement remarqué, a montré que le succès des Mutualités scolaires dans l'Aube était dû à l'organisation cantonale. Le canton est indiqué comme circonscription mutualiste parce que les administrateurs des Sociétés sont connus et y exercent facilement leur influence et leur propagande.

Si, au point de vue de leur champ d'action, les Petites Cavé offrent une si grande variété, elles ne présentent pas une diversité moindre quant à leur organisation. Le plus souvent, on s'est inspiré des statuts de la Scolaire du XIX^e arrondissement de Paris, en les modifiant sur quelques points, d'ailleurs peu importants. Aussi, dans la plupart des Sociétés, voyons-nous la retraite constituée simultanément par le livret individuel

de la Caisse nationale des retraites et par le fonds commun inaliénable. — On trouve cependant à Rouen, à Caen, à Lille, à La Pacaudière (Loire)... des Sociétés à livret individuel, sans fonds commun. Dans les Mutualités de ce type, les sommes disponibles en fin d'année, après paiement des indemnités journalières, sont versées, sauf une réserve, sur les livrets individuels des sociétaires.

Ailleurs, la Société d'adultes du pays faisant usage du seul fonds commun, la Scolaire a adopté le même mode de constitution de la retraite; nous verrons plus loin qu'après le congrès de Montpellier (1899), la Commission interministérielle, composée de délégués du Ministère de l'Instruction publique et du Ministère de l'Intérieur, avait, à la suite de M. J.-C. Cavé, recommandé ce dernier système.

Des 3,272 Mutualités scolaires existant au 31 mars 1907, 2,176 pratiquent le système du livret individuel, soit seul, soit avec fonds commun, et 1,096 le système du seul fonds commun.

Les 719,596 petits mutualistes cotisants à la même date comprenaient 409,250 garçons et 310,346 filles.

M. Ed. Petit, à qui nous empruntons ces chiffres (Cf. *Journal officiel*, 2 juin 1907), nous fournit encore les renseignements suivants :

Les départements où la mutualité est le plus florissante sont : Aisne : 7,852 garçons, 5,846 filles ; — Ardèche : 4,195 écoliers, 2,980 écolières ; — Ardennes : 10,451 et 9,263 (on remarquera l'importance de ce total) ; — Aube : 8,490 et 6,036 ; — Charente-Inférieure : 5,506 et 4,472 ; — Côte-d'Or : 5,896 et 5,086 ; — Finistère : 5,338 et 4,006 ; — Gard : 4,280 et 4,347 (les filles plus nombreuses que les garçons) ; — Haute-Garonne : 4,307 et 3,347 ; — Gironde : 9,224 et 6,563 ; — Hérault : 4,912 et 4,534 ; — Indre : 3,089 et 3,544 (écolières plus nombreuses que les écoliers) ; — Indre-et-Loire : 4,541 et 3,301 ; — Isère : 4,988 et 3,643 ; — Landes : 9,332 et 7,388 ; — Loiret : 7,817 et 5,859 ; — Maine-et-Loire : 5,174 et 2,547 ; — Marne : 8,828 et 6,388 ;

— Haute-Marne : 4,473 et 3,260 ; — Meurthe-et-Moselle : 6,855 et 3,198 ; — Nord : 27,810 et 18,995 ; — Oise : 13,324 et 9,260 ; — Pas-de-Calais : 17,815 et 15,258 ; — Basses-Pyrénées : 4,512 et 2,174 ; — Rhône : 3,531 et 3,062 ; — Seine : 42,686 et 35,368 ; — Seine-Inférieure : 16,168 et 12,029 ; — Seine-et-Marne : 6,994 et 4,470 ; — Seine-et-Oise : 9,288 et 4,762 ; — Somme : 11,904 et 9,544 ; — Vendée : 5,032 et 2,874 ; — Vosges : 4,142 et 2,344 ; — Yonne : 7,988 et 6,266.

La situation pour l'Algérie (1) mérite d'être connue : Alger : garçons 3,589, filles 3,064 ; Constantine : 1,519 et 1,327 ; Oran : 1,320 et 505.

Les cotisations s'élèvent à plus de 4 millions ; un million environ est distribué en « journées de maladie ».

La Société mère du XIX^e arrondissement a dépassé le chiffre de 500,000 francs pour les économies réalisées.

Ce qui n'est pas moins merveilleux que leur vitalité, c'est la plasticité des Petites Cavé, véritables êtres vivants qui font preuve d'une surprenante souplesse d'adaptation en s'accommodant à la diversité des milieux dans lesquels elles se développent, j'allais dire elles évoluent. De fait, on les voit d'une année à l'autre se perfectionner, faire les essais les plus inattendus, se risquer à des expériences parfois hardies, tenter l'organisation de services auxquels les Sociétés de secours mutuels n'avaient jamais songé, et il n'est pas excessif d'affirmer que, si elle n'avait eu d'autre résultat que de secouer les esprits et de révéler à nos contemporains les précieuses ressources de la conception mutualiste, l'œuvre de M. J.-C. Cavé n'aurait pas été vaine.

Dans ses Rapports sur l'éducation populaire, qui sont comme les Annales des œuvres complémentaires de l'école, M. Ed. Petit consigne, au fur et à mesure qu'elles apparaissent, les successives trouvailles des organisateurs de la Mutualité sco-

(1) Le décret du 24 mars 1899 a appliqué à l'Algérie les dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898.

laire. Nous n'aurons qu'à nous y reporter pour avoir une idée des formes multiples qu'ont su prendre les Petites Cavé, des innovations qu'elles ont apportées et des bienfaits qu'elles ont répandus. Nous ne saurions assurément trouver un guide mieux averti.



La Mutualité post scolaire. – Installée à l'école communale, la Petite Cavé s'était, à l'origine, recrutée seulement parmi les enfants qui fréquentaient l'école. Tout naturellement elle s'est prolongée et est devenue *post scolaire*, grâce aux Associations d'anciens élèves, aux « petites A. », qui ont fait la place à la Mutualité, soit pour continuer les versements opérés dès l'école, soit pour les commencer. Les Mutualités post scolaires conservent les adhérents à la Mutualité scolaire, les uns jusqu'à 16 ans, les autres jusqu'à 18. La plupart du temps, les cotisations y sont portées à 0 fr. 15 par semaine, de façon à placer 0 fr. 05 sur le livret individuel, les dix autres centimes servant à payer un franc par journée de maladie. Les Mutualités post scolaires tendent à servir de trait d'union entre les scolaires et les Sociétés de secours mutuels.

Ce mouvement est particulièrement intéressant pour ceux que préoccupe l'avenir mutualiste des petites écolières et des anciennes élèves. Il y a malheureusement encore fort peu de Sociétés de secours mutuels mixtes accueillant les femmes au même titre que les hommes, et le nombre est infime des Mutuelles spécialement féminines. Par la force même des choses, partout où n'existera pas une Mutualité pour les femmes ou une Société mixte les admettant, les Mutualités post scolaires se transformeront en Mutualités d'adultes femmes; de la sorte, la Mutualité pénétrera dans les milieux les plus rebelles au progrès et la Petite Cavé aura ainsi contribué à réaliser l'égalité économique et sociale de la femme.



La Mutualité interscolaire. — Dans son Rapport sur la campagne 1899-1900, M. Edouard Petit signalait déjà un fait des plus intéressants. « La Mutualité, écrit-il, avait été recommandée aux lycéens, aux collégiens. Dans une vingtaine d'établissements secondaires (Ardèche, Aude, Loire, Loiret, Allier, Haute-Loire, Nièvre, Nord), ils ont tenu à honneur de s'unir à leurs camarades des écoles primaires. »

L'année suivante, nous apprenons que lycées, collèges — principalement de jeunes filles — et surtout dans le Nord, se rapprochent des écoles grâce à la Mutualité scolaire. Un peu plus tard, en 1904, la Mutualité interscolaire entre élèves des écoles primaires et des lycées et collèges est organisée à Saint-Etienne, Lorient, Montbéliard (1).

(1) Le 23 juillet 1904, M. Édouard Petit présidait la distribution des prix aux élèves du collège de jeunes filles de Wassy (Haute-Marne); à cette occasion, il prononça sur le rôle social de la femme moderne un discours dont on nous saurait mauvais gré de ne pas reproduire le beau passage suivant :

« Il ne se peut pas, en effet, que les lycées, que les collèges, que l'enseignement secondaire des jeunes filles demeurent étrangers au mouvement qui, dans l'enseignement primaire féminin, s'accuse en faveur de l'éducation populaire. Il ne vous est plus possible, Mesdemoiselles, de ne pas affirmer votre effective sympathie pour certaines des œuvres laïques et démocratiques, par quoi se manifeste l'esprit de solidarité, force et honneur de notre temps. Vous avez le droit et le devoir de revendiquer votre part de labeur, surtout dans l'organisation des Mutualités de l'enfance et de l'adolescence féminines, dans la tenue des Patronages de jeunes filles.

« Vous n'ignorez pas, et pour cause, puisque quelques-unes d'entre vous en font partie, ce qu'est la Mutualité scolaire. Elle ne groupe pas moins de deux mille écolières et écoliers dans l'arrondissement de Vitry-le-François, pas moins de douze mille dans le département de la Marne, pas moins de six cent mille en France, qui, d'une part, chaque semaine, versent entre les mains de l'institutrice, de l'instituteur, le petit sou de l'épargne et de la prévoyance pour la retraite; de l'autre, par un geste d'aimable fraternité, le petit sou de la pitié, de l'aide mutuelle servant à payer des journées de secours aux camarades atteints par la maladie. La Mutualité scolaire vous invite à la transformer nettement en Mutualité interscolaire. Vous qui, pensionnaires, recevez les soins pharmaceutiques

En 1905, la Mutualité interscolaire a subi une vigoureuse et décisive impulsion, grâce à l'intervention heureuse de M. Rochelle, professeur au lycée de Bordeaux, qui s'est fait une place à part dans la presse mutualiste en s'instituant le défenseur de la Mutualité scolaire dans une série d'articles où la sûreté de l'information et la rigueur de la méthode le disputent à la simplicité forte et saine de l'exposition.

Dans la lettre suivante, adressée en décembre 1904 à M. Thamin, recteur de l'Académie de Bordeaux, M. Rochelle demandait que l'on organisât dans les lycées et collèges des Comités de propagande, afin de faire connaître l'œuvre et aussi de per-

« et médicaux, vous qui, externes, êtes soignées dans vos familles, sans
 « doute vous pourrez vous passer de l'indemnité en argent qu'attribue aux
 « ayants droit la Mutuelle de l'école. Mais ne pouvez-vous pas payer la coti-
 « sation d'une fillette pauvre, ne devez-vous pas avoir la prudence de songer
 « à votre avenir en vous constituant une pension pour vos vieux jours ?
 « Vous souriez : votre printemps répugne à penser à l'hiver. Mais vos brunes
 « et blondes têtes connaîtront, elles aussi, la neige et les ans.

« Aidez-vous. Aidez-nous. C'est à vous qu'il appartient de contribuer à
 « l'extension dans notre pays de la Mutualité féminine, institution néces-
 « saire aux déshéritées d'entre vos sœurs qui font avec vous le voyage de la
 « vie. Fondez, étendez cette institution, qui est encore à l'état d'ébauche,
 « car l'égoïsme masculin s'est exercé trop longtemps contre vous, et, sur
 « trois millions et demi de mutualistes, il n'y a guère que trois cent mille
 « femmes. Le mot d'ordre ne doit-il pas être donné, pour la propagande
 « dont paysannes et ouvrières tireront si grand profit, par les jeunes filles
 « que le bonheur des circonstances, qu'une heureuse destinée a classées
 « dans l'élite intellectuelle, et qui connaissent les vertus fécondes de l'asso-
 « ciation ? Faites œuvre pratique, et, dès demain, faites-vous inscrire
 « d'abord, en grand nombre, dans les groupements comme sociétaires, puis,
 « vos études terminées, réclamez des fonctions actives dans les comités,
 « dans les bureaux. Mettez vos facultés d'initiative, votre temps, un peu de
 « vos ressources, au service de vos compagnes moins instruites, retenues
 « aux champs, à l'atelier, au magasin, par le travail. Devenez les promo-
 « trices de la Mutualité entre femmes, épanouissement de la Mutualité entre
 « écolières et adolescentes.

« Vous sécherez combien de larmes, vous soulagerez combien de misères
 « en montrant comment l'union des faiblesses se tourne en union de forces
 « matérielles et morales. Et, à votre exemple, on prendra le pli de substituer
 « à la charité la coopération solidaire, où il n'y a ni protecteurs ni protégés,
 « ni orgueilleux ni humiliés, mais où règne l'égalité dans la fraternité
 « agissante ! »

mettre aux élèves venus de l'école primaire de continuer leurs versements :

MONSIEUR LE RECTEUR,

Exposé des motifs. — Tous les universitaires qui se sont occupés des œuvres complémentaires de l'école primaire, et, en particulier, de la Mutualité scolaire, ont été frappés par une anomalie qu'il serait très désirable de voir disparaître.

Nos classes du premier cycle des lycées reçoivent leur contingent soit des classes élémentaires de l'établissement, soit des écoles primaires de la Ville dont les élèves leur sont envoyés en qualité de boursiers communaux ; ces derniers forment, surtout en 6^e B, un contingent très important.

Or, pendant leur séjour à l'école primaire, on leur a donné un enseignement moral et civique dans lequel les idées de prévoyance et de solidarité tenaient une place très importante. On les a fait passer de la théorie à la pratique en les engageant à se faire inscrire à la Mutualité scolaire.

Pendant quatre ou cinq ans, ils ont versé leurs cotisations, ils ont touché le montant de leurs feuilles de maladie, ils ont vu s'accroître, lentement mais régulièrement, sur leur livret individuel, le chiffre de la retraite à laquelle ils auront droit à 55 ans. En un mot, ils auront appris à considérer comme un devoir social cet acte de prévoyance et de bonne camaraderie, dont on a essayé de leur faire comprendre toute la portée morale.

Ils arrivent au lycée. — Là encore, on leur fait un cours de morale, on leur vante les bienfaits de l'association, la nécessité de la solidarité. — Au point de vue théorique, rien n'est changé. Mais s'ils demandent à leurs professeurs : « A qui faut-il s'adresser pour payer mes cotisations « mutualistes pour m'assurer contre la maladie et continuer mes versements pour la retraite ? » Le professeur, même s'il est au courant de la question, ce qui n'est pas toujours le cas, se voit forcé de leur répondre : « Mon enfant, va trouver le directeur de l'école dont tu viens et « porte-lui tes dix centimes. Ici, nous n'avons pas d'organisation analogue à la Mutuelle scolaire. »

Cela ne devrait pas être. Quelques-uns de nos collègues l'ont compris. A Saint-Étienne, à Roanne, à Lorient, à Montbéliard, ailleurs encore, la Mutualité scolaire a pénétré dans l'établissement secondaire. A Roanne, le siège social de la Mutuelle scolaire est au lycée de garçons. Son

secrétaire général est M. Chevillot, professeur au lycée, et le bureau de la Société a pour vice-présidents : M^{me} la Directrice du lycée de jeunes filles, M. le Proviseur du lycée de garçons, et M. l'Inspecteur primaire. Depuis 1898, les jeunes lycéens versent régulièrement leurs cotisations comme leurs petits camarades primaires.

Cette façon de procéder nous paraît être préférable à la création d'une Mutualité secondaire indépendante, qui ne ferait qu'encourager l'esprit de caste auquel nos jeunes élèves ne sont déjà que trop enclins. Elle est aussi bien meilleure que le système des membres honoraires, qui n'a donné aucun résultat.

Nous vous demandons, en conséquence, Monsieur le Recteur, de vouloir bien autoriser la création, aux lycées de Bordeaux et de Longchamps, d'une section secondaire de la Société scolaire de prévoyance et de mutualité de la première circonscription sur les bases suivantes :

Organisation de la section. — Un Comité de propagande mutualiste est constitué dans les lycées de Bordeaux et de Longchamps par les professeurs et répétiteurs, qui s'intéressent aux questions de prévoyance et de mutualité.

Il a pour mission de faire connaître aux élèves de ces deux établissements l'existence de la Société de mutualité scolaire et à les engager à s'y affilier.

Il devra, en particulier, veiller à ce que les élèves déjà mutualistes, provenant des écoles primaires, puissent continuer, sans interruption, leurs versements et toucher les indemnités de maladie auxquelles ils ont droit.

Il fera tous ses efforts pour faire comprendre aux autres élèves du lycée et à leurs familles qu'en se faisant inscrire comme membre de la Société, l'enfant fait à la fois acte de prévoyance, puisqu'il se constitue les premiers éléments d'un livret de retraite pour la vieillesse, et preuve de vraie solidarité, puisqu'il concourt par sa cotisation à augmenter l'avoir de la Société et son droit aux subventions de l'État ; qu'il acquitte ainsi une part de sa dette sociale.

Cette propagande se fera soit verbalement, soit par le moyen de circulaires adressées aux familles, sans que jamais l'Administration du lycée soit mêlée officiellement à cette propagande, qui conservera un caractère absolument privé et sera faite au nom de la Société de mutualité scolaire.

Un ou plusieurs membres du Comité de propagande mutualiste seront délégués par leurs collègues pour les représenter dans toutes les questions financières auprès de la Société mère. Ces délégués assureront la

perception régulière des cotisations, pour laquelle ils pourront se faire aider par quelques élèves choisis, qu'ils initieront ainsi, dès leur enfance, à la pratique de l'administration des Sociétés de secours mutuels ; ils veilleront à l'établissement des feuilles de maladie et à l'inscription des versements sur les livrets de la Caisse des retraites (le travail matériel étant fait par l'agent rétribué de la Société).

Pour le paiement des indemnités de maladie, il pourra se présenter deux cas :

1^o La famille demande à toucher cette indemnité, ce qui est son droit absolu. Alors on se conforme à la pratique adoptée dans les écoles primaires. Le délégué jouera le même rôle que le directeur de l'école ;

2^o La famille estime n'avoir pas besoin de se faire rembourser la somme qui lui est due. — Le délégué lui proposera : ou bien de placer cette somme au livret de retraite de l'enfant à titre de versement supplémentaire, ou bien de la verser à *une caisse de secours spéciale*, à l'aide de laquelle la section secondaire pourrait prendre à sa charge une partie des cotisations des enfants appartenant à des familles nombreuses et fréquentant les écoles primaires.

Cette alternative se présentera fréquemment, surtout pour les internes, qui sont soignés gratuitement. — L'expérience faite dans les autres établissements secondaires montre que les familles choisissent presque toujours la dernière solution indiquée. Cela permet à la section secondaire de remplir doublement son devoir de solidarité, en prenant en partie à sa charge d'intéressants pupilles dont elle encourage la bonne volonté.

Telles sont, Monsieur le Recteur, les grandes lignes du projet auquel nous vous prions de donner votre approbation.

Veuillez.

Pour le Comité d'initiative,

Signé : ROCHELLE.

A la date du 6 décembre 1904, M. le Ministre de l'Instruction publique, consulté sur la question, répondait à M. le Recteur de l'Académie de Bordeaux en exprimant le désir « que la Mutualité scolaire fût facilitée, en ce qui regarde les élèves « de nos établissements d'enseignement secondaire, dans les « mêmes conditions que pour les élèves de nos établissements primaires », et, le 30 janvier 1905, il adressait une circulaire à MM. les Recteurs pour encourager l'extension à l'enseigne-

ment secondaire de l'œuvre de la Mutualité scolaire. (*Bulletin administratif*, n° 1,658.)

Aussitôt, dans un certain nombre de lycées, collèges, cours secondaires, la Mutualité interscolaire est adoptée.

Dans l'Ain, des élèves externes du collège de Nantua font partie de la Mutualité scolaire ; — Aisne : le collège de Château-Thierry est affilié, l'affiliation des deux lycées de Saint-Quentin est décidée ; — Allier : lycée de garçons et de filles de Moulins, collège de Cusset ; — Hautes-Alpes : collège d'Embrun ; — Ardèche : une sous-section de la Grande Cavé fonctionne aux cours secondaires de Privas ; — Ardennes : les deux lycées de Charleville ; dès la fondation de la Société, en 1899, les statuts de la Mutualité du groupe avaient prévu l'admission des élèves des établissements secondaires au même titre que ceux des écoles primaires. Aujourd'hui les deux lycées, et surtout le lycée de jeunes filles, comptent un certain nombre de mutualistes. Le lycée de filles paye les cotisations de plusieurs enfants pauvres des écoles primaires ; — Collège de Reethel : on organise actuellement la Mutualité scolaire au collège de garçons et au collège de filles de Sedan ; — Aube : collège de Bar-sur-Aube ; — Aude : collèges de Castelnaudary et de Narbonne ; — Calvados : collège de Falaise ; — Cantal : collège de Mauriac ; — Charente : collège de La Rochefoucauld ; — Cher : lycée de Bourges ; — Côte-d'Or : collèges de Beaune, de Châtillon-sur-Seine ; — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc, les statuts prévoient l'affiliation du lycée ; — Dordogne : lycée de Périgueux, avec 44 adhérents. Les administrateurs et la plupart des fonctionnaires du lycée sont membres honoraires de la Société, les uns perpétuels, les autres annuels ; collège de Sarlat ; — Doubs : lycée de jeunes filles de Besançon, collège de Montbéliard, cours secondaires (32 adhérentes) ; — Eure-et-Loir : le lycée de garçons et le collège de jeunes filles de Chartres sont membres honoraires de la Fédération des Mutualités scolaires du département ; — Gironde : à Bordeaux, une section secon-

daire est créée au lycée de garçons; — dans l'Hérault : les collèges de garçons et de filles de Béziers sont affiliés à la Mutualité centrale; ceux de Pézenas et d'Agde ont aussi adhéré aux Mutualités scolaires de ces deux villes; le principal du collège a accepté la présidence de la Mutualité scolaire centrale; — Indre : lycée de Châteauroux, collège d'Issoudun; — Jura : lycées de Lons-le-Saunier (garçons et filles), collèges d'Arbois, de Saint-Claude; — Loir-et-Cher : lycée de Vendôme; — Loire : lycées de garçons et de filles de Saint-Etienne, lycée de Roanne; — Haute-Loire : les deux lycées du Puy; — Loire-Inférieure : collège de Saint-Nazaire; — Loiret : à Orléans, le collège de jeunes filles et le lycée de garçons sont affiliés à la Mutualité scolaire; la directrice et le proviseur sont membres d'honneur du Conseil d'administration; l'un des vice-présidents est professeur au lycée; le secrétaire général est maître primaire au lycée. Plusieurs classes du lycée se sont affiliées collectivement. Quand s'est fondée l'Union départementale des Mutualités scolaires du Loiret, les professeurs du lycée ont souscrit dix parts de membres fondateurs. Le collège de garçons de Montargis (25 élèves affiliés à la Mutualité cantonale); — Lot : collège de Figeac; — Maine-et-Loire : collège de Cholet; — Manche : le lycée de Coutances compte quelques adhérents; — Marne : les deux collèges d'Epernay et de Vitry-le-François; — Haute-Marne : collège de Langres; — Nièvre : lycée de Nevers, collège de Cosne; — Nord : lycée de Tourcoing, collèges d'Avesnes, du Quesnoy; — Morbihan : le lycée de Lorient et les cours secondaires sont affiliés ainsi que le collège de Vannes; — Pas-de-Calais : collège de Béthune, collège de Calais; le principal du collège est président de la Mutualité de la ville; — Haute-Saône : collège de Lure; — Seine-Inférieure : le lycée de garçons du Havre; — Seine-et-Marne : cours secondaires de jeunes filles de Coulommiers; — Vaucluse : collège de Carpentras; — Vendée : collège de Fontenay-le-

Comte ; — Vienne : le collège de Loudun est affilié à la Société cantonale ; il compte parmi ses élèves 22 membres participants. Le principal et deux professeurs font partie du Conseil d'administration ; — Haute-Vienne : à Limoges, les statuts de la Mutualité scolaire ont été modifiés, en 1905, pour que les lycées puissent y entrer ; — Vosges : les deux collèges de garçons et de jeunes filles de Saint-Dié ; — Yonne : lycée de Sens, collège de Tonnerre. (Cf. Ed. Petit, rapport de 1904-1905.)

Le plus souvent, la Mutualité a été introduite dans les lycées, collèges et cours secondaires par les anciens élèves des écoles primaires désireux de continuer leurs versements ; mais, dans certaines villes, lycéens et collégiens se sont spontanément fait inscrire comme membres honoraires ou participants des Petites Cavé. Dans tous les cas, il y a profit pour l'œuvre, par laquelle des liens de solidarité s'établissent entre les deux ordres d'enseignement, le primaire et le secondaire, qui trop longtemps se sont méconnus pour s'être simplement ignorés.



La Mutualité scolaire et l'Assistance. — Ainsi la Mutualité scolaire s'affirme comme l'école de la fraternité. Dès 1897, à la Petite Cavé de Tours, on payait la cotisation des orphelins. En décembre 1898, le Conseil municipal de Courbevoie votait un crédit spécial destiné au paiement des cotisations des jeunes sociétaires de la « Société scolaire de prévoyance mutuelle » faisant partie de familles pauvres, nombreuses et dignes d'intérêt. Ce généreux exemple fut suivi par quelques municipalités.

En 1899, justement préoccupé de l'état d'infériorité dans lequel se trouvaient les enfants assistés et pupilles du département, auxquels le défaut de famille et de ressources interdisait l'entrée des Sociétés scolaires, M. Cruchon, préfet de l'Ar-

dèche, s'est adressé au Conseil général; il a chaudement plaidé la cause de ces pauvres enfants et a réussi à obtenir les subsides nécessaires au paiement de leurs cotisations. Le Département verse 10 centimes par semaine à la place des enfants de l'Assistance, et, par une ingénieuse organisation du service médical, il recouvre une partie de ses débours.

« Comme les grands esprits, les grands cœurs se rencontrent! » Au moment même où l'initiative de l'Administration s'exerçait d'une façon si heureuse, l'instituteur d'une modeste école rurale, M. Blanchard, de Cussy-en-Morvan (Saône-et-Loire), s'adressait à la fois à l'Assistance publique et au Conseil général de la Seine, pour signaler à l'attention des pouvoirs publics la déplorable infériorité dans laquelle allaient se trouver les enfants assistés de la Seine, au regard de la Mutualité scolaire en formation dans les écoles de Cussy. C'est avec une émotion communicative qu'il intercède en faveur de ces déshérités : « Dans notre Morvan, triste et pauvre, écrit-il, nous trouvons dans le tiers des familles des pupilles de l'Assistance publique de la Seine. Quelle sera la situation faite à ces enfants dans ce grand mouvement de solidarité, d'épargne et de prévoyance qui gagne tous les cœurs ?

« Ces enfants déshérités, puisqu'ils n'ont pas le bonheur de connaître la vraie famille, ne pourront-ils pas avoir leur place marquée dans ces Mutuelles, qui sembleraient plutôt créées pour eux, mais qu'une modique cotisation de 10 centimes par semaine leur rend inaccessibles, tout au moins jusqu'à l'âge de 13 ans ?

« Il y a là une question d'importance capitale, d'un intérêt moral supérieur; je la soumets aux méditations des philanthropes et des éducateurs, et j'appelle sur elle la bienveillante attention des pouvoirs publics.

« L'enfant assisté est bien secouru matériellement; l'Administration paye sa pension, ses frais médicaux et pharmaceu-

tiques, ses fournitures scolaires ; elle lui donne de bonnes vêtements, lui alloue des primes pour l'apprentissage d'un métier ; exerce sur lui une surveillance effective jusqu'à l'âge de 21 ans ; signe ses contrats de louage et place une partie de ses gages à la Caisse d'épargne.

« Il ne manque pas moins à cet enfant la chose principale : le vrai foyer qui ranime et réchauffe l'âme, des cœurs pour battre à l'unisson du sien, la certitude de ne pas être moralement abandonné, de n'être pas tout à fait seul dans cette lutte pour la vie. L'école me paraît être toute désignée pour être le foyer familial, la tutrice éclairée et bienveillante qui lui fait défaut ; d'où la nécessité qu'il y aurait pour l'instituteur d'encadrer cet enfant, dès le jeune âge, dans quelqueune de nos Sociétés scolaires régulièrement organisées, où il irait puiser le réconfort moral, les idées saines et se rompre à l'exercice des devoirs sociaux... » Et il ajoute : « Aujourd'hui, nous avons l'intention ferme de créer une Mutualité ; nous mènerons cette tâche à bien, car les concours ne nous feront pas défaut ; mais il faut que les assistés puissent être des nôtres. Rendre inaccessibles à ces enfants nos Sociétés, ne serait-ce pas leur faire sentir cruellement qu'ils ne sont pas des enfants comme les autres, qu'ils n'ont pas un père ou une mère pour leur offrir les dix centimes hebdomadaires ? Ils feraient donc une section à part, la section des abandonnés, des parias. Or une école où il y aurait des parias serait une école déshonorée.

« Voilà pourquoi je ne saurais comprendre une Mutualité sans eux ; n'ont-ils pas droit à du bonheur ? n'ont-ils pas, plus que les autres, besoin d'apprendre l'épargne et la prévoyance ? »

L'émouvant appel de M. Blanchard a été entendu. Après celui de l'Ardèche, le Conseil général de l'Aube a pris à sa charge la cotisation de ses enfants assistés.

Pour assurer l'affiliation des « pupilles de la nation » aux

Mutualités scolaires, le Ministre de l'Intérieur a adressé aux Préfets la circulaire suivante :

Paris, le 28 juillet 1901.

*Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes,
à M. le Préfet d. . . .*

M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts a appelé mon attention sur les difficultés que présente, en de nombreux départements, la participation des pupilles de l'Assistance publique aux Mutualités scolaires.

L'intérêt de ces enfants à être associés à ces Mutualités ne saurait être contesté, et cette considération devrait suffire pour qu'on ne reculât pas devant le léger sacrifice qu'entraînerait le paiement de leurs cotisations. Un intérêt moral existe aussi à ce que les pupilles de l'Administration ne subissent pas l'humiliation d'être tenus à l'écart de ces groupements ; enfin un intérêt social de premier ordre s'attache à l'admission du plus grand nombre aux bénéfices des Mutualités.

Ces Associations, en assurant des secours en cas de maladie et des retraites pour la vieillesse, arrachent à l'indigence de nombreux individus et diminuent considérablement les cas dans lesquels les finances publiques doivent subvenir aux frais d'assistance. Certains Conseils généraux, frappés de l'importance de ces considérations, ont voté les crédits nécessaires pour subvenir au paiement des cotisations des pupilles d'âge scolaire. Dans d'autres départements, des instituteurs, guidés par leur cœur, ont trouvé d'ingénieuses combinaisons au moyen desquelles les enfants, accomplissant un petit travail, reçoivent une rémunération sur laquelle est prélevée leur cotisation ; dans une commune, au contraire, l'instituteur a dû renoncer à créer une Société de secours mutuels scolaire, parce que, sur ses cinquante élèves, vingt-cinq étant pupilles de l'Assistance et ne pouvant payer aucune cotisation, il n'a pas voulu qu'il existât des parias dans une école de la République.

Il importe donc à la fois de ne pas mettre obstacle à la création de Sociétés de secours mutuels scolaires et d'assurer le bénéfice de ces Associations aux pupilles de l'Assistance. Dans ce but, je vous prie, si vous ne l'avez déjà fait avec succès précédemment, de proposer au Conseil général de votre département de voter le modique crédit nécessaire pour assurer aux enfants assistés d'âge scolaire le versement de 0 fr. 10 par semaine, soit 5 fr. 20 par an pour chacun d'eux.

En prenant cette mesure, à laquelle j'attache une très grande impor-

tance, le Conseil général pourra, s'il ne croit pas le Département en situation de faire cette légère libéralité, décider que l'allocation sera une simple avance remboursable ultérieurement sur les gages que recevra le pupille lorsqu'il sera placé. Il pourra également, puisque c'est le Département qui fait face aux frais de maladie de ses pupilles, encaisser l'indemnité de 0 fr. 50 par jour payée à tous les enfants associés en cas de maladie.

Au surplus, je crois devoir spécifier que la dépense résultant des cotisations des enfants assistés sera admise au nombre de celles dont l'État remboursera le cinquième.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et de me tenir informé de l'accueil que l'Assemblée départementale aura réservé à vos propositions.

WALDECK-ROUSSEAU.

En 1904, dans 60 départements (en 1907, dans 65), grâce aux crédits votés par les Conseils généraux, les enfants de l'Assistance ont été inscrits, comme leurs camarades de classe plus fortunés et moins déshérités, sur les registres des Petites Cavé.

Comme ils sont déjà pourvus du secours médical et pharmaceutique, tantôt on laisse au fonds commun les sommes qui leur reviendraient pour « journées de maladie », tantôt on les porte sur leur livret individuel ; parfois aussi, l'Administration préfectorale réclame la part qui leur revient, afin de réduire d'autant les dépenses qu'elle supporte pour le service médical de l'Assistance. En général, le Département paie les cotisations de 3 à 13 ans ; à partir de cet âge, il les prélève sur les gages de l'enfant. Dans le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne, un article est inséré dans le contrat de placement des pupilles : « Le gardien ou patron s'engage à verser annuellement, à la fin du mois de décembre, une somme de 5 fr. 20 pour être affectée à la Mutualité scolaire à laquelle est affilié le pupille ».

Malheureusement, la Mutualité scolaire n'est pas encore organisée partout. C'est ainsi qu'en 1902, un crédit de 1,160 francs voté par le Conseil général de l'Hérault est resté sans emploi par suite du fonctionnement insuffisant des Mutualités dans

l'Aveyron où les pupilles sont placés. Pour la même raison, la mutualisation des enfants assistés de la Seine, au nombre de 40,000 environ, répartis dans 2,376 communes, n'allait pas sans difficultés. C'est pour les faire disparaître que M. Briand, ministre de l'Instruction publique, a tout récemment fait appel au dévouement des instituteurs afin que les enfants assistés ne soient pas plus longtemps tenus à l'écart des bienfaits économiques et moraux de la Mutualité scolaire, pour que ces « orphelins dont les parents vivent » fassent, eux aussi, leur apprentissage de la solidarité.

La circulaire ministérielle du 12 novembre 1907 est adressée aux recteurs :

« Une circulaire de M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, adressée, à la date du 29 juillet 1901, à MM. les Préfets, leur recommandait de proposer aux Conseils généraux le vote du « modeste crédit nécessaire pour assurer aux enfants assistés d'âge scolaire le versement de 0 fr. 10 par semaine, soit 5 fr. 20 par an pour chacun d'eux, qui permettrait leur inscription sur les registres de la Mutualité scolaire ».

« M. Waldeck-Rousseau écrivait : « L'intérêt de ces enfants à être associés aux Mutualités ne saurait être contesté et cette considération devrait suffire pour qu'on ne recule pas devant le léger sacrifice qu'entraînerait le payement de leurs cotisations. Un intérêt moral existe aussi à ce que les pupilles de l'Administration ne subissent pas l'humiliation d'être tenus à l'écart de ces payements ; enfin, un intérêt social de premier ordre s'attache à l'admission du plus grand nombre aux bénéfices des Mutualités. »

« Soixante-cinq Conseils généraux ont déjà, à ce jour, répondu à l'appel que leur adressait M. Waldeck-Rousseau.

« En particulier, le 11 juillet 1907, le Conseil général de la Seine, sur un rapport de M. Patenne et une proposition de M. Mesureur, directeur de l'Assistance publique à Paris, déci-

dait l'affiliation aux Mutualités scolaires, dans les douze départements où existent des agences, de 38,937 enfants assistés d'âge scolaire.

« Mais une difficulté qui m'a été signalée de divers côtés se présente.

« La Mutualité scolaire, qui étend déjà ses bienfaits à 725,000 adhérents, ne fonctionne pas encore dans toutes les communes où les enfants assistés fréquentent l'école publique.

« Il importe donc de faire effort pour l'y introduire promptement, afin que, les crédits étant votés, les pupilles de l'Assistance puissent sans retard jouir des avantages que désirent leur assurer leurs tuteurs légaux.

« Il n'est pas douteux que les instituteurs et les institutrices ne se prêtent avec dévouement à cet essai de mutualité que l'on rend obligatoire pour les enfants assistés et qui est la préparation logique des retraites nationales. »

« Vous voudrez bien, Monsieur le Recteur, porter la présente circulaire à la connaissance de MM. les Inspecteurs d'Académie qui engageront MM. les Inspecteurs primaires à combiner leur action avec celle de MM. les Inspecteurs des enfants assistés et de MM. les Directeurs d'agence, de façon que les deux services se prêtent un complet appui. MM. les Inspecteurs d'Académie pourront aussi, dans leurs entretiens avec les instituteurs et les institutrices, les inviter à contribuer au prompt succès d'une œuvre sociale dictée aux Conseils généraux par une pensée de prévoyance, de justice et d'humanité et dont il est nécessaire que bénéficient des milliers d'écoliers et d'écolières, pupilles de la nation. »

Comme le dit M. Ed. Petit (*Journal des Instituteurs*, 5 janvier 1908), la circulaire de M. Briand aura un double effet : « elle favorisera l'inscription des enfants assistés sur les registres de la Mutualité, et elle fera, par contre-coup, entrer dans la famille solidariste des milliers d'enfants dont les pères et les mères, pris d'émulation, ne voudront pas que leurs filles et

leurs fils soient exclus des bénéfices moraux et matériels qu'assure la loi de 1898 ».

Une critique communément adressée à la Mutualité, c'est que ceux-là précisément sont privés de ses avantages qui en ont plus besoin que les autres. On vient de voir avec quelle générosité départements ou communes se substituaient parfois aux familles défailtantes, pour permettre aux nécessiteux ou abandonnés leur affiliation à une Société scolaire de prévoyance. Mais s'il est bon « d'amener, selon le mot de M. Léon Bourgeois, toutes les petites abeilles de France à goûter au miel de la Fraternité », encore convient-il d'empêcher l'accès de la ruche aux frelons. Que l'on vienne en aide aux petits mutualistes indigents, c'est bien ; mais il serait mauvais qu'on se substituât complètement à eux. Aide-toi, les autres t'aideront.

Aide-toi !... Dans l'Aube, à Arcis, plusieurs élèves, fils d'ouvriers bonnetiers, ont gagné, par leur travail, la petite somme à verser chaque lundi. A Bordeaux (Société d'encouragement à l'apprentissage de Caudéran), des écoliers travaillent en atelier, le jeudi, et touchent un léger salaire qui les aide à devenir mutualistes et qui leur permet de le demeurer.

Les autres t'aideront !... Je ne sais, à ce propos, rien de plus touchant que certaines trouvailles de bonté ingénieuse et de fraternité agissante suggérées par le désir de faciliter aux malheureux leur entrée dans la famille mutualiste.

Dans l'Ariège, aux Pujols, le paiement des cotisations a lieu en nature (œufs, pommes de terre) que les mères de famille, à tour de rôle, vendent au marché pour les petits mutualistes. (Ed. Petit, rapport 1900-1901.)

Ayant, en 1898, fondé une Société scolaire de secours mutuels, M. Yvon, directeur de l'école de Breuillet, arrondissement de Rambouillet, souffrait de voir, parmi ses élèves, dix enfants indigents dont les parents se trouvaient hors d'état d'acquitter les cotisations. Il avait bien songé aux membres honoraires ; mais, leur faire payer pour les enfants,

c'était là un moyen qui ne présentait, selon lui, « ni la sécurité d'une continuité certaine, ni la garantie de dignité compatible avec le principe même de la Mutualité ». Voici ce qu'il a imaginé : il a acheté des lapins qui ont eu des petits en nombre assez grand pour qu'il ait pu en donner trois à chacun des élèves indigents. « Vous recueillerez, dit-il aux enfants, sur les routes et dans les champs, l'herbe nécessaire à leur nourriture. Quand vos lapins seront assez gros, nous les vendrons, et sur le prix qu'on en tirera, vous paierez votre cotisation. » En même temps que ce clapier, M. Yvon installa un rucher « mutualiste ».

La Ligue de l'Enseignement accorda à la Mutualité scolaire de Breuillet (S.-et-O.) un prix de 100 francs afin de lui permettre de poursuivre l'étude des moyens qu'elle avait imaginés pour augmenter ses ressources et assurer, en même temps, l'admission des enfants pauvres autrement que par l'aumône. Dans une lettre qu'il adresse à M. Cavé pour le remercier (1), M. Yvon expose l'emploi qu'il a fait du prix de la Ligue, les améliorations qu'il a apportées à l'organisation du clapier et du rucher, et il ajoute : « En entreprenant l'élevage des lapins et des abeilles, je n'ai pas eu uniquement en vue le souci d'assurer à la Mutualité scolaire de Breuillet une source de revenus capable de parer aux désertions toujours possibles des membres honoraires. Les abeilles seront certainement un jour nos meilleurs membres honoraires.

J'ai eu aussi le désir de faire de notre Société une œuvre toute démocratique, ouverte aux pauvres, même et surtout honteux, par un autre moyen que l'aumône.

J'ai eu encore pour but de montrer aux sociétaires nécessiteux qu'au cours de leur existence il leur sera toujours possible, en organisant pour eux-mêmes un clapier et un rucher rudimentaires, de satisfaire amplement aux versements exigés par la Mutualité, sans qu'il leur soit nécessaire de toucher au

(1) *Après l'école*, 6^e année (1900-1901), p. 93.

produit de leur travail, dans le cas où ce produit serait complètement absorbé par le ménage.

Cette question des enfants pauvres m'intéresse au plus haut point. J'ai été heureux de trouver un procédé qui permettra d'augmenter le petit pécule de ceux qui fréquentent mon école. Voici en quelles circonstances :

Dernièrement, je rendais visite au trésorier adjoint de notre Société. Ce brave homme exerce la profession de débitant.

Ce jour-là, lors de mon arrivée, il servait vingt-cinq centimes de tabac à un client. Quand ce dernier fut éloigné : « Est-ce vous qui faites ces cornets à tabac ? », dis-je à mon hôte.

— Non, Monsieur, un marchand me les vend.

— Ah ! et combien ? si toutefois je ne suis pas indiscret.

— Soixante centimes le mille.

— Si je vous les fournissais, ou plutôt si mes élèves pauvres s'engageaient à vous les fournir, leur accorderiez-vous la préférence ?

— Sans aucun doute, Monsieur ; je les leur payerais même soixante-quinze centimes.

— Combien vous en faut-il annuellement ?

— Environ 4,000.

— Eh bien ! affaire conclue. Je compte sur votre clientèle.

— Entendu, Monsieur.

Je reviens chez moi. Deux kilomètres de belle route inondée de clair soleil. A la rigueur, me dis-je, les cornets en papier que j'ai l'intention de faire fabriquer peuvent parfaitement convenir aux épiciers pour certaines denrées (bonbons, boules d'indigo, girofle, etc.).

Je compte, à Breuillet, un... deux... trois... quatre épiciers ; à chacun 2,000 cornets, total 8.000
 Il y a encore deux débiteurs, soit pour tous deux. 4.000
 Plus la commande que je viens d'obtenir 4.000

Total. 16.000

Ne les comptons qu'à 0 fr. 60 le mille. Cela nous donne $0,60 \times 16,000 = 9 \text{ fr. } 60$.

Ce n'est pas énorme ; mais le bonhomme l'a dit :

Ne soyons pas si difficiles ;

Les plus accommodants, ce sont les plus habiles...

Gardons-nous de rien dédaigner.

Voyons maintenant la fabrication. Elle n'a rien de difficile. Mes élèves exécutent en classe des travaux de pliage et de découpage demandant plus d'adresse et de savoir.

Nous emploierons « la division du travail », pour produire beaucoup en peu de temps. Les matières premières seront, du reste, absolument gratuites. Je consacre à l'entreprise mon journal de chaque jour, les prospectus, si peu aimés de mon facteur. Je ferai appel, au besoin, à la bonne volonté de ces messieurs du Conseil d'administration, qui n'hésiteront pas, certes, à me remettre leurs quotidiens. Quant à la colle, avec les balayures de la chambre à farine du boulanger, balayures sans valeur, nous pourrons satisfaire et au delà les exigences de nos clients.

Ma foi ! je crois la chose réalisable.

Ce rêve est devenu une réalité. Nous obtenons soixante-dix cornets par jour, représentant un petit quart d'heure de travail. Les petits pauvres de cinq à huit ans y sont occupés utilement. Peut-être, un jour, pourrons-nous produire les sacs en papier. »

M. Yvon a fait école : quelques-uns de ses collègues ont organisé, dans des conditions analogues, des clapiers ou des ruchers. Dans cette œuvre ils ont quelquefois été aidés par des familles incapables de sacrifices en argent et désireuses de venir en aide à des enfants plus malheureux encore.

M. Sorel, directeur de l'école de Verneuil (Oise) (Cf. Communication de M. J.-C. Cavé au XIX^e Congrès de la Ligue de l'Enseignement, 1901), a entrepris la mise en valeur d'un

champ d'expériences de 25 ares, dont la location est payée par la commune et dont les produits servent à aider les élèves pauvres à acquitter leurs cotisations ; le surplus est versé dans la caisse de la Société. « La fourniture de l'engrais... hippique est réservée aux enfants malheureux, qui gagnent ainsi une partie de l'argent nécessaire à leur inscription sur les registres de la Petite Cavé. »

*
**

La Mutualité scolaire et la coopération. — C'est ainsi que les mutualistes scolaires sont devenus des coopérateurs. Il y avait déjà comme une ébauche de Société coopérative de consommation dans cette entente établie avec les commerçants du quartier par la Société scolaire de secours mutuels et de retraite de Lyon-la-Guillotière-Nord (1). En faisant leurs achats au comptant, les sociétaires profitent de tarifs de faveur chez des négociants dont on leur remet la liste avec l'indication des rabais consentis.

Mais c'est surtout à la coopération de production que les Petites Cavé se sont essayées ; pour le plus grand profit de leur fonds social et de notre pays, elles ont entrepris de reconstituer notre domaine forestier. En 1899, M. Mignot, instituteur à Quieux-le-Saulcy (Vosges), fondait une Société scolaire de secours mutuels et de retraite. En 1901, ayant eu connaissance de l'existence des Sociétés forestières du Jura, il résolut d'annexer à la Société de secours mutuels et de retraite qu'il dirigeait une section sylvicole, dont les bénéfices iraient gros-

(1) Elle est particulièrement intéressante, cette Petite Cavé de la Guillotière-Nord, qui a ouvert une clinique et un cabinet dentaire, où gratuitement des consultations et des soins sont donnés aux sociétaires et à leurs familles. Elle possède un dispensaire où les parents des sociétaires trouvent le matériel médical employé dans le traitement des maladies des enfants ; ce matériel leur est prêté sans aucune redevance. Un avocat à la Cour d'appel de Lyon, docteur en droit, donne gracieusement ses conseils aux sociétaires (membres honoraires et participants). — Un office de placement des sociétaires adolescents ou adultes a été annexé à la Société.

sir le fonds de retraite, à la condition que les mutualistes prendraient une part effective aux travaux forestiers, ce qui fut accepté. Il commença par s'assurer un terrain destiné à la pépinière qu'il voulait créer. Le 10 novembre 1901, la municipalité louait à la Mutuelle-Retraite un terrain de 5 ares 20 centiares, situé à cinquante mètres de l'école. Le bail fut fait pour dix-huit ans, et moyennant le prix de cinquante centimes payable en une seule fois. La commune se réservait le terrain dans l'état où il se trouverait en cas de dissolution de la Société, mais elle prenait à sa charge les frais de timbre, d'enregistrement, d'expédition. Grâce à l'activité des mutualistes, le terrain fut bientôt défoncé, assaini, mis en état. L'Administration communale, comprenant que la pépinière mutualiste serait un champ d'expériences sylvicoles dont tout le pays profiterait, fournit gratuitement les perches et le treillis métallique nécessaires à la clôture.

Encouragé par ce début, le fondateur de la Société fit intervenir entre la commune et la Société une convention dont l'effet est d'assurer à celle-ci, pendant une longue période de temps, tous les profits de l'exploitation forestière, la propriété du sol étant réservée à la commune dans certaines hypothèses.

Les charges de la Société sont limitées au paiement d'une somme de 100 francs, qui fut donnée à la nouvelle Société forestière par M. Charles Ferry, député des Vosges. De son côté, la municipalité, voulant montrer l'intérêt qu'elle portait à l'œuvre, remboursa le prix du terrain et le montant des frais par une subvention de 120 francs. Les plants nécessaires au reboisement (dix mille sapins et mille hêtres) furent délivrés gratuitement par l'Administration forestière. Le travail de reboisement étant fait par les sociétaires eux-mêmes, on voit que la Société scolaire mutuelle a acquis une propriété et une pépinière sans avoir rien déboursé. (Cf. *l'Avenir de la Mutualité*, 13 fév. 1904.)

En 1902, une opération analogue fut entreprise dans la

Loire, dans l'arrondissement de Roanne, par la Société scolaire de Saint-IIaon-le-Châtel. Cette Société acquit deux parcelles de terre vaine, formant un seul tènement, dont la surface est de 6 hectares 12 ares 45 centiares, au prix de 1,143 francs, obtenus par un don du Président de la Société, une subvention de l'État et l'apport de la Mutuelle. Le boisement a eu lieu en mars 1902 et les administrateurs de la Société ont obtenu du Département : 32,000 pins sylvestres, 16,000 mélèzes et 8 kilogrammes de graine de pins avec une subvention de 450 francs pour la main-d'œuvre. (Cf. Bulletin des Sociétés de secours mutuels, avril 1902.)

Même essai dans l'Ain, à Attignat, où sont plantés, depuis 1901, chaque année, près de 10,000 plants d'épicéas et de pins noirs.

Dans les Vosges, subventionnées par les communes, la Mutuelle scolaire de Ban-de-Sapt a, sur 4 hectares, créé une pépinière et planté plus de 5,000 sapins par an; celle de Lesseux a planté 7,700 plants résineux ou feuillus et épierré certaines parties du pâturage. (Ed. Petit, rapport 1902-1903.)

« En Meurthe-et-Moselle, à Colombey, à Tailley, même
« activité. La « Prévoyance scolaire » de Bayon, qui est can-
« tonale et s'étend à seize communes, a décidé, le 3 août 1906,
« en assemblée générale, de compléter son organisation, qui
« comprend ; tir, patronage, cours professionnels, par l'adjonc-
« tion d'une coopérative forestière.

« Mais c'est le Jura, où s'est exercé l'apostolat d'un inspec-
« teur primaire, M. Chauvet, prématurément décédé, et de
« M. Cardot, inspecteur des eaux et forêts, qui donne surtout
« l'exemple par ses innovations originales de portée sociale si
« haute. C'est en Avignon que l'idée du reboisement est née, —
« en Avignon-le-Petit, dans le Jura. Huit Forestières scolaires
« fonctionnent régulièrement dans l'arrondissement de Lons-
« le-Saunier et un certain nombre sont en formation. Qua-
« torze « Forestières et Pastorales » sont en pleine prospérité

« dans l'arrondissement de Poligny. — Par délibération du
« 14 mai 1905, le Conseil municipal de Valfin-lès-Saint-Claude
« a décidé d'aliéner gratuitement une parcelle de terrain com-
« munal au profit de la Mutualité scolaire, qui s'engage à le
« boiser.

« Le Doubs, l'Ardèche suivent le mouvement, qui se géné-
« ralisera. » (Ed. Petit, *La Vie scolaire*, p. 294. Paris, Picard
et Kaan.)

De fait, les encouragements viennent de toutes parts à la Mutualité scolaire : de la Société « Les Amis des Arbres », du Touring-Club, de la presse mutualiste.

L'Avenir de la Mutualité (9 nov. 1907) a publié sur la question une lettre particulièrement intéressante de M. Descombes, président de l'Association centrale pour l'aménagement des montagnes. « Les Mutuelles scolaires forestières, écrit-il, ont déjà planté des millions d'arbres, et il suffit de multiplier ces Sociétés pour rendre au pays d'inappréciables services. Car cet instrument si simple, si modeste, est d'une puissance illimitée ; cultivant avec la main-d'œuvre gratuite des écoliers des plants fournis gratuitement par le service forestier, sur des friches qui leur sont généralement concédées gratuitement par les communes ou par des propriétaires dévoués, les Scolaires forestières reboisent sans dépense, et ce reboisement effectif, dont les produits alimenteront la Caisse de retraites de la Société scolaire, excite à un haut degré l'intérêt de toute la commune ; il est, en même temps qu'un élément de sécurité et de prospérité pour l'ensemble du pays, un puissant élément d'instruction et d'éducation, un exemple et une leçon de choses. Si, pendant les deux tiers de siècle qui nous séparent du patriotique appel lancé par Surell dans son immortelle « Étude sur les torrents des Hautes-Alpes », chacune des 36,000 communes de France avait possédé une Scolaire forestière, reboisant seulement un hectare par an, nous aurions créé, par ce seul moyen, plus de deux millions d'hectares de bois, et la

contagion de l'exemple aurait fait couvrir d'arbres toutes les terres incultes dont la vue fait saigner le cœur des Français ; le péril des inondations serait depuis longtemps conjuré. »

Déjà, à la Chambre des députés, dans la séance du 17 novembre 1904, M. le député Lemire avait obtenu les applaudissements de tous ses collègues, sans distinction de parti, quand il avait dit : « Au bout de vingt ans, les sommes que les Mutuelles scolaires ont consacrées à l'achat de ces terrains à reboiser auront non pas doublé, mais quintuplé et même, dans certaines régions, décuplé.

Les Scolaires seront propriétaires de véritables forêts ; elles se seront enrichies, elles auront fait une bonne affaire en faisant ce que nous devons appeler, nous, au point de vue patriotique, une bonne action. Car il est incontestable que ceux qui auront ainsi opéré ces reboisements auront plus fait pour avancer la question de la Loire navigable que tous les ingénieurs du monde avec leurs plans éternels, beaux sur le papier, mais qui ne changent rien à la nature des choses.

Tout le problème est là : la Loire sera incorrigible, dans son cours vagabond, aussi longtemps qu'on n'aura pas discipliné sa source. Des enfants, sans s'en douter, résolvent le problème. »

Et dans un article ayant pour titre « La Forêt-Retraite » (*Journal des Instituteurs*, 15 décembre 1907), M. Ed. Petit se félicite d'avoir préconisé cette idée « qui se réalise et qui fut naguère traitée d'utopie. On se rend compte, à l'usage, du service que rendent les Mutualités scolaires forestières qui emploient, en profitant de la loi de 1898, une partie du fonds social en location, en achat de terres, en semis de hêtres, de pins, d'épicéas. Elles fixent le sol qui empêche l'inondation de se produire et de désoler les plaines. Elles fixent au sol la rente future, l'économie collective de temps, de labeur, d'énergies agissantes.

Déjà il en existe deux cents qui fonctionnent, qui sont autant de petites écoles d'apprentissage, et sylvicole et solidariste, pour les jeunes coopérateurs...

A cette bonne action, qui se double d'une bonne affaire, — un placement que M. Risler, dans son *Traité de géologie agricole*, évalue à 6 ou 7 %, quelquefois à 10, — on a raison de convier l'enfance rurale. »



Autres initiatives. — Et ce ne sont pas les seules entreprises auxquelles se risquent les mutualistes scolaires. C'est ainsi que la grande Mutualité scolaire landaise, fondée en 1899, fait, à côté du service-maladie et du service-retraite, l'assurance dotale.

Elle reçoit les sociétaires dès leur entrée à l'école et elle les garde, après leur scolarité, jusqu'au moment de leur admission dans une Société mutuelle d'adultes ou jusqu'à l'époque de leur mariage ; en aucun cas, elle ne les conserve après l'âge de 24 ans (c'est-à-dire après le 31 décembre de l'année où les jeunes gens revenaient naguère du régiment). Les sociétaires versent dix centimes au moins par semaine ; cinq centimes sont réservés pour les secours aux familles des sociétaires malades ; le surplus, — qui est d'au moins cinq centimes, sans maximum indiqué, — constitue le capital de prévoyance de l'enfant, « capital pour l'action », suivant le mot de M. Lourties, capital toujours connu des intéressés, puisqu'il est inscrit au livret personnel de chaque sociétaire.

Sur ce capital personnel de prévoyance, il peut être prélevé les sommes nécessaires à l'établissement et à l'accroissement d'un livret individuel de retraite auprès de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Le capital personnel de prévoyance non affecté à la retraite est conservé en compte courant (Caisse des dépôts) par la grande Mutualité scolaire landaise ; il rapporte intérêt à 4,5 %

au profit des sociétaires; augmenté chaque année de nouveaux versements, des intérêts capitalisés et de certaines majorations, il constitue une *dot* appréciable lors du mariage du sociétaire, ou aide à son établissement à l'âge de 24 ans, si, à cet âge, il n'est pas marié. — En cas de mort avant l'une ou l'autre de ces échéances, les versements affectés à la prévoyance sont remboursés au père ou à la mère.

C'est donc là une vraie caisse d'épargne offrant cette particularité que le capital épargné s'augmente des intérêts à 4,5 % et n'est disponible qu'à l'époque du mariage de l'ayant droit ou à l'âge de 24 ans.

Il n'y a que deux exceptions à cette règle : les prélèvements sur le capital de prévoyance sont autorisés lorsqu'ils sont destinés à constituer ou à accroître le montant du livret individuel de retraite ou lorsqu'ils ont pour but le paiement des droits d'admission du jeune mutualiste, quel que soit son âge, dans une Société de secours mutuels d'adultes.

Il y a encore dans la grande Mutualité scolaire landaise à signaler l'organisation d'une Caisse de secours (art. 28 des statuts) dans chaque section (1). Il peut se faire que, par suite du chômage ou d'une longue maladie du père de famille, le versement hebdomadaire d'un membre adhérent ne s'opère plus régulièrement. Faut-il, pour cela, exclure brutalement le petit mutualiste empêché de se mettre en règle? La Mutualité landaise ne l'a pas pensé. Elle ne dit pas aux indigents : « On paiera pour vous. » Ce serait de la simple charité. Mais elle leur dit : « Faites tout l'effort que vous pourrez, on s'arrangera

(1) L'article 28 est ainsi conçu : « A moins de stipulations contraires, le montant des cotisations et versements des membres honoraires et les subventions, dons et legs, sont versés en partie à une Caisse spéciale de secours instituée : auprès de chaque section en faveur des membres participants de la section que leur situation malheureuse empêcherait momentanément de payer leurs cotisations; auprès de l'Office central en faveur des sections qui ne pourraient pas momentanément remplir vis-à-vis de leurs sociétaires les obligations portées aux statuts. Le surplus de la cotisation des membres honoraires est affecté au fonds de la Mutualité. »

pour le reste. » Et c'est la Caisse de secours de chaque section qui parfait le versement, faisant ainsi de la vraie solidarité. (Cf. *l'Avenir de la Mutualité*, 5 septembre 1903.)

Au Congrès international tenu, en avril 1906, à Bordeaux, par les Colonies scolaires de vacances, on avait mis à l'ordre du jour la participation de la Mutualité scolaire à l'œuvre des Colonies de vacances. M. Geo Delvaille, de Bordeaux, fit au Congrès un rapport dans lequel il exposait les avantages que les Colonies scolaires pourraient retirer d'une collaboration plus intime avec la Mutualité scolaire. Celle-ci ayant pour objet de secourir les petits mutualistes malades, il est évidemment de son intérêt de rendre ses membres participants plus robustes et plus résistants. Pour elle, comme pour tout le monde, prévenir vaut mieux que guérir et coûte moins cher. Tel sociétaire malingre pour lequel la Petite Cavé dépensera 30 francs pour un mois de vacances à la mer ou à la montagne lui coûtera le double ou le triple dans le courant des années suivantes, s'il n'a pas été mis en état de résister à la maladie. N'est-il pas d'ailleurs légitime de considérer les frais d'envoi à la colonie comme une indemnité de maladie ordinaire ? Aussi, sur la proposition de MM. Ed. Petit et Rochelle, le Congrès, estimant que la Mutualité scolaire et les Colonies scolaires doivent se prêter un mutuel concours dans la lutte préventive contre la maladie de l'enfance, a émis, à l'unanimité, les vœux suivants :

1^o Que dans les Sociétés scolaires de secours mutuels, une part des bonis réalisés sur la cotisation affectée au secours de maladie soit consacrée, au titre de placement social, à l'envoi de petits sociétaires débiles en colonies de vacances ;

2^o Que dans les sections secondaires de Mutualité scolaire, il soit constitué, avec les bonis résultant du service-maladie, une caisse de solidarité, dont une partie serait affectée à l'envoi d'écoliers et écolières mutualistes en colonies de vacances.

CHAPITRE V

La Mutualité scolaire de 1900 à nos jours *(suite)*.

Les Mutualités scolaires et les Sociétés d'adultes. — Le livret de pension mutualiste. — Nouveaux statuts modèles élaborés par la Commission interministérielle. — Le pont mutualiste.

Dans l'esprit de son fondateur, la Mutualité scolaire devait être l'école de la Mutualité. Faire entrer dès l'âge de 3 ans les enfants dans la grande famille mutualiste, c'était les initier de bonne heure à la pratique de la prévoyance et de la solidarité; c'était leur faire faire l'apprentissage de la Mutualité, tout en leur permettant d'obtenir le maximum des avantages de l'institution; c'était, du même coup, assurer le recrutement des Sociétés de secours mutuels d'adultes.

Au début, il semble que tout le monde ait été d'accord sur ce point : la Mutualité scolaire allait être la pépinière de la Mutualité d'adultes. En 1895, le Congrès mutualiste de Saint-Etienne émet le vœu « que, par toute la France, dans les villes comme dans les campagnes, des *Sociétés scolaires de secours mutuels et de retraite* soient établies dans toutes les écoles des communes ou groupes de communes où il sera possible de les organiser.

« Que dans les communes ou groupes de communes, si elles en sont priées, les Sociétés de secours mutuels déjà existantes associent leurs efforts à ceux de l'instituteur pour l'organisation

et la gestion des Sociétés scolaires destinées à aider puissamment au recrutement des Sociétés d'adultes. »

Dans son rapport sur l'Éducation populaire en 1899-1900, M. Édouard Petit se félicite de l'accueil fait aux Petites Cavé par les représentants les plus autorisés des Mutuelles d'adultes. « La Mutualité scolaire a rencontré des appuis parmi les vétérans de l'épargne et de la solidarité, qui ont compris les avantages matériels et éducatifs de l'économie, de la prévoyance, de la fraternité enfantines et qui, dans de retentissants congrès (Toulouse, 1899; Montpellier, 1900), ont affirmé leurs sympathies pour les débutants, pour les apprentis appelés un jour à renforcer les rangs des aînés ». Et l'année suivante : « Elle (la Mutualité scolaire) a fait, en sept années, d'école en école, son tour de France. Elle a été répandue par l'armée enseignante, qu'encadrait et soutenait l'armée mutualiste. Les adultes adhérents des Sociétés de secours mutuels et de retraites se sont penchés vers les enfants, vers les adolescents, ont aidé à les initier à l'œuvre nouvelle... Les représentants des groupes mutualistes ont compris quel intérêt il y avait à patronner les Mutualités scolaires... »

Mais cette cordiale entente ne s'est pas produite partout, et même, le plus souvent, les Mutuelles d'adultes se sont montrées plutôt méfiantes à l'égard des Petites Cavé. C'est que plus d'une Société de secours mutuels s'attarde à une conception quelque peu surannée de la prévoyance et s'accommode d'une organisation empirique des divers services qu'elle doit assurer; aussi ne voient-elles pas sans appréhension toutes les nouveautés auxquelles se risque la Mutualité scolaire et qui les déconcertent. L'esprit diffère de part et d'autre et les méthodes ne sont pas les mêmes : cotisations spéciales d'un côté, cotisation unique et globale de l'autre; secours de maladie en argent et secours en nature; retraite garantie sur livrets individuels et retraite non garantie sur le fonds commun. Et puis les Petites Cavé, qui s'annonçaient comme devant

être les pépinières des Sociétés d'adultes, n'ont pas tenu leurs promesses. Elles seraient bien en peine de les tenir. Après le certificat d'études primaires, les enfants quittent la Petite Cavé en même temps que l'école, ils ne songent plus à la retraite qu'ils avaient commencé à se constituer. L'instituteur se donne beaucoup de mal pour ne pas perdre tous ses mutualistes ; malgré tout, le nombre est considérable des livrets qu'il ne revoit plus, qui sont abandonnés quand leurs titulaires sont sortis de classe ; il est, assure-t-on, de 80 %. Les Sociétés d'adultes peuvent-elles même espérer recueillir les 20 % qui demeurent attachés à la Petite Cavé ? C'est ici qu'une difficulté se présente, qu'un problème se pose, dont la solution n'est pas encore définitive : c'est le problème du « Pont mutualiste ».

Le terme a fait fortune depuis le jour où M. Waldeck-Rousseau l'a employé dans son rapport sur les opérations des Sociétés de secours mutuels pendant l'année 1899.

« ... Il y a lieu d'envisager le passage des mutualistes scolaires dans les mutuelles d'adultes. Or, ces dernières ayant à peu près toutes adopté le moyen du fonds commun pour servir leurs pensions, il y a incompatibilité entre les deux méthodes, parce que le capital porté sur les livrets individuels n'est pas réversible à la Société après le décès des pensionnaires, tandis que le fonds commun fait, dans le même cas, retour à la caisse sociale. On ne peut donc opérer la mutation du mutualiste scolaire dans une Mutuelle d'adultes avec son livret individuel, à moins de l'admettre comme un débutant, sans tenir compte de son stage dans la Société qu'il quitte. Il y a là une lacune et il faut un pont pour la franchir. »

Le pont mutualiste, c'est tout simplement le procédé pratique qui permet de faire passer les mutualistes scolaires dans les Sociétés d'adultes, de façon à assurer, dans les meilleures conditions possibles, l'avenir mutualiste des premiers et le recrutement normal des secondes. Telle est la définition qu'en donne M. Rochelle, qui s'est particulièrement occupé de cette

question. (Cf. *Le Pont Mutualiste*, page 9. Rochelle, brochure 32 p., Bordeaux.)

A première vue, la chose paraît extrêmement simple. Voici, d'un côté, une Société scolaire qui désire assurer l'avenir de ses adhérents, et de l'autre une Société d'adultes qui ne demande qu'à les accueillir. Faites-les passer de l'une dans l'autre. C'est élémentaire.

La chose n'est pas si simple et l'on rencontre ici toute une série de difficultés :

a) Généralement, les statuts des Sociétés d'adultes comportent des exigences relatives à l'âge d'admission, au stage, au droit d'entrée et au taux de la cotisation ;

b) La Société scolaire fait généralement la retraite et la maladie ; un certain nombre de Sociétés d'adultes s'occupent seulement de la maladie ;

c) Les Sociétés de secours mutuels peuvent constituer la retraite soit par le fonds commun, soit par le livret individuel de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ; la plupart des Scolaires emploient les deux moyens à la fois ; les Sociétés d'adultes constituent le plus souvent la retraite par le seul fonds commun.

C'est évidemment cette question de la retraite qui est la grosse difficulté. Comment la résoudre ?

Sans doute il est possible d'assurer aux mutualistes scolaires le bénéfice de la retraite sur le fonds commun en les gardant pendant quinze années au moins dans la Petite Cavé, et c'est à cette solution qu'au début les promoteurs de la Mutualité scolaire s'étaient arrêtés : ils annexaient à la Scolaire une section d'adultes.

Dira-t-on qu'il paraît singulier de réunir dans un même cadre des enfants et des hommes, qu'on ne voit pas bien un ouvrier dans la force de l'âge, et moins encore un vieillard, retourner à l'école pour y verser ses 10 centimes ? Et puis, quel serait pour l'homme fait le maigre secours de maladie de 0 fr. 50 par jour ?

Mais, répondent les partisans de la Société scolaire prolongée :

a) Il est absolument sans inconvénients que la Société renferme à la fois des enfants, des hommes, des femmes et des vieillards. Loin de craindre de faire revenir à l'école ceux qui en sont sortis, nous faisons tous nos efforts pour que le lien qui s'y contracte ne soit pas éphémère ; nous le prolongeons de notre mieux au moyen des œuvres postcolaires, et nous ne nous arrêtons pas à l'adolescence, puisque nous entretenons autour de l'école non seulement les Sociétés de gymnastique et de tir, mais encore les bibliothèques qui appellent le vieillard comme l'enfant.

b) Sans doute, le secours de 0 fr. 50 par jour de maladie est une aide bien faible, bien insuffisante pour l'adulte qui n'aurait pas d'autres ressources. Mais s'il a été assez prévoyant pour s'en procurer d'ailleurs, s'il a des économies ou s'il est en même temps membre d'une Société de secours mutuels d'adultes, l'appoint de 0 fr. 50 viendra à propos pour empêcher de faire trop de trous au bas de laine dans le premier cas, pour augmenter un peu le bien-être dans le second.

Au surplus, pour que ses droits à la retraite sur le fonds commun ne fussent pas compromis, il suffirait que le mutualiste scolaire, en quittant l'école, payât une soulte. Cette soulte serait formée de l'économie moyenne annuelle de 1 fr. 30 (économie sur les frais de maladie), augmentée de 0 fr. 20 pour frais d'administration, soit au total 1 fr. 50 par an, et elle serait perçue en une fois pour chacune des années manquant pour compléter les quinze années de sociétariat. Moyennant ce versement, le titulaire serait maintenu sur les contrôles et, à 55 ans, obtiendrait sa retraite, réduite au minimum, bien entendu.

Il ne serait pas indifférent de voir un homme qui, à 55 ans, se trouverait avoir droit à une pension dans une Société d'adultes revenir à l'école où il a reçu l'instruction et où l'on s'est préoccupé de son avenir, et grâce à ce retour, qui rap-

pelle celui de l'enfant prodigue, toucher un supplément de pension qui ne serait pas sans importance. (Cf. Bulletin de la Ligue de l'Enseignement, juillet 1899. Communication de M. Levylier.)

A vrai dire, cette solution n'en est pas une. Sans doute, on assure aux mutualistes scolaires le bénéfice de leurs versements au fonds commun, mais le problème de leur passage dans les Sociétés d'adultes demeure entier.

En 1899, M. J.-C. Cavé crut en avoir trouvé la solution à l'aide du *livret de pension mutualiste*. Il fit à ce sujet, au Congrès mutualiste de Montpellier, une communication qui eut un grand retentissement.

Nous avons déjà eu l'occasion (p. 42) de remarquer avec quel empressement les Mutualités scolaires avaient étudié les dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898 afin d'en tirer le meilleur parti possible. On sait que, sous le régime actuel, les Sociétés de secours mutuels approuvées ne sont plus tenues d'avoir un fonds commun inaliénable. Le dernier paragraphe de l'article 34 de la loi du 1^{er} avril décide, en effet, que les subventions et secours accordés aux Sociétés de secours mutuels seront désormais attribués « sur les mêmes bases et dans les mêmes proportions pour les retraites constituées, soit à l'aide du fonds commun, soit à l'aide de livrets individuels ».

Cette particulière bienveillance du législateur pour un nouveau venu, le livret individuel, n'a pas laissé d'étonner, de scandaliser presque M. Cavé, qui, tout en prisant fort le livret individuel en tant qu'agent de l'effort personnel, venant s'adjoindre à l'effort social et augmenter ses effets, se refuse à le voir exclusivement employé dans l'œuvre de fraternelle solidarité poursuivie depuis si longtemps avec succès au moyen du fonds commun. Et M. Cavé ajoute : « Les adversaires du fonds commun nous objectent d'abord que le sociétaire obligé, par les hasards de sa vie de travailleur, de changer de domicile perd,

le plus souvent, les économies réalisées à son profit dans la Société qu'il abandonne.

La subsistance, nous disent-ils, n'oppose à ce grave inconvénient qu'un remède insuffisant, car le sociétaire peut émigrer dans une localité ne possédant pas de Société de secours mutuels, ou porter son domicile dans la circonscription d'une Société qui n'accepte pas ce service.

Un autre reproche, peut-être plus sérieux encore, nous est adressé. A la fin de sa carrière laborieuse, le sociétaire privé des ressources de son travail par la fatigue ou le chômage ne peut plus acquitter ses cotisations et se voit dépouillé de ce qu'il pouvait presque considérer comme un droit acquis parce qu'il est désormais incapable de remplir ses devoirs de sociétaire.

Avec le livret de retraite, au contraire, le sociétaire est certain de ne pas voir disparaître le fruit de son séjour prolongé dans la Société. Il suivra d'une façon plus tangible l'accroissement de son capital de retraite lorsque la part d'économie qui lui sera attribuée par la Société sera annuellement inscrite sur ce livret; et si, pour des raisons quelconques, il est contraint de quitter l'Association, il lui sera loisible de continuer l'œuvre commencée et de parfaire son capital de retraite à toute époque et où qu'il soit, sans risquer aucun préjudice.

Si ces reproches sont justifiés dans une certaine mesure, la constitution du capital de retraite par le livret individuel n'en est pas plus exempte.

L'adoption de ce livret ne serait-elle pas la rupture immédiate et permanente du lien de solidarité qui doit unir les membres d'une Société de secours mutuels? Ce lien si précieux, une fois détruit, est-il au moins remplacé? Non, car il y a opposition absolue de principe, incompatibilité, pour ainsi dire, entre l'effort mutualiste et le livret individuel.

Puissamment aidée par l'Etat, la Mutualité a voulu, par ses

économies, contribuer à l'extension d'un patrimoine commun qui représente actuellement près de 300 millions. Ce capital nous permet, dès aujourd'hui, de servir des pensions qui, malgré leur modicité relative, dépassent de beaucoup ce que nos sociétaires auraient pu espérer, puisque les dépenses qu'ils occasionnent par leur maladie absorbent, et au delà, le montant des cotisations par eux versées.

Comme nous, Messieurs, n'êtes-vous pas d'avis que les économies réalisées grâce à la générosité des membres honoraires et au concours de l'État appartiennent, au moins pour le capital, à l'œuvre et non au sociétaire ?

N'êtes-vous pas également convaincus comme nous, mes chers collègues, que l'accroissement continu de ce patrimoine commun nous permettra d'augmenter progressivement la pension de retraite de nos sociétaires sans modifier leur cotisation, et qu'après la génération actuelle, les générations qui nous suivront, et dont nous sommes solidaires, en profiteront à leur tour ?

Ne croyez-vous pas qu'en agissant comme nous l'avons fait jusqu'à ce jour, nous obéissons au sentiment familial dans lequel nous cherchons nos exemples, et que nous nous conformons aux règles mêmes de la civilisation qui réserve pour les membres de la Cité future la juste part des trésors de bien-être qu'elle ajoute, sans se lasser, aux trésors accumulés par les précédentes générations ?

A vos yeux comme aux nôtres, les Sociétés de secours mutuels sans fonds commun n'offriraient-elles pas l'image d'abeilles sans ruche ? Le partage annuel des bénéfices répartis sur les livrets individuels n'aurait-il pas quelque analogie avec l'éventrement de la poule aux œufs d'or ?

Quel crédit, quelle influence pourriez-vous accorder à la Société financière qui, sans se soucier d'accroître ses réserves, distribuerait chaque année la totalité de ses gains entre ses actionnaires ? Une telle Société serait-elle jamais capable d'en-

treprendre de grandes choses ? Serait-elle même assez viable pour ne pas sombrer au premier revers de fortune ?

Dans cet ordre d'idées, avez-vous pensé, Messieurs, à ce qu'il adviendrait de la Mutualité si une diminution importante du taux de l'intérêt ou un cataclysme quelconque obligeait l'Etat à restreindre ou à suspendre ses sacrifices ? La Mutualité ne serait-elle pas arrêtée dans son essor, détruite peut-être, si, par une sage et persévérante prévoyance, elle ne s'était pas, dès longtemps, fortifiée de ressources suffisantes pour assurer son avenir ? Au point de vue de notre sécurité matérielle et morale, voilà des garanties que le livret de retraite ne saura jamais réaliser.

Présente-t-il au moins des avantages financiers de nature à légitimer la préférence qu'on veut lui donner ? Il n'en est rien. Si vous voulez jeter avec nous un coup d'œil sur les tarifs des pensions autrefois fournies par la Caisse nationale des retraites sur le taux de $4\frac{1}{2}$ et de celles aujourd'hui obtenues au taux de $3\frac{1}{2}$, qui est celui du livret individuel, vous constaterez que la pension produite par une somme inscrite, même à capital aliéné, sur le livret individuel (taux de $3\frac{1}{2}$) est, jusqu'aux environs de 40 ans, notablement inférieure à celle qu'obtient la même somme placée seulement à capital réservé, au taux de $4\frac{1}{2}$, dont profite le fonds commun de retraite.

Et, si peu versés que nous soyons dans le calcul des pensions, il ne peut nous échapper que, pour la constitution de ces pensions, les Sociétés de secours mutuels sont exactement dans les mêmes conditions que la Caisse nationale des retraites quant aux chances de survie et autres éléments d'évaluation, et que, même en tenant compte d'autres facteurs importants, comme les abandons, les cotisations des membres honoraires, etc..., nos Sociétés sont virtuellement autorisées à compter sur des pensions au moins égales à celles liquidées sur le capital aliéné.

Notons en outre, à l'encontre du livret individuel, que, dans

l'impossibilité où elles seraient, le plus souvent, de suivre le titulaire d'un livret sur lequel elles auraient versé des sommes importantes à capital réservé, nos Sociétés seraient exposées, sinon à la perte du capital qui pourrait leur être restitué après quelque cinquante ou cent ans, tout au moins à celle des intérêts accumulés pendant un demi-siècle, et ces intérêts iraient grossir, à notre détriment, le bénéfice énorme déjà réalisé annuellement par la Caisse des retraites.

Mais toutes ces considérations, qui expliquent notre éloignement pour l'emploi du livret individuel, ne convertissent pas ses apôtres au maintien du fonds commun, et c'est là le but que nous voulons atteindre, en soumettant au Congrès le projet de création d'un livret spécial sous la dénomination suggestive de *livret de pension mutualiste*, qui serait remis au sociétaire contraint de quitter sa Société pour cause de force majeure et serait admis dans une autre Société avant la liquidation de sa retraite.

Sans toucher au fonds commun, que nous envisageons, à juste titre, comme l'une des bases principales de la religion mutualiste, nous pourrions, à l'aide de ce livret, en mobiliser les arrérages.

L'emploi du *livret de pension mutualiste* ferait disparaître les inconvénients qu'on nous signale et nous permettrait de profiter des avantages qu'on se plaît à reconnaître au livret individuel de retraite.

Vous n'ignorez pas, Messieurs et chers collègues, qu'aux termes de l'article 23 de la loi du 1^{er} avril 1898, les Sociétés de secours mutuels sont autorisées à payer les pensions de retraite de leurs membres sur les produits du fonds commun inaliénable, et qu'en vertu des *b* et *c* de l'article 8 de la même loi, « en conservant d'ailleurs leur autonomie respective, les Sociétés peuvent contracter entre elles des Unions, en vue de l'admission des membres participants qui ont changé de résidence et en vue du règlement de leurs pensions viagères de

retraite ». Dans ces conditions, ne pensez-vous pas qu'il serait facile aux diverses Sociétés où émigrerait successivement le sociétaire d'inscrire elles-mêmes, sur le livret spécial dont il s'agit, ce que la Caisse nationale des retraites inscrirait, à leur place, sur le livret individuel du sociétaire, si les mêmes sommes y étaient déposées ?

Peut-il y avoir difficulté à ce que, chaque année, une Société de secours mutuels évalue, par une simple division, la part de chacun de ses membres, et sur ses propres économies et sur les subventions obtenues, et qu'elle en porte l'indication sur le livret projeté, pour servir de base à l'établissement futur de la pension ?

N'est-il pas élémentaire de concevoir une entente intervenant entre toutes les Associations mutualistes, d'après laquelle le porteur du livret, contraint pour cause de force majeure d'abandonner une première Société, retrouverait dans celles sur la circonscription desquelles il aurait transporté son domicile et qui l'auraient admis avant la liquidation de sa retraite, l'application des mêmes procédés, dans les conditions exigées par la loi conformément à ce qui précède ? Et, à défaut de Société similaire à portée de son nouveau domicile, la Société qu'il a quittée ne peut-elle pas le maintenir sur ses contrôles, en ce qui concerne la retraite, moyennant le paiement d'une cotisation égale au montant des économies réalisées, tous les ans, au profit de chacun des autres sociétaires ?

Ne sera-t-il pas facile, au moment de la liquidation de la retraite, qui pourra être éventuellement calculée par avance pour chaque année, d'en déterminer l'importance à l'aide des tarifs mêmes de la Caisse nationale des retraites, selon la somme inscrite pour chaque exercice et l'âge du bénéficiaire à la date de cette inscription ?

Et, d'après les motifs que nous avons déduits, cette liquidation pouvant s'effectuer sur le taux du capital aliéné, le titulaire n'est-il pas certain de jouir d'une pension supérieure à celle

que lui aurait procurée le livret individuel de retraite au taux de 3 1/2? Tout cela sans préjudice du secours annuel supplémentaire qui pourrait être proportionnellement alloué en sus de la pension.

Les Sociétés qui contribueront ainsi à la constitution collective d'une pension de retraite à leurs membres n'éviteront-elles pas les complications des formalités à remplir, les déclarations doubles et les états à fournir à la Caisse nationale des retraites? Ne trouveront-elles pas dans ce nouveau mode d'opérer un double avantage? Elles ne seront pas obligées de suivre le sociétaire, puisqu'il devra, ayant rempli les conditions statutaires, leur réclamer sa part de pension; de plus, en cas de décès ou d'absence, leur compte ne sera pas débité de la pension impayée.

Enfin, ces Sociétés n'échapperaient-elles pas de la sorte aux pertes d'intérêts accumulés qui les menacent avec l'emploi du livret personnel de retraite?

Autant de questions auxquelles vous répondrez, certes, favorablement.

Nous redoutons une seule difficulté susceptible d'entraver la réalisation de nos projets : le Ministre de l'Intérieur doit désormais établir un *certificat de pension* destiné à remplacer le titre de rente constitutif de la pension antérieurement servie par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites ; mais, consulté par nous, le Bureau des Institutions de prévoyance ne voit, heureusement, aucun inconvénient à la délivrance d'un *certificat* comportant les pensions servies collectivement par plusieurs Sociétés au même titulaire.

Le Ministère, en effet, pourra débiter le compte respectif de chacune des Sociétés dans la proportion de la pension fournie par elle.

La création du livret de pension mutualiste donnera donc complète satisfaction et à la loi et aux reproches encourus par le système actuel de la constitution de la retraite par le fonds

commun, sans qu'il en résulte autre chose que des avantages pour les Sociétés intéressées et une pension plus considérable pour nos vieillards.

Nous souhaitons vivement, Messieurs et chers collègues, qu'apprécié par vous, notre projet ait conquis vos suffrages et que, disparues à tout jamais, les causes de dissentiments et de divisions nées de l'appréhension du livret individuel nous permettent de marcher, la main dans la main, à la conquête du progrès, pour la réalisation des merveilles que nous sommes en droit d'attendre de la très libérale application de la loi du 1^{er} avril 1898.

Voici le tableau comparatif de la pension produite pour cinquante-cinq ans, par 1 franc versé au fonds commun et sur livret individuel :

AGE du VERSEMENT	AU FONDS SOCIAL A CAPITAL		AU LIVRET DE RETRAITE A CAPITAL	
	Réservé	Aliéné	Réservé	Aliéné
3 ans.	1 f. 324	1 f. 736	0 f. 599	0 f. 746
10 ans.	0 890	1 118	0 440	0 567
20 ans.	0 525	0 663	0 276	0 381
30 ans.	0 274	0 383	0 168	0 249

Comme on le voit par les chiffres ci-dessus, puisés dans le tarif de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les pensions liquidées sur le fonds commun sont très supérieures. »

A l'unanimité, le Congrès de Montpellier adopta le projet de création du *livret de pension mutualiste*.

L'année suivante, au Congrès international de la Mutualité qui s'est tenu à Paris en 1900, M. Cavé, dans son rapport, revient sur cette question : « ... C'est là, pour nous, un souci sérieux qui nous a amené à rechercher s'il n'était pas possible de concilier l'intérêt qui justifie l'emploi du livret individuel

avec l'intérêt non moins grand de conserver le patrimoine de la Société... Nous devons chercher un moyen capable de satisfaire à tous les intérêts. Nous croyons l'avoir trouvé. L'exposé que nous en avons fait au Congrès régional de Montpellier a été unanimement approuvé, et nous comptons qu'avec l'esprit de progrès qui anime leurs administrateurs éclairés, nos Sociétés scolaires seront les premières à l'employer, à en démontrer l'efficacité en aidant au passage de nos enfants et de nos jeunes gens d'une Société dans une autre, en cas de changement de domicile, et surtout en facilitant leur admission dans les Sociétés de secours mutuels d'adultes sans aucun préjudice pour eux. » (Cf. *Congrès international de la Mutualité, 1900*, Arboux, p. 105. Paris, Didot.)

La Commission interministérielle, instituée par le Ministère de l'Intérieur et par le Ministère de l'Instruction publique, fut saisie du projet de M. Cavé.

Dans son rapport sur l'Éducation populaire en 1901-1902, M. Edouard Petit nous fait connaître les résultats auxquels a abouti l'étude de la Commission. Après avoir rappelé l'ingénieux mécanisme des Petites Cavé, il ajoute : « ... Certes, les deux placements, — une moitié de la cotisation à 3,5 %, un quart (1) à 4,5, plus les subventions légales, — sont déjà des plus fructueux. Ils représentent le maximum de l'intérêt que l'on pouvait assurer aux adhérents, à la date de la fondation. Mais il est aujourd'hui démontré que la loi du 1^{er} avril 1898 sur les Sociétés de secours mutuels et le règlement d'administration publique de 1900 permettent d'obtenir, pour la Mutualité scolaire, des avantages plus considérables.

Aussi, la Commission interministérielle a-t-elle estimé qu'il était de son devoir de les signaler aux administrateurs et aux sociétaires des Mutualités scolaires.

La Commission a, d'une part, dressé un tableau et établi

(1) Il s'agit des deux centimes et demi par semaine qui sont économisés sur le service de la Mutualité.

un graphique qui montrent, de façon évidente, la supériorité présentée par le versement au *fonds commun* et le placement à la *Caisse des dépôts et consignations* des 5 centimes de la retraite et des 2 centimes 1/2, reliquat du secours mutuel.

La Caisse des dépôts fournit, en effet, un intérêt, fixé définitivement par la loi, de 4,5 % sur les 7 centimes 1/2, soit 1 % de plus sur les 5 centimes de l'épargne que ne fait la *Caisse des retraites*, dont l'intérêt est variable, car il est fixé, chaque année, par *décret*. Il va de soi que les 4 1/2 % sont sans préjudice du *quart subvention* et du *franc par tête* de sociétaire alloués par l'État, lesquels eux-mêmes rapportent 4 1/2 %.

D'autre part, la Commission a rédigé des statuts modèles qui guideront les organisateurs des Sociétés anciennes ou bien des Sociétés nouvelles, soit dans la transformation, soit dans la création des Mutualités scolaires. »

Nous reproduisons ci-après les statuts modèles élaborés par la Commission interministérielle.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

MUTUALITÉ SCOLAIRE

Statuts modèles élaborés par la Commission interministérielle

SOCIÉTÉ SCOLAIRE DE SECOURS MUTUELS ET DE RETRAITES

Instruction complémentaire professionnelle et Placement gratuit

Loi du 1^{er} avril 1898

Rente proportionnelle à partir de 50 ans d'âge, après quinze années de cotisations mutualistes.

STATUTS

CHAPITRE PREMIER

Siège et but de la Société.

ARTICLE PREMIER. — Une Société de secours mutuels est formée entre les élèves et anciens élèves des écoles publiques primaires et des éta-

blissements d'enseignement public de toute nature et à tous les degrés de.....

Le siège de l'Association est.....

Elle a pour but principal (sans toutefois pouvoir être engagée au delà de ses ressources disponibles) :

1^o De venir en aide aux sociétaires malades, au moyen d'une indemnité journalière payée à leurs parents pendant le temps de la maladie de leurs enfants, et plus tard aux sociétaires eux-mêmes ;

2^o De profiter dans la plus large mesure des avantages de la loi du 1^{er} avril 1898, en constituant, au profit des membres de la Société, le fonds commun de retraite inaliénable destiné à leur assurer, à la faveur du taux d'intérêt exceptionnel de 4,5 % et des subventions de l'État, la pension de retraite la plus élevée ;

3^o De pourvoir chacun des sociétaires d'un livret de la Caisse nationale des retraites (instrument de ses propres efforts pour accroître, dans les termes de la loi du 20 juillet 1886, la pension de retraite qui lui sera servie par la Société).

Ce livret comportera un premier versement effectué des deniers de la Société à capital aliéné ;

4^o D'assurer aux sociétaires l'appui moral et fraternel de leurs anciens condisciples ; de les encourager dans la poursuite de leurs études professionnelles et de faciliter leurs débuts dans la vie ;

5^o De rembourser aux ayants droit, en cas de décès du sociétaire avant l'entrée en jouissance de sa pension, la moitié de la cotisation versée (soit 2 fr. 60 par année de cotisation) depuis son admission jusqu'à l'âge de vingt et un ans inclusivement (1).

Elle pourra, en outre, à titre facultatif (voir art. 38) :

A. — Établir des cours professionnels ou complémentaires en vue de l'instruction professionnelle ;

B. — Créer des offices de placement ;

C. — Favoriser l'admission des jeunes gens dans les Sociétés de secours mutuels d'adultes ;

D. — *Dotation*. — Contracter au profit des sociétaires, au moyen de

(1) Une prime ou cotisation supplémentaire moyenne de cinq centimes par mois ou soixante centimes par an couvrirait le risque de remboursement de 2 fr. 60, évitant ainsi l'amoindrissement de la pension du fait du prélèvement de la prime sur la cotisation principale elle-même.

Pour les périodes au delà de 21 ans, la prime serait plus élevée.

Il en serait de même si l'on voulait obtenir le remboursement d'une somme plus importante.

cotisations graduées selon leur âge, une assurance-vie ayant pour objet de leur payer, à leur retour du régiment pour les hommes, et pour les filles et les jeunes gens exempts du service, à leur majorité, une dot proportionnée à leurs versements.

CHAPITRE II

Composition de la Société.

ART. 2. — La Société se compose :

1^o De membres participants des deux sexes recevant ou ayant reçu l'instruction dans une des écoles publiques ou établissements ci-dessus énumérés de ;

2^o De membres honoraires.

ART. 3. — Les membres participants sont ceux qui ont souscrit, ou dont les parents ont souscrit pour eux, l'engagement de se conformer aux présents statuts, et qui profitent des avantages de l'Association.

ART. 4. — Les membres honoraires sont ceux qui, par leurs cotisations ou des services équivalents, contribuent à la prospérité de la Société sans profiter de ses avantages.

CHAPITRE III

Admission. — Exclusion. — Privation et suspension des droits dans la Société.

ART. 5. — Les membres honoraires sont admis par le président et le Conseil d'administration sans condition d'âge, de domicile ou de nationalité.

ART. 6. — Les membres participants sont admis provisoirement par le Conseil d'administration, dont la décision devra être ratifiée par l'Assemblée générale, après un stage de trois mois, au scrutin et à la majorité des voix ; ils devront être valides, âgés de trois ans au moins et de ans au plus, et remplir les conditions du premier paragraphe de l'article 2.

Pourront être admis dans la Société, sans condition de stage, soit au titre de subsistants, soit à titre définitif lorsqu'ils justifieront de leur état de validité, les membres venant des Associations similaires avec lesquelles la Société aura établi une Union ou des conventions de réciprocité.

Pourront être également admis par l'Assemblée générale en qualité de

membres participants, après l'âge, mais dans les conditions ci-dessus fixées, les membres honoraires qui, à la suite de revers de fortune, se trouveraient dans la nécessité d'avoir recours à la Société et d'y prendre rang parmi les sociétaires, à la condition toutefois qu'ils auront antérieurement acquitté pendant plus de dix années la cotisation de membre honoraire.

Lors de la liquidation de leur pension de retraite proportionnelle, il sera tenu compte des années d'honorariat.

ART. 7. — Cessent de faire partie de la Société :

1^o Les membres honoraires qui démissionnent, refusent de continuer leurs cotisations ou cessent de rendre à la Société les services à raison desquels leur admission a été prononcée ;

2^o Les membres participants qui n'ont pas payé leurs cotisations depuis plus de deux mois ;

3^o Les membres honoraires ou participants qui auraient commis une fraude au préjudice de la Société ;

4^o Conformément à l'article 28 de la loi du 1^{er} avril 1898, ceux qui s'affilieront à plusieurs Sociétés profitant des subventions de l'État, en vue de se constituer une pension supérieure à 360 francs ou des capitaux, en cas de vie ou de décès, supérieurs à 3,000 francs, devront en faire la déclaration et renoncer en même temps à la partie de la pension dépassant le maximum légal ;

5^o L'exclusion pourra être prononcée par l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil : 1^o pour condamnation infamante ; 2^o pour injures ou voies de fait envers un sociétaire dans l'enceinte des réunions ou envers un membre du Conseil d'administration, chargé ou non d'une fonction ou d'une mission.

Tout membre exclu ne pourra être admis de nouveau dans la Société.

La démission, la radiation et l'exclusion ne donnent droit à aucun remboursement. Toutefois, le sociétaire exclu restera propriétaire du livret de pension mutualiste et du livret de la Caisse nationale des retraites acquis par lui.

ART. 8. — Cessent d'avoir droit aux avantages de l'Association les membres participants qui n'ont pas acquitté leurs cotisations depuis plus d'un mois. Ils ne peuvent rentrer ultérieurement dans l'exercice de leurs droits qu'un mois après la régularisation de leur livret et en faisant constater leur état de bonne santé.

ART. 9. — Les sociétaires, dans l'impossibilité momentanée d'acquitter leurs cotisations, pourront solliciter du Conseil d'administration un congé de trois mois qui pourra être renouvelé trois fois.

Pendant la durée du congé, les obligations et les droits réciproques de la Société et des membres en état de congé sont suspendus.

A l'expiration du congé, le sociétaire rentrera dans l'exercice de ses droits, un mois après avoir fait constater son état de bonne santé et avoir acquitté les cotisations et amendes dont il pouvait être redevable antérieurement au congé.

Les sociétaires sous les drapeaux sont de droit en état de congé pendant toute la durée de leur service.

Ils pourront, toutefois, continuer leurs versements en vue de la retraite dans les conditions de l'article 32, et, dans ce cas seulement, la durée du congé pourra être comprise dans le temps de sociétariat exigé pour avoir droit à la pension de retraite.

CHAPITRE IV

Administration.

ART. 10. — La Société est administrée par un Conseil composé de : un président, deux vice-présidents, un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier, un trésorier adjoint et de ... administrateurs pris parmi les membres de la Société. Les femmes mariées, pourvues de l'autorisation maritale, peuvent faire partie du Conseil d'administration dans les conditions prescrites par la loi. Nul ne peut être membre du bureau s'il n'est Français et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

A côté du Conseil d'administration, dont ils feront partie à titre consultatif seulement, il pourra être désigné autant de délégués qu'il y aura d'écoles affiliées à la Société. A ce titre, le directeur ou la directrice de chaque école, leur délégué, ou le président de chaque groupe affilié à la Société, seront appelés à prendre part aux réunions du Conseil d'administration.

ART. 11. — Les membres du Conseil sont élus en assemblée générale par les membres honoraires et les membres participants âgés de plus de seize ans.

ART. 12. — Le président est nommé pour (1) ... ans par l'Assemblée générale, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages ; au second tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative. Dans le cas où plusieurs candidats obtiendraient un nombre égal de suffrages, le plus âgé est proclamé président.

ART. 13. — Le Conseil est nommé suivant les mêmes formes, pour

(1) Cinq ou six ans.

six ans, et se renouvelle par tiers tous les deux ans. Ses membres sont indéfiniment rééligibles. L'ordre de roulement est établi par le sort.

Toutefois, le secrétaire et le trésorier adjoints ne sortiront pas la même année que les titulaires.

Le procès-verbal de l'élection du président et du Conseil d'administration est transmis à l'Autorité compétente dès que l'élection est devenue définitive.

ART. 14. — Le Conseil administre la Société, fait les règlements d'ordre intérieur, vote les dépenses afférentes aux frais généraux et délibère sur les questions qui lui sont réservées par les présents statuts.

ART. 15. — Le président surveille et assure l'exécution des statuts et des décisions du Conseil d'administration, signe tous les actes et représente la Société dans ses rapports avec l'Administration supérieure. Il contresigne les documents et reçus relatifs aux dépôts, retraits et mouvements de fonds opérés par les soins du trésorier dans les caisses publiques. Il adresse chaque année à l'Autorité supérieure (1) les états statistiques, le compte rendu des opérations de la Société, conformément aux articles 7 et 29 de la loi du 1^{er} avril 1898. Les vice-présidents le remplacent quand il est empêché.

ART. 16. — Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont chargés de la rédaction des procès-verbaux et de la correspondance ; ils enregistrent les admissions. Ils sont chargés de la conservation des documents intéressant la Société.

Le trésorier et le trésorier adjoint surveillent les recettes et les dépenses et sont responsables, chacun en ce qui le concerne, des fonds confiés à leurs soins, ainsi que des titres de la Société.

ART. 17. — Tout changement dans les statuts ou dans la direction de la Société sera notifié et publié selon les formes indiquées à l'article 4, paragraphe dernier, de la loi du 1^{er} avril 1898.

Fonds social.

ART. 18. — Le fonds social se compose :

- 1^o Des cotisations des membres participants ;
- 2^o Des cotisations des membres honoraires ;
- 3^o Du produit des amendes ;
- 4^o Des fonds placés et des intérêts échus ;

(1) En province, à la Préfecture du département ; pour Paris et la Seine, au Ministère de l'Intérieur.

5° Des dons et legs dont l'acceptation a été approuvée par l'Autorité compétente ;

6° Des subventions accordées par l'Etat, le Département ou la Commune.

Les fonds en caisse ne pourront excéder 50 centimes par tête de sociétaire, en dehors de la rentrée des cotisations en cours et des sommes destinées aux versements à effectuer sur les livrets individuels de la Caisse de retraites. Le surplus est placé à la Caisse des dépôts et consignations, au compte courant de la Société (1), jusqu'à ce que l'emploi en ait été décidé par le Conseil d'administration ou l'Assemblée générale.

Assemblée générale.

ART. 19. — La Société se réunit en assemblée au moins une fois par an pour entendre le rapport sur la situation financière, pour procéder au renouvellement des membres du Conseil et pour statuer sur les questions qui lui seront soumises par le Conseil d'administration. Les propositions émanant des sociétaires devront, au moins trois mois avant l'assemblée générale, être soumises au Conseil d'administration. Les membres participants âgés de plus de seize ans ont seuls le droit de prendre part aux délibérations et aux votes. Au-dessous de cet âge, les enfants pourront être représentés aux assemblées par leur représentant légal.

Toutes discussions politiques ou religieuses sont interdites dans les séances du Conseil ou de l'Assemblée générale.

CHAPITRE V

Des obligations envers la Société.

ART. 20. — Les sociétaires, ou leurs parents pour eux, s'ils sont mineurs, s'engagent à payer régulièrement les cotisations.

ART. 21. — La cotisation principale, hebdomadaire et obligatoire, est fixée à 0 fr. 10, dont la moitié au moins et le surplus des économies

(1) Les facilités accordées aux Sociétés de secours mutuels par la loi du 7 juillet 1900 leur permettant d'opérer désormais, par l'entremise des percepteurs et des directeurs des postes à la Caisse des dépôts et consignations, les retraits et dépôts de fonds pour le service de la Société, il n'y aura plus lieu d'avoir recours aux Caisses d'épargne que pour le strict nécessaire des besoins courants.

réalisées sur cette cotisation seront consacrés à l'établissement ou à l'accroissement du fonds inaliénable de retraites, destiné à constituer les pensions de retraite des sociétaires.

Elle devra être payée le lundi de chaque semaine, ou pour plusieurs semaines d'avance, entre les mains du directeur ou de la directrice de l'école.

ART. 22. — Le non-paiement de la cotisation entraîne une amende de 0 fr. 05 par chaque quinzaine de retard.

Les amendes encourues sont exigibles avant la cotisation.

ART. 23. — *Le Conseil pourra, après enquête, modérer le chiffre des amendes encourues ou même en faire remise totale.*

ART. 24. — Le minimum de la cotisation des membres honoraires est de (1) ... francs par an. Un versement minimum de (2) ... francs, effectué en une fois, donne droit au titre de membre honoraire perpétuel.

Le titre de membre honoraire pourra être décerné par la Société à toute personne qui aura, pendant un minimum de dix années, payé les cotisations de plusieurs enfants reconnus indigents par le Conseil.

CHAPITRE VI

Des obligations de la Société envers ses Membres.

ART. 25. — Après le stage de trois mois et l'admission définitive, et jusqu'à l'âge de (3)..., une indemnité de 0 fr. 50 par jour pendant le premier mois et de 0 fr. 25 par jour pendant les deux mois suivants est payée au sociétaire malade ou à ses parents s'il est mineur.

Lorsque la maladie se prolonge plus de trois mois, le Conseil décide si une indemnité peut être encore accordée; il en fixe la quotité selon les ressources de la Société.

La Société ne doit aucune indemnité pour les accidents tombant sous l'application de la loi du 9 avril 1898. Dans tous les cas et pour tout autre accident provenant du fait d'un tiers responsable, le sociétaire s'engage à subroger la Société dans ses droits contre ce tiers, jusqu'à concurrence des dépenses exposées par elle.

ART. 26. — Aucune indemnité n'est due :

1° Pour une indisposition de moins de quatre jours ;

2° Pour une maladie réputée chronique ;

(1) De 2 à 5 francs par an.

(2) De 50 à 100 francs.

(3) 18 ou 21 ans.

3° Pour une maladie résultant de la débauche ou de l'intempérance, non plus que pour blessures reçues dans une rixe, si le blessé a été l'agresseur, ou dans une émeute à laquelle il aurait pris une part volontaire.

ART. 27. — Le paiement de l'indemnité de maladie s'effectue au siège de la Société :

1° Sur la présentation du livret en règle ;

2° Sur l'attestation, par le médecin, de l'état de maladie et de sa durée.

Les dépenses nécessitées par le service des indemnités de maladie, les frais de propagande et d'administration seront prélevés sur la partie des cotisations des membres participants affectée aux secours mutuels et, en cas d'insuffisance, sur les cotisations des membres honoraires.

ART. 28. — Aucun secours n'est accordé pour cause de chômage ou pour toute autre cause non prévue par les statuts.

ART. 29. — A l'expiration de la première année de sociétariat, la Société fera délivrer à chacun de ses membres un livret individuel de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse sur lequel elle inscrira un franc à capital aliéné.

ART. 30. — Les sociétaires qui désirent bénéficier des subventions de l'Etat pour les versements qu'ils effectuent sur ces livrets devront s'engager à verser supplémentairement et régulièrement, chaque semaine, une somme de cinq ou de dix centimes.

Le trésorier fera inscrire chaque trimestre tous ces versements sur les livrets de chacun des sociétaires.

La subvention accordée par l'Etat sur ces versements sera attribuée au fonds commun inaliénable.

En conséquence, mention sera faite sur les livrets que les versements provenant des cotisations fixées par les statuts seront, pour le calcul de la pension de retraite, majorés d'un quart correspondant à la subvention allouée.

ART. 31. — Au décès du sociétaire, les subventions de l'Etat demeurent la propriété de la Société.

ART. 32. — Dans le but de s'assurer le bénéfice d'une pension de retraite proportionnelle, aux conditions des articles 23, § 2, et 28 de la loi du 1^{er} avril 1898, le sociétaire ayant atteint la limite d'âge fixée par l'article 26 des présents statuts, admis ou non dans une société d'adultes, momentanément sous les drapeaux, ou émigré à titre temporaire ou définitif, pourra continuer ses versements à cette fin. Il aura alors la

faculté de réduire à 4 francs par an ou 1 franc par trimestre l'importance de sa cotisation principale, à la condition expresse toutefois que sa participation à une autre Société approuvée ne lui constituerait pas des droits à une pension de retraite supérieure à 360 francs ou le remboursement de sommes assurées dépassant un total de 3,000 francs.

ART. 33. — En cas de décès du sociétaire avant l'entrée en jouissance de sa pension, sur la présentation de son acte de décès et la constatation qu'il n'a pas encouru la radiation, la Société versera à celui de ses ayants droit désigné par ses parents lors de leur adhésion ou par sa propre indication, s'il était devenu majeur, la partie des cotisations fixée par l'article 1^{er} des présents statuts.

ART. 34. — La Société restera propriétaire des sommes qui ne pourraient être employées conformément à ces dispositions ou qui n'auront pas été réclamées *dans ces conditions* par les intéressés, dans le délai d'une année, à dater du jour du décès du sociétaire.

Fonds inaliénable de retraites.

ART. 35. — Un fonds commun inaliénable de retraites est créé conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898.

Ce fonds se compose :

1^o Des prélèvements spéciaux faits par la Société sur les économies réalisées ;

2^o Des subventions accordées par l'Etat pour l'accroissement de ce fonds ;

3^o Des dons et legs qui auront été reçus par la Société avec cette affectation.

Ce fonds est destiné à constituer des pensions de retraite aux sociétaires âgés de plus de 50 ans et ayant fait partie de la Société pendant quinze années au moins.

Le montant de la pension de retraite sera fixé, pour chacun des bénéficiaires, au prorata de ses années de sociétariat et des économies réalisées par la Société.

Trois mois avant la date fixée pour la liquidation de sa retraite, le sociétaire pourra demander l'ajournement de cette liquidation à une date ultérieure d'une ou plusieurs années.

A la nouvelle échéance, la liquidation s'opérera suivant les règles et les tarifs dressés par la Caisse nationale des retraites en 1883, sur le taux d'intérêt de 4 1/2 %, en vue de ces opérations.

ART. 36. — Sur sa demande, et après une année de séjour dans la

Société, le sociétaire sera mis en possession d'un livret de pension mutualiste qui comportera l'indication des droits éventuels à la retraite annuellement acquise par lui. Ce livret sera, dans tous les cas, remis à chacun des sociétaires contraint, pour raison de force majeure, d'abandonner la Société.

Pour fixer les droits à la retraite de chacun des sociétaires, les économies réalisées, chaque année, au profit du fonds commun inaliénable de retraites de la Société et versées audit fonds, y compris le montant des subventions de l'Etat, seront divisées par le nombre des membres de la Société, et le *quotient* ainsi obtenu, en tenant compte de l'âge du sociétaire, permettra d'établir, à l'aide du tarif de la Caisse nationale des retraites de 1883 (à capital réservé) et sur le taux de 4 1/2 %, la pension acquise par le sociétaire au cours de ses années de versement pour l'âge de (1)... ans, sous la condition légale d'un minimum de quinze années de sociétariat.

ART. 37. — Les pensions seront servies par la Société sur les intérêts du fonds commun inaliénable.

Les pensions liquidées seront payables par quart aux 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre. Le premier terme sera payé deux mois après la liquidation, sur la présentation du certificat de vie. Toute pension non réclamée au cours de l'exercice sera acquise à la Société, une année après son échéance.

En dehors de ces retraites, la Société, sur la proposition du Conseil d'administration et avec l'approbation de l'Assemblée générale, pourra accorder à ses membres retraités des allocations, non pas viagères, mais variables et annuelles, à prélever sur les ressources disponibles, déduction faite des charges pouvant grever l'avenir de la Société.

Le livret de pension mutualiste, remis à tous les émigrants, relatera en outre, sur leur demande, la nature et la durée des services qu'ils auront pu rendre à la Société dont ils se séparent pour cause de force majeure.

Ce livret, arrêté lors du départ de l'intéressé, indiquera, année par année, la pension éventuelle à laquelle il aura droit à l'âge fixé et sera revêtu d'un visa du Préfet ou du Ministre de l'Intérieur pour le département de la Seine, constatant que la Société possède un fonds commun garantissant le service de la pension.

ART. 38. — A partir de l'âge de (2)... ans, le sociétaire pourra conti-

(1) 50 ou 55 ans.

(2) (Art. 26, § 1^{er}) âge indiqué pour la cessation des secours de maladie.

nuer à faire partie de la Société comme membre d'une section spéciale dite des adolescents, ayant une comptabilité séparée, propre.

Dans ce cas, il devra acquitter une cotisation de 0 fr. 15 par semaine et, en cas de maladie, il aura droit à une indemnité de 0 fr. 75 par jour pendant le premier mois et de 0 fr. 50 pendant les deux mois suivants.

Après 21 ans, s'il est formé une section d'adultes dans les mêmes conditions que la section d'adolescents, le sociétaire pourra être admis dans cette section, à la cotisation de 1 franc par mois.

Les membres qui feront partie de cette section recevront, en cas de maladie, les soins du médecin, les médicaments et une indemnité égale à celle payée par la section d'adolescents et pendant le temps fixé par les présents statuts.

Si le service médical et pharmaceutique ne peut être établi, l'indemnité de maladie sera portée à 1 franc par jour pendant le premier mois et à 0 fr. 75 pendant les deux mois suivants.

CHAPITRE VII

Trésor d'avenir (1).

ART. 39. — Un fonds spécial, dit *trésor d'avenir*, est affecté aux services visés à l'article 1^{er} des présents statuts (1) A et B.

Ce fonds se composera :

1^o D'une cotisation spéciale de 0 fr. 05 par mois versée par tous les membres participants ;

2^o De la cotisation des membres honoraires affectée par ces derniers à ces services ;

3^o Des dons et legs faits dans le même but et dont l'acceptation aura été autorisée dans les formes prévues par la loi du 1^{er} avril 1898.

Dotation (1).

Le sociétaire qui désirera contracter l'assurance prévue par la disposition D de l'article 1^{er}, en vue de la dotation, devra verser une cotisation supplémentaire de... par semaine (2).

(1) Ces services accessoires sont facultatifs, mais entre ces services, les plus immédiatement urgents sont ceux qui ont pour objet les cours complémentaires professionnels et l'office de placement, destinés à aider les jeunes gens à subvenir aux besoins de leur existence de travailleurs. Grâce au dévouement désintéressé des instituteurs, ces deux services peuvent être suffisamment dotés par la cotisation fixée en l'article 39.

(2) De 10 à 50 centimes.

Tous ces fonds seront déposés, au compte de dépôts libres de la Société, à la Caisse des dépôts et consignations et feront l'objet de comptes particuliers.

CHAPITRE VIII

Comptes rendus annuels. — Modification des statuts. — Dissolution. Liquidation.

ART. 40. — Dans les deux premiers mois de chaque année, le secrétaire et le trésorier seront tenus de dresser le compte rendu moral et financier de la Société, indépendamment des statistiques exigées par l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1898, confirmant les prescriptions de la loi du 30 mars 1892.

A cet effet et pour le règlement des indemnités de maladie leur revenant, les intéressés devront remettre au trésorier le diagnostic de la maladie épidémique ou chronique dont le sociétaire est atteint.

Ces documents seront adressés, dans le cours du troisième mois de chaque année, par le président de la Société, à M. le Ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire de M. le Préfet.

ART. 41. — Les présents statuts ainsi que toutes les modifications qui pourraient, dans l'avenir, être votées par l'Assemblée générale, devront, avant leur application, recevoir l'approbation de M. le Ministre de l'Intérieur.

ART. 42. — La Société ne peut se dissoudre d'elle-même que dans le cas d'insuffisance d'actif. La dissolution ne peut être prononcée que par une Assemblée générale, spécialement convoquée à cet effet, et par un nombre de voix égal aux deux tiers de celui des membres ayant voix délibérative, et de la moitié des membres inscrits.

ART. 43. — Dans le cas d'inexécution des statuts ou de violation des dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898, l'approbation peut être retirée par un décret rendu en Conseil d'État sur la proposition motivée du Ministre de l'Intérieur et après avis du Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels, lequel sera convoqué dans le plus bref délai.

ART. 44. — Dans tous les cas de dissolution, la liquidation s'opérera dans les conditions prescrites par l'article 31 de la loi du 1^{er} avril 1898.

Observations relatives à l'admission des membres de la Société scolaire dans les Sociétés d'adultes.

En vue de favoriser l'admission des membres participants dans les Sociétés d'adultes, le Conseil d'administration pourra, après un vote

conforme de l'Assemblée générale des Sociétés intéressées, établir avec la Société ou les Sociétés approuvées d'adultes de la circonscription de la Société scolaire, des conventions aux termes desquelles tous les membres de cette dernière Société devraient, sans stage préalable et sans droit d'entrée, être admis dans lesdites Sociétés depuis leur sortie des classes jusqu'à la limite d'âge fixée par l'article 25 ci-dessus, avec une cotisation de faveur proportionnée au risque moindre qu'ils apportent.

Un droit de contrôle pourrait, à cet effet, être conféré auxdites Sociétés d'adultes, au moment de l'admission de l'enfant dans la Société scolaire.

La création, d'accord avec l'instituteur et l'institutrice, d'une section de pupilles dans la ou les Sociétés d'adultes devant faire suite à la Société scolaire, régie par les statuts et règlements de la Mutualité scolaire et dans laquelle les jeunes recrues pourraient se faire admettre dès leur sortie de l'école, en conservant les avantages antérieurement acquis, semblerait être le terrain de transition le plus favorable.

Dans cette section, administrée séparément comme annexe de la Société d'adultes, la perception des cotisations s'effectuerait en dehors de l'école, avec le concours de receveurs auxiliaires et au moyen de timbres mobiles spéciaux, de façon à encourager la persévérance et accroître le développement de la section, en évitant aux sociétaires de trop fréquents dérangements pour le versement de leurs cotisations.

Les avantages sociaux pourraient être successivement augmentés ; les sociétaires pourraient, par exemple, avoir droit à une indemnité de maladie double de celle payée par la Société scolaire, moyennant une cotisation hebdomadaire plus élevée (art. 38).

La comptabilité de la section devrait être, dans tous les cas, distincte.

Section des adolescents.

A défaut d'une entente, bien désirable dans l'intérêt commun, la Société scolaire pourra, elle-même, organiser sur les bases ci-dessus une section annexe d'adolescents régie par les présents statuts et dans laquelle les enfants des deux sexes sortis de l'école pourront se faire admettre. Il conviendra d'intéresser à la direction de cette section des personnes amies de l'école, administrateurs ou membres des Sociétés d'adultes fonctionnant dans la circonscription de la Société scolaire.

Section d'adultes.

S'il n'existe pas de Sociétés de secours mutuels d'adultes dans la circonscription de la Société scolaire, ou si aucune entente n'a pu inter-

venir entre cette dernière et la ou les Sociétés existantes pour l'admission de l'effectif intégral des sociétaires arrivés à la limite d'âge, la Société scolaire pourra également organiser une nouvelle section, dans laquelle des avantages nouveaux, tels que les soins du médecin et la fourniture des médicaments, seraient assurés aux sociétaires malades, moyennant une cotisation plus élevée, correspondante aux nouvelles charges assumées par la Société (art. 38).

Dans son rapport (1901-1902), M. Edouard Petit commente ainsi les statuts modèles : « L'on remarquera, à l'étude des documents, que l'innovation, que l'amélioration portent sur le *fonds commun* (1) qui représente l'effort collectif, qui sert de lien durable entre Mutualités et mutualistes, qui donne à l'œuvre sa pérennité et dont l'importance éducative, sociale et financière a été mise en lumière, à l'user, par l'application de la loi de 1898.

« Non que la Commission conseille de renoncer au *livret individuel de retraite*. Mais elle lui assigne le rôle qui lui convient. Elle en fait exclusivement — ce qu'il doit être, ce qu'il est par nature — l'instrument de la prévoyance personnelle. Elle le conserve à titre d'indication, d'amorce...

« Mais, il ne faut pas l'oublier, le *livret individuel* est en général à capital réservé, c'est-à-dire remboursable au décès du titulaire, avantage qu'on a fait valoir au début.

« Pour donner même privilège à la moitié de la cotisation versée, soit 0 fr. 05, qu'on transporterait dorénavant au *fonds commun*, il y aura lieu d'établir une *contre-assurance* qui peut être faite par la Société elle-même, avec bénéfice du même taux de 4,5 %. Le calcul établit que la prime serait en

(1) Il résulte de l'examen des totaux figurant au graphique ou tableau comparatif dressé par M. J.-C. Cavé que si un enfant verse 4 francs à capital aliéné au livret individuel, de 3 à 17 ans, soit pendant les 15 ans exigés par la loi, il s'assure pour la liquidation de sa retraite : 137 fr. 51 de rente, — et au fonds commun inaliénable réservé au profit de la Société : 241 fr. 28. Il y a un peu plus de 100 francs d'écart. (Note de M. Ed. Petit.)

moyenne de 0 fr. 25 par franc à rembourser, soit de 0 fr. 60 pour 2 fr. 30 environ que représente en moyenne la partie des versements hebdomadaires.

« La prime pourrait, au gré des Sociétés, être ajoutée à la cotisation ou bien prélevée sur cette même cotisation. Dans les deux cas, elle serait placée à un compte de réserve particulier (Fonds libres à la Caisse des dépôts et consignations).

« Désormais mises au courant des avantages qui sont concédés au fonds commun, légalement investies du droit de promettre à leurs sociétaires des retraites garanties par des réserves correspondantes, à la seule condition d'en fournir état au Ministère de l'Intérieur, aux termes de l'article 23 de la loi du 1^{er} avril 1898, les Mutualités scolaires peuvent être en mesure de délivrer, et au besoin chaque année, des *titres ou livrets de pension* fondés sur le taux de 4,5 %.

« Ces *livrets de pension mutualiste* présenteraient même sécurité que les *livrets de la Caisse nationale des retraites*, tout en réservant à leurs titulaires une rente plus élevée.

« De plus, ils permettraient de passer en cas d'urgence, avec un compte nettement établi, dans une Mutualité, soit scolaire, soit d'adolescents, d'entrer dans une Mutualité d'adultes, sans éprouver le moindre préjudice et sans soulever la moindre difficulté...

« Le pont est jeté entre la Mutuelle scolaire et la Mutuelle d'adultes par les nouveaux statuts. »

Si l'on en croit la circulaire, signée Ed. Petit et J.-C. Cavé, qui accompagnait les premiers exemplaires du livret de pension mutualiste, l'adoption de ce nouveau livret devait marquer « sinon la dernière, du moins la plus brillante étape de la Mutualité scolaire », « porter l'œuvre à son maximum d'efficacité et préparer son couronnement ».

Dès 1903, 20,000 livrets avaient été pris.



Mais en cette même année 1903, le 11 juillet, un livre parut qui fit du bruit dans le monde mutualiste et qui jeta l'alarme au camp des Mutualités scolaires, dont la plupart se disposaient à modifier leurs statuts dans le sens indiqué par la Commission interministérielle.

Dans cet ouvrage intitulé : *La Mutualité. Ses principes. Ses bases véritables* (1 vol. in-18 jésus. Paris, Armand Colin), M. F. Lépine appréciait ainsi les statuts de la Commission :

« On voit quelles sont les grandes lignes de la réforme proposée : abandon du livret individuel, au profit du fonds commun ; institution du livret de pension mutualiste qui offrirait même sécurité que le livret individuel et sur lequel seront inscrites les pensions éventuelles acquises chaque année par le sociétaire ; pour le calcul de ces pensions, assimilation du fonds commun à la Caisse des retraites, ancien tarif de 4,5 % ; création d'une contre-assurance pour rembourser, moyennant un supplément de prime, la moitié de la cotisation versée, jusqu'à vingt et un ans, aux ayants droit du sociétaire s'il vient à décéder avant l'entrée en jouissance de la pension ; à un point de vue plus général et comme conséquence, abandon du principe de la spécialisation des cotisations en vue de la maladie et de la retraite ; le fonds commun devant recevoir désormais un prélèvement opéré sur les économies réalisées, variable par suite et subordonné au montant de la dépense annuelle entraînée par la maladie, tandis que le prélèvement fixe opéré jusqu'alors sur la cotisation unique en vue du versement au livret individuel était indépendant de cette même dépense ; enfin, rétablissement du service médical et pharmaceutique à l'instar des mutuelles d'adultes, dans les sections d'adultes des Sociétés scolaires.

« Ce sont, à nos yeux, autant d'erreurs techniques, fécondes en déceptions, dont l'adoption constituerait non un progrès,

mais un recul de la Mutualité scolaire, et compromettrait dans l'avenir l'essor et le développement de la Mutualité française tout entière (p. 66). »

Et M. Lépine établit (pp. 69-113) que le fonds commun n'est :

a) Ni le mode le plus sûr ;

b) Ni le mode le plus productif de constitution des retraites.

a) D'abord le sociétaire n'a de droits acquis à la pension sur le fonds commun qu'après quinze années au moins de sociétariat.

A supposer qu'il remplisse cette condition, jouira-t-il d'une entière sécurité en ce qui concerne la quotité de sa pension éventuelle? Evidemment non ; car cette quotité dépend du taux de l'intérêt et des chances de survie, et ces deux facteurs essentiels de la quotité sont l'un et l'autre indéterminés. Le taux de l'intérêt de 4,5 % n'est pas acquis définitivement aux Sociétés de secours mutuels — la nature des choses empêche d'ailleurs qu'il le soit — et il est même tout à fait improbable qu'il leur soit maintenu. D'autre part, il n'existe pas encore de tables de mortalité pour les Sociétés de secours mutuels et il est difficile d'en établir, en raison de l'effectif trop réduit de la plupart des Sociétés.

b) C'est un fait que le fonds commun porte actuellement intérêt à un taux supérieur de 1 % à celui que sert la Caisse nationale des retraites. Il est cependant inexact de dire avec M. Waldeck-Rousseau que « les titulaires des livrets individuels subissent actuellement une perte de 1 % sur le mode du fonds commun de retraites. » (Rapport sur les opérations des Sociétés de secours mutuels pendant l'année 1899.) Cette assertion, comme le graphique de la Commission interministérielle, repose sur une « assimilation inexacte établie à tort entre le mécanisme du fonds commun inaliénable et celui de la Caisse nationale des retraites. » Ce sont, en effet, deux organismes de nature tout à fait différente.

« Le fonds commun est inaliénable. Les pensions de retraite

qu'il alimente sont constituées à capital réservé au profit de la Société. Et ce n'est pas seulement le capital réellement versé à ce fonds par le sociétaire qui est définitivement aliéné par lui au profit de la Société, c'est encore tout le produit de la capitalisation des intérêts de ce versement depuis l'époque où il est effectué jusqu'à celle de l'entrée en jouissance de la pension. En représentation de son apport personnel total, — y compris sa quote-part des bénéfices annuels de la Société, — le membre participant ne reçoit en fait de pension que la rente perpétuelle, le revenu de cet apport capitalisé jusqu'à la liquidation. La plus-value qui s'y ajoute, et qui provient des chances de survie, n'est, elle aussi, qu'un revenu.

« Il n'en est pas de même de la Caisse nationale des retraites, qui, dans le montant de la rente viagère qu'elle sert à ses déposants, restitue à ceux-ci le produit capitalisé de leurs apports. Les arrérages sont des annuités terminables, dont le terme se trouve déterminé par la statistique des décès et comprenant : 1° les intérêts de la portion non amortie du capital constitutif de la rente ; 2° une fraction de ce capital. Le montant annuel des arrérages restant fixe, la première partie composante décroît et la seconde croît d'année en année jusqu'à l'amortissement total du produit capitalisé des versements, si ceux-ci ont été opérés à capital aliéné, jusqu'à l'amortissement de la plus-value seulement donnée à ces versements par les intérêts composés, s'ils ont été stipulés à capital réservé, c'est-à-dire remboursables aux ayants droit du déposant, à sondécès.

« Le calcul de ces annuités ne repose pas seulement sur un taux d'intérêt déterminé, mais encore sur la connaissance du terme réel de la vie des déposants, lequel doit coïncider avec le terme de l'amortissement. Or ce terme ne peut être connu à l'avance pour chaque individu considéré isolément. Mais l'application de la loi des grands nombres permet de le déterminer d'année en année pour un groupe suffisamment nombreux

d'individus du même âge, et de calculer, par suite, l'annuité fixe qui pourra être servie d'année en année aux survivants de ce groupe, de manière que l'amortissement total des capitaux constitutifs des rentes coïncide avec l'extinction du groupe. Le service de véritables rentes viagères n'est donc possible que par l'association dans une vaste mutualité, comme celle que forme la Caisse nationale des retraites (pp. 85, 86). »

« Ce qui a induit en erreur la Commission interministérielle, c'est sans doute que la Caisse nationale des retraites ne sert que le revenu à 3,5 % des capitaux prélevés sur le fonds commun que lui apportent les Sociétés qui effectuent par son intermédiaire le service des pensions de retraites. » Elle ne peut faire autrement, puisque ces pensions sont constituées à capital réservé au profit de la Société et qu'elles sont à jouissance immédiate. Dans ce cas, identique d'ailleurs à celui du versement opéré dans les mêmes conditions par un déposant isolé, le capital constitutif de la rente n'est susceptible ni d'accroissement par la capitalisation, ni de remboursement au rentier lui-même sous forme d'annuités.

Mais il en est tout autrement lorsque le versement étant fait à capital réservé, la rente est à jouissance différée. La rente comprend alors le remboursement de la plus-value acquise par le versement au cours de la liquidation, grâce à la capitalisation de ses intérêts. Cette plus-value peut devenir très importante. Elle s'élève à 4 fr. 98 pour 1 franc placé à 3,5 % pendant 52 ans.

« Le système du fonds commun inaliénable, que les pensions soient servies par l'intermédiaire de la Caisse des retraites ou directement sur les intérêts de ce fonds, est incompatible avec tout remboursement du capital au pensionnaire lui-même, non moins qu'avec toute restitution des versements à ses ayants droit lors de son décès. Aussi, en dépit de l'identité du taux d'intérêt de 4,5 %, l'ancien tarif 1883 (capital réservé) de la Caisse des retraites n'est-il nullement applicable au calcul

des pensions qui peuvent être servies sur les intérêts du fonds commun inaliénable.

« L'erreur commise à cet égard par la Commission interministérielle dans son graphique et dans l'article 36 des nouveaux statuts modèles, avant elle par M. Cavé dans son livret de pension mutualiste, a pour effet de majorer dans une forte proportion la quotité des pensions éventuelles acquises sur le fonds commun (pp. 90-91). »

Les calculs de M. Lépine lui ont permis de dresser un tableau (p. 98) établissant que la pension totale obtenue à cinquante-cinq ans par le versement annuel de 1 franc à capital aliéné au livret individuel de la Caisse des retraites serait de 16 fr. 61 (tarif 3,5 %), tandis que le même versement, affecté au fonds commun et productif d'intérêt à 4,5 %, ne donnerait qu'une rente de 12 fr. 99, soit par rapport à celle-ci une majoration de 27,9 % en faveur de celle-là.

La conclusion, — et elle s'impose, — c'est que sous le rapport de la sécurité et de la productivité, le fonds commun ne supporte pas la comparaison avec le livret individuel de la Caisse nationale des retraites. Il convient donc de ne pas engager les mutualités scolaires à se modeler sur les sociétés d'adultes ; en même temps qu'au fonds commun, il faut renoncer à l'ingénieux livret de pension mutualiste... et le *pont* reste à établir entre les Petites Cavé et les Sociétés d'adultes.

Plus encore que les idées que M. Lépine y défendait, l'allure combative de son ouvrage et surtout certaines violences de langage manifestement voulues avaient indisposé, mécontenté, indigné même certains lecteurs. On le lui fit bien voir.

*
**

L'événement pourtant devait lui donner raison. En 1905, dans un article paru dans l'« Almanach des Mutualistes », édité

par le *Matin*, sous la direction de M. Léopold Mabillean (année 1906, p. 162), avec la franchise scrupuleuse et vaillante qui l'honore, M. Cavé avoue qu'il a commis une erreur en préconisant pour la constitution des retraites le mode du fonds commun de préférence à celui du livret individuel de la Caisse nationale des retraites. Un arrêt du Conseil d'Etat du 13 janvier 1905, interprétant le paragraphe 9 de l'article 21 de la loi du 1^{er} avril, ayant justifié l'administration qui refusait le transfert aux fonds libres des intérêts non employés du fonds inaliénable, il est impossible d'établir un compte, même fictif, des droits à la retraite avec le mode du fonds commun : « il faudra toujours procéder par tâtonnements, au risque d'erreurs et d'injustices irréparables que la diminution du taux de l'intérêt aggraverait de façon plus déplorable ». M. Cavé déclare inexact et inapplicable le livret de pension mutualiste qu'il avait imaginé pour fixer la part individuelle présumée de chaque sociétaire dans le fonds commun, et il reconnaît que le « pont » s'est effondré avec ses illusions.

Il ajoute : « Il ne pourra plus être réédifié, ce *pont* si nécessaire, qu'après l'adoption, par le Parlement, des modifications à la loi de 1898 proposées par le Conseil supérieur et votées par lui dans sa dernière session (1). Encore faudrait-il, pour que cette réédification soit d'un effet durable, que l'Etat consente à garantir l'irréductibilité des pensions promises sur le taux de 4,5 % par nos Sociétés. Or on sait trop qu'avec la pénurie budgétaire de ces dernières années, la suppression de ce taux exceptionnel a déjà été agitée et que des circonstances analogues ou pires peuvent nous en priver dans un temps qu'il nous faut prévoir malheureusement. »

Le « pont mutualiste » restait donc à construire, pour

(1) Il s'agit ici de certaines modifications à la loi du 1^{er} avril 1898, reproduites dans une proposition de loi à laquelle M. Bonnevey a attaché son nom et qui a pour objet de rendre aliénable la part du fonds commun constituée par les versements des sociétaires.

assurer le passage des sociétaires des Petites Cavé dans les Sociétés d'adultes.

Une circulaire ministérielle du 12 juin 1886, que nous reproduisons ci-après, recommande à MM. les Préfets de fusionner les Sociétés d'adultes et les Sociétés scolaires, en incorporant celles-ci dans celles-là, en « réunissant les deux éléments qui composent la Mutualité : mineurs et majeurs ».

CIRCULAIRE DE M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
A MM. LES PRÉFETS

Paris, le 12 juin 1906.

Les Sociétés de secours mutuels d'adultes se plaignent que la continuation de la Mutualité scolaire en Mutualité post scolaire risque de tarir le recrutement des éléments jeunes qui leur sont nécessaires pour maintenir et augmenter leurs contingents et assurer leur vitalité.

D'autre part, mon Administration a été informée que des instituteurs collaborant au fonctionnement des Sociétés scolaires consentaient bien à continuer la perception des cotisations, mais désiraient ne pas inscrire les versements sur les livrets des sociétaires, ni assumer la responsabilité de la gestion sociale. Ils demandent à déposer lesdites cotisations dans la caisse des Sociétés d'adultes qui voudraient les recevoir et créer des sections de pupilles.

Cette mesure faciliterait, à la suite d'un *modus vivendi* accepté de part et d'autre, le passage des mutualistes scolaires dans les Sociétés d'adultes et supprimerait les difficultés actuellement existantes entre les deux modes pratiqués pour la constitution des pensions de retraite. L'unité de méthode et l'unité de caisse trancheraient la question du « pont mutualiste » agitée ces dernières années et jusqu'ici non solutionnée.

En conséquence, vous voudrez bien porter cette circulaire à la connaissance des Sociétés de secours mutuels scolaires et d'adultes de votre département et les engager à fusionner dans les communes où faire se pourra ; pour faciliter l'opération, ces dernières s'efforceront d'étendre leur cadre territorial afin de l'adapter à la circonscription des premières. Là où cette fusion ne pourra avoir lieu, il conviendra que les Sociétés d'adultes prennent l'initiative de la création de sections de pupilles admet-

tant les mutualistes scolaires à partir de 13 ans, sans stage ni droit d'entrée et avec cotisation réduite.

Il demeure bien entendu que dans les communes où fonctionne exclusivement une Société scolaire, non seulement elle doit rester autonome, mais en outre continuer autant que possible sa vie propre par la formation d'une section d'adultes ouverte à tous les habitants ayant l'âge réglementaire.

Il s'agit, dans l'espèce, d'unifier et de simplifier la Mutualité en réunissant les deux éléments qui la composent : mineurs et majeurs.

Je suis certain, Monsieur le Préfet, que les avantages de cette combinaison ne vous échapperont pas et que vous les ferez ressortir aux yeux de vos administrés.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : G. CLÉMENCEAU.

La question était tranchée ; était-elle résolue ? Assurément non. La solution simpliste proposée par M. Clémenceau est analogue, quoique opposée, à celle des partisans de la Mutualité scolaire indéfiniment prolongée. Supposons qu'elle soit acceptée par les intéressés. Il n'y aura plus de Petites Cavés, mais des Sociétés d'adultes avec sections scolaires de pupilles ; il n'en faudra pas moins trouver le moyen de faire passer un sociétaire, pupille ou adulte, d'une Société dans une autre, sans préjudice pour lui et sans dommage pour la Société dans laquelle il veut entrer. C'est sous une autre forme la question même du « pont mutualiste » qui se pose.

★
★★

Le IX^e Congrès national de la Mutualité française, qui se tint à Nice, en avril 1907, l'avait mise à l'étude. M. Rochelle, tout particulièrement qualifié par ses travaux antérieurs, fut chargé du rapport (1). Comme il le fait très sagement remar-

(1) Le rapport de M. Rochelle est reproduit *in extenso* dans *l'Avenir de la Mutualité* (n^o du 12 janvier 1907).

quer au début de son travail, « il ne s'agit pas de créer une œuvre entièrement nouvelle sur un plan d'ensemble idéal et parfait. Il s'agit de perfectionner une organisation existante en cherchant à concilier tous les intérêts en jeu. Or ces intérêts diffèrent dans chaque cas particulier ». Il n'y a donc pas de solution unique possible et c'est là un principe qu'on a jusqu'à présent méconnu.

Il en est plusieurs autres sur lesquels tous les mutualistes de bonne foi tomberont d'accord : a) le rôle de la Mutualité scolaire est de se faire l'éducatrice de la nation en inculquant aux enfants, dès leur âge le plus tendre, le respect et le culte des idées de prévoyance et de solidarité, en faisant comprendre aux parents, par un exemple quotidien, le but et l'utilité pratique des Associations mutuelles. Elle est ainsi la pépinière des Sociétés d'adultes et leur meilleur agent de propagande auprès des adultes.

Elle devra donc éviter soigneusement de nuire au recrutement des Sociétés présentant les garanties suffisantes pour l'admission des enfants de l'école laïque, chaque fois que ces Sociétés se montreront disposées à faciliter l'accès aux mutualistes scolaires par des mesures spéciales.

b) De leur côté, les Sociétés d'adultes, qui ont le plus grand intérêt à se recruter parmi l'élément jeune et vigoureux fourni par la Mutuelle enfantine, devront offrir aux mutualistes scolaires toutes facilités pour être admis dès l'âge de 13 ans, sans stage ni droit d'entrée, et avec une cotisation modique correspondant à des droits proportionnels.

Elles devront également, autant que possible, constituer une section féminine destinée à recevoir les jeunes filles ayant appartenu à la Mutualité scolaire.

c) Il ne faut pas oublier, d'autre part, que dans plus de vingt mille communes il n'existe pas de Mutuelles d'adultes. Il y a donc lieu de songer à créer des sections d'adolescents s'étendant soit à une commune, soit à un canton ou même à tout un

arrondissement. Ces sections seront groupées entre elles par département, de façon à rendre très facile la mutation. Ces sections d'adolescents devront pouvoir se développer en Mutuelles d'adultes, englobant peu à peu la plus grande partie de la population de la circonscription, les femmes aussi bien que les hommes.

Ces principes posés, M. Rochelle passe en revue les différents cas qui peuvent se présenter et les solutions pratiques que l'expérience a suggérées.

Les obstacles principaux qui s'opposent au passage des mutualistes scolaires dans la Société d'adultes sont les suivants :

1^o Le taux trop élevé de la cotisation ;

2^o L'âge d'admission dans les Sociétés d'adultes, qui varie de 15 à 24 ans ;

3^o Le stage exigé de tout nouvel adhérent ;

4^o Le droit d'entrée assez élevé, qui constitue une augmentation considérable de la cotisation, précisément au moment où le jeune mutualiste ne possède que de faibles ressources et ne profite pas encore, par suite du stage, des avantages de la Société.

Ces quatre obstacles peuvent être facilement supprimés par la création de *sections de pupilles* admettant les mutualistes scolaires à 13 ans, sans stage ni droit d'entrée, avec une cotisation plus faible que celle des adultes et des avantages proportionnels.

Les Sociétés ont, en effet, tout intérêt à s'assurer un recrutement d'adhérents jeunes, apportant à la Société le précieux appoint de leur vigoureuse santé en leur offrant des conditions spéciales (cotisations réduites avec avantages correspondants).

Elles ne doivent donc pas, comme elles le font très justement pour des sociétaires déjà âgés et fatigués, leur demander de compenser une adhésion tardive par le paiement d'un droit d'entrée progressif.

Quant au stage, qui a pour but de s'assurer que le candidat

ne sera pas une cause de ruine pour elle, la Société d'adultes peut sans crainte en dispenser ses pupilles, car le livret de la Mutualité scolaire, qui porte inscrites toutes les maladies de l'enfant pendant les années passées à l'école, constitue un certificat autrement sûr que celui délivré par un médecin à la suite d'une visite sommaire ;

5° Mais il est un cinquième obstacle, l'incompatibilité qui existe entre l'organisation de la Scolaire et celle de la Société d'adultes. Disons tout de suite que cette prétendue incompatibilité est plus apparente que réelle, et examinons les différents cas qui peuvent se présenter :

A. — La Scolaire et la Société d'adultes emploient le livret individuel de la Caisse nationale des retraites (1).

C'est le cas de Charleville-Mézières, où la Société des Employés a adopté le mode du livret individuel.

Au moment où le jeune homme quitte la Petite Cavé pour entrer dans la Société d'adultes, il emporte avec lui son livret individuel de la Caisse nationale des retraites et la nouvelle Société continue à y opérer les versements statutaires. Il n'y a ni interruption ni complication dans la constitution de la retraite.

La seule difficulté de ce système résidait jusqu'à ce jour dans l'emploi des subventions de l'État. Jusqu'à présent, en effet, l'Administration s'opposait au versement, cependant légal, des subventions à capital aliéné et même, d'une façon générale, au versement de ces subventions sur le livret individuel.

Mais la question ayant été posée au Sénat par M. Fessard (2), le Directeur de la Caisse des dépôts et consignations, M. Delattour, a reconnu le droit absolu des Sociétés ayant inscrit cette clause dans leurs statuts (art. 24 de la loi de 1898) à verser les subventions au livret individuel à capital aliéné.

(1) Le cas où les deux Sociétés seraient affiliées pour la retraite à une même caisse autonome se ramène évidemment au cas considéré.

(2) Séance du 11 avril 1906, *Journal officiel*.

B. — La Scolaire et la Société d'adultes sont toutes deux à fonds commun.

On a parlé de trouver le moyen de transférer au fonds commun de la Société d'adultes la part de fonds commun acquise dans la Scolaire par le sociétaire.

Outre que le calcul de cette part n'est pas très facile, nous ne voyons pas ce que le sociétaire gagnerait à ce transfert, à moins que la Société d'adultes n'établisse, ce qui est extrêmement rare, son barème de pension en tenant scrupuleusement compte des années de sociétariat, les années de la Scolaire venant s'ajouter à celles pendant lesquelles le mutualiste cotiserait à la nouvelle Société.

Il paraît infiniment plus pratique d'établir une fiche indiquant, autant que cela est possible, les droits éventuels du mutualiste sur le fonds commun de la Société.

(M. Clémencet, inspecteur primaire à Saint-Dié, a proposé une rédaction très ingénieuse pour une fiche de cette nature. Cf. *l'Avenir de la Mutualité*.)

La Société d'adultes, munie de cette fiche, se chargerait, le moment venu, de faire valoir les droits du sociétaire, et cette part de retraite, évidemment très minime, viendrait s'ajouter à la pension fournie par la Société.

Si le sociétaire changeait plusieurs fois de Sociétés, tous ces « éléments de pension » acquis successivement seraient centralisés par la dernière Société.

Tout cela, on le voit, n'est pas très simple. Cependant, il est possible, grâce au concours de la Fédération nationale et de l'Union des Scolaires, d'arriver à une organisation rationnelle et complète de la mutation entre Scolaires et de la centralisation des « éléments de pension. »

Ces difficultés seront d'ailleurs en grande partie supprimées, du moins pour l'avenir, dès que le Parlement aura rendu le fonds commun aliénable, conformément au vœu unanime du Conseil supérieur. (Cf. rapport de M. Lourties.)

Il sera cependant encore nécessaire de faire préciser par le législateur un point sur lequel mutualistes et Administration supérieure sont d'accord, mais que la loi de 1898 n'a pas réglé, à savoir que les quinze années de sociétariat exigées par la loi pour avoir droit à la pension peuvent être effectuées dans différentes Sociétés.

Deux Sociétés d'Orléans, l'« Union renaissante » (société de femmes), et la « Société des Jardiniers » (société mixte), ont paré à cette difficulté en effectuant elles-mêmes dans la Caisse de la Scolaire à fonds commun le versement de la somme annuellement attribuée à la retraite, jusqu'à ce que le sociétaire ait accompli ses quinze années de sociétariat.

C. — La Scolaire emploie le livret individuel et l'Adulte le fonds commun.

Ce cas n'offre aucune difficulté. Le mutualiste scolaire s'est constitué par le livret individuel des droits certains à une retraite ; il les conserve et quand il entre dans la Société d'adultes, comme un débutant, il a sur ses nouveaux collègues l'avantage de pouvoir, par un effort personnel, augmenter d'une façon très appréciable le chiffre de la pension que l'Adulte lui assure sur le fonds commun après quinze ans de sociétariat.

D. — La Scolaire emploie le fonds commun et l'Adulte se sert du livret individuel.

Le cas doit être extrêmement rare.

Il faut le prévoir cependant. La Scolaire remettrait alors à l'émigrant une fiche, comme dans le deuxième cas, et l'Adulte effectuerait ses versements sur le livret individuel de la Caisse nationale des retraites que l'enfant possède toujours dans la Scolaire.

A l'époque fixée par les statuts de la Scolaire, le mutualiste n'aura qu'à faire certifier par le Bureau de l'Adulte qu'il a bien accompli ses quinze années de sociétariat pour avoir droit à la petite pension qui lui est due sur le fonds commun.

Nous venons de voir que les difficultés signalées ne sont pas insurmontables. Il nous reste à entrer dans le détail de l'organisation pratique. Et, d'abord, comment crée-t-on une section de pupilles ? Cela ne présente aucune difficulté. Il suffit d'introduire dans les statuts de l'Adulte un article additionnel conçu, par exemple, de la façon suivante (statuts d'Ivry) :

« ART. 10 *bis*. — Il est créé dans la Société une section de pupilles admettant sans stage et sans droit d'entrée, dès l'âge de 13 ans, les mutualistes scolaires. Les enfants des membres participants non mutualistes scolaires accompliront un stage de trois mois et paieront un droit d'entrée minime (de 2 fr. par exemple).

Les pupilles peuvent faire partie de cette section jusqu'à l'âge de 18 ans, ou se faire inscrire dès l'âge de 15 ans comme sociétaires adultes.

La cotisation des pupilles est fixée à 1 franc par mois. Le recouvrement en est soumis aux mêmes règlements que pour les adultes.

La Société s'engage envers les pupilles à leur fournir en cas de maladie :

1^o Les soins du médecin de la Société et les médicaments ;

2^o Une allocation journalière de 0 fr. 75 pendant le premier mois et 0 fr. 50 pendant les deux mois suivants. Ensemble, quatre-vingt-dix jours.

Les pupilles ne participeront pas aux autres avantages de la Société. Ils sont soumis à une nouvelle visite du médecin au moment de leur entrée définitive dans la Société. »

Les conditions faites aux pupilles peuvent naturellement être modifiées. Les secours médicaux et pharmaceutiques peuvent, par exemple, être remplacés par une indemnité journalière en rapport avec le taux de la cotisation.

M. Cavé préfère cette solution, parce qu'elle permet de ne rien changer aux habitudes de la Scolaire.

Voici quelques variantes:

1^o La Société de prévoyance de Nancy (M. Laurent, président) demande une cotisation de 0 fr. 75 par mois et donne: 1^o soins médicaux et pharmaceutiques, frais funéraires; 2^o 4 fr. au livret individuel jusqu'à 16 ans. Elle continue pendant quatre années encore un versement de 2 francs, à condition que les sociétaires paient 2 francs. L'habitude étant prise, les sociétaires continuent à opérer des versements au livret individuel.

2^o A Châtellerault (Union d'arrondissement), on distingue deux catégories:

De 12 à 18 ans: cotisation, 0 fr. 50; 2 francs ou 6 francs au livret individuel; de 18 à 21 ans: cotisation, 1 franc; 6, 8 ou 12 francs au livret.

3^o Dans l'Eure-et-Loir, la Société des Instituteurs ne demande que 3 francs par an.

4^o A Chartres, les Travailleurs ne demandent que 0 fr. 75 par mois et ne donnent que les soins médicaux et pharmaceutiques.

5^o La Société l'Aide mutuelle de Nantes ne demande que 0 fr. 25 de cotisation, mais ne fait que le placement gratuit.

6^o Au Teich (Gironde), le Conseil municipal donne une subvention de 1 franc à chaque membre de la section de pupilles.

7^o La Société des Dames de Bordeaux a assuré l'avenir des jeunes filles de la Scolaire en créant une section de pupilles: cotisation, 1 franc par mois (soins médicaux et pharmaceutiques), plus une cotisation facultative de 1 franc par an pour la retraite. Résultats excellents pour la Société. Les pupilles provenant de la Scolaire peuvent continuer à alimenter leur livret individuel de la Caisse nationale des retraites.

8^o Même mesure a été prise par la « Prévoyante rémoise », société de dames (Reims), et par l'« Alliance mutuelle », société familiale (Bordeaux).

Des sections de pupilles analogues existent dans de nombreuses Sociétés.

La création d'une section de pupilles dans la ou les Sociétés d'adultes de la commune ne suffit pas pour que les mutualistes scolaires quittant l'école s'y fassent inscrire en masse.

Il faut les y amener et pour cela il paraît bon de créer auprès de chaque école un *Comité de propagande mutualiste* composé du directeur et de ses adjoints, du bureau de la Scolaire, des présidents de Sociétés d'adultes et de pères de famille mutualistes.

A la fin de chaque année scolaire, le directeur de l'école signale à ce Comité les élèves qui vont le quitter.

Les membres du Comité agissent individuellement auprès des parents pour faire entrer l'enfant dans la Société qui lui convient le mieux.

Cette mesure, peu utile à la campagne, où l'instituteur connaît tout le monde, est indispensable dans les grandes agglomérations.

En dehors des sections de pupilles des Mutuelles d'adultes, il existe aujourd'hui dans beaucoup de lycées et collèges des sections secondaires de Mutualité scolaire qui assurent l'avenir du petit mutualiste bien au delà de l'âge de 13 ans.

Elles forment, en général, une simple section de la Mutuelle primaire, et l'enfant y continue ses versements sans interruption et sans plus de formalités que s'il passait d'une école primaire dans une autre. Elles constituent un véritable pont entre l'école primaire et la Société d'adultes, puisqu'elles gardent l'enfant jusqu'à 17 ou 18 ans, mais elles ne peuvent évidemment être créées partout.

Les solutions pratiques de la question du pont mutualiste sont donc, ainsi que le disait M. Rochelle, au début de son travail, extrêmement variées.

Mais si l'on n'envisage que les cas les plus fréquents, elles peuvent se ramener à trois types principaux :

1^o Création par les Sociétés d'adultes de sections de pupilles

admettant les mutualistes scolaires dès l'âge de 13 ans, sans stage ni droit d'entrée, avec une cotisation réduite (0 fr. 50), 1 franc ou 2 francs par mois, ne donnant droit qu'à des avantages proportionnels ;

2° Création par les Scolaires, là surtout où il n'existe pas de Sociétés d'adultes pouvant admettre les élèves de nos écoles publiques, de sections d'adolescents qui se transformeront peu à peu en Mutualités d'adultes *familiales* ;

3° Création par l'Union départementale, avec le concours du Comité départemental de la Mutualité scolaire, d'une Caisse post scolaire permettant aux enfants de continuer leur effort de prévoyance jusqu'au moment où ils entreront dans une Société d'adultes de leur choix.

Ces solutions raisonnées et pratiques ont été adoptées, à l'unanimité, par le IX^e Congrès national de la Mutualité.

Le Congrès régional de Troyes (21 juin 1907), sur un rapport de M. Rémond, inspecteur d'Académie de l'Aube, a fait siennes les conclusions du Congrès de Nice et a voté les vœux suivants :

a) Conclusions du Congrès de Nice :

1° Création, dans les Sociétés d'adultes, de sections de pupilles recevant les mutualistes scolaire dès l'âge de 13 ans ;

2° Création, par les Scolaires qui ne se trouvent pas en présence d'une Mutualité d'adultes, de sections d'adolescents et d'adultes aboutissant à une Mutualité familiale ;

3° Création de Caisses départementales post scolaires organisées par les Unions, recueillant les mutualistes scolaires qui n'ont pu profiter des deux premières combinaisons (1) ;

4° Partout où il n'y a ni Mutualité scolaire ni Mutualité

(1) En ce qui concerne le troisième vœu (création de Caisses départementales post scolaires), la Commission a jugé qu'elle n'était pas suffisamment éclairée et a réservé son avis sur la constitution des nouveaux organismes qu'il comporte.

d'adultes, créer d'emblée une Société familiale, de préférence cantonale ;

5° Créer des Comités départementaux ou locaux de propagande chargés d'assurer pratiquement le passage de la Mutualité scolaire dans la Mutualité d'adultes ;

b) Autres vœux :

1° Que les Sociétés d'adultes admettent dans leurs rangs l'élément féminin ;

2° Que les Sociétés d'adultes encouragent les mutualistes scolaires passés dans leurs rangs à continuer leurs versements au livret individuel et leur servent d'intermédiaire pour les versements ;

3° Qu'il soit décidé expressément que les quinze années de sociétariat nécessaires pour avoir droit à une pension sur le fonds commun peuvent avoir été accomplies dans plusieurs Sociétés scolaires ou d'adultes ;

4° Qu'un organe central soit créé, qui réunisse les éléments de pension acquis dans différentes Sociétés scolaires.

Entre la Mutualité scolaire et la Mutualité d'adultes, un pont — ou plutôt des ponts — sont jetés : Mutualités de pupilles chez les adultes, Mutualités d'adolescents chez les Scolaires. En tenant compte partout des conditions locales, l'unité mutualiste se trouvera réalisée sans dommage pour personne.

CHAPITRE VI

La Mutualité scolaire de 1900 à nos jours *(suite et fin)*.

Les Sociétés de secours mutuels et les Unions de Sociétés. — Les Unions de Sociétés scolaires. — L'Union nationale des Mutualités scolaires publiques.

Avant la loi du 1^{er} avril 1898, les Sociétés de secours mutuels vivaient les unes à côté des autres, travaillant séparément à l'œuvre de prévoyance et de solidarité qui leur était commune, sans qu'il y eût entre elles d'autre lien que le lien tout extérieur d'une réglementation identique.

Mais avec le développement des Sociétés et en même temps que croissait leur naturelle ambition, des difficultés apparaissaient, des questions se posaient qui montraient l'étroitesse des anciennes conceptions et l'insuffisance des formules primitives. C'est qu'il ne s'agit plus seulement pour les Sociétés de secours mutuels d'assurer le service-maladie par la traditionnelle organisation du secours médical et pharmaceutique : il leur faut aujourd'hui entreprendre par l'hygiène la lutte préventive contre la maladie, sans compter qu'elles ont à résoudre le problème de la réassurance. De son côté, le service-retraite ne saurait plus être actuellement considéré comme un accessoire du service-maladie : il est, lui aussi, l'une des fins légitimes de la prévoyance organisée. Mais, pour fonctionner utilement, il faut de toute nécessité qu'il repose sur des données scienti-

fiques, et les savants nous ont appris que, seuls, les groupements humains de quelque importance peuvent prétendre au bénéfice de la loi des grands nombres et s'essayer à « faire de la certitude avec du hasard ». Enfin, la Mutualité doit trouver le moyen de maintenir dans ses cadres, sans compromettre leur situation acquise, ceux de ses membres obligés à l'absence ou au changement de Société; elle doit, en termes techniques, réaliser la subsistance et la mutation.

Tous ces problèmes, d'une importance capitale pour les Sociétés de secours mutuels, demeuraient pour elles sans solution possible, tant qu'elles resteraient isolées, aussi longtemps qu'elles mèneraient une vie sporadique, forcément médiocre et précaire.

L'article 8 de la loi du 1^{er} avril (1) permit enfin aux Sociétés de s'unir, en conservant d'ailleurs leur existence propre et leur entière indépendance. « La loi de 1898, comme l'a dit M. Cheysson, — c'est peut-être la plus précieuse innovation de cette loi — permit à la Mutualité de se doter enfin de cette organisation fédérative sans laquelle elle restait jusqu'ici à l'état de corps invertébré et se composant de membres disjoints sans charpente pour les relier. » (Congrès international de 1900.)

Aussitôt on vit des Unions locales, cantonales, départementales se former çà et là, au hasard des besoins et selon la rencontre des initiatives, et rendre manifestes les avantages de

(1) Art. 8. — Il peut être établi entre les Sociétés de secours mutuels, en conservant d'ailleurs à chacune d'elles son autonomie, des Unions ayant pour objet notamment :

- a) L'organisation, en faveur des membres participants, des soins et secours énumérés dans l'article 1^{er}, notamment la création de pharmacies, dans les conditions déterminées par les lois spéciales sur la matière ;
- b) L'admission des membres participants qui ont changé de résidence ;
- c) Le règlement de leurs pensions viagères de retraite ;
- d) L'organisation d'assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les Sociétés se sont engagées à pourvoir, notamment la création de Caisses de retraites et d'assurances communes à plusieurs Sociétés pour les opérations à long terme et les maladies de longue durée ;
- e) Le service des placements gratuits.

l'association au second degré, en instituant des services que par leurs seules forces les Sociétés isolées auraient été incapables d'assurer.

Bientôt l'organisation s'enrichit à la fois et se précise : une multiplicité de fonctions hiérarchisées, disposant les unes et les autres d'organes appropriés, fait apparaître la vivante unité de l'organisme mutualiste. M. Mabillean en a fait un exposé magistral (Cf. *La Mutualité française*, pp. 75-97. Bordeaux, G. Delmas, 1904). A la base, indépendante et autonome, la cellule constitutive de tout l'organisme, la *Société*, n'entreprend que les services rudimentaires de la Mutualité, le service de maladie, par exemple, qui exige la proximité et la surveillance de tous les membres. Immédiatement au-dessus de la Société, le *Syndicat urbain*, groupant toutes les Sociétés de la ville ; son objet propre est de perfectionner le service-maladie par la création de dispensaires, d'offices de consultations, de pharmacies mutualistes, etc., et de réaliser les œuvres accessoires que prévoit la loi : cours professionnels, placement gratuit, caisse de chômage. Puis vient l'*Union* qui, en principe, est départementale, mais qui peut se restreindre à l'étendue de l'arrondissement, soit provisoirement, en attendant l'accord de l'ensemble de la population mutualiste, soit exceptionnellement lorsque les circonscriptions sous-préfectorales représentent des régions indépendantes et suffisantes. L'Union est l'organe essentiel de la vie mutualiste supérieure ; car, dans les grandes villes seulement, les Sociétés sont assez importantes pour aborder les services du Syndicat, et il est d'autres services que seule la circonscription départementale peut réaliser : réassurance, participation à l'assistance, hôpitaux, hospices, caisses de retraite et d'assurance, etc... La *Fédération régionale* groupe plusieurs Unions pour les grands services d'hygiène et de prophylaxie, les établissements de repos et de cure, stations et sanatoriums, etc... Enfin, la *Fédération nationale* termine et coordonne l'organisation mutualiste, sans d'ailleurs enlever une

part quelconque de leur liberté aux Sociétés, ni aux Unions, ni aux Fédérations régionales, elle vient « couronner la hiérarchie ascendante des fonctions et des groupes mutualistes en réalisant les services généraux qui unifient l'institution. »

*
**

La Mutualité scolaire s'empresse de mettre à profit les libérales dispositions des articles 8, 16 et 17 de la loi du 1^{er} avril.

Un arrêté ministériel du 26 juin 1900 approuve les statuts de l'*Union des Mutualités scolaires de la Seine*.

L'*Union départementale des Sociétés approuvées de Mutualité scolaire du Pas-de-Calais* reçoit l'approbation ministérielle le 18 juin 1901. Elle a pour but, tout en respectant l'autonomie de chaque Société adhérente :

1^o D'aider au développement de la Mutualité scolaire en recherchant tout ce qui peut favoriser l'extension et le progrès des Sociétés adhérentes au double point de vue matériel et moral, et en organisant par tous les moyens dont elle disposera la propagande en faveur de ces Sociétés ;

2^o De rechercher, d'étudier et de propager toutes les mesures générales dont l'adoption, toujours libre et volontaire de la part des Sociétés adhérentes, tendrait soit à diminuer les frais de chacune d'elles, soit à simplifier son fonctionnement, soit à donner plus d'extension et de sécurité à ses moyens d'action ;

3^o De favoriser le passage d'une Société dans une autre ou la mise en subsistance ;

4^o De venir en aide aux Sociétés éprouvées par une épidémie, au moyen de prêts temporaires qui leur permettraient d'attendre les subsides que l'Etat met à la disposition des Sociétés de secours mutuels pour les cas de ce genre ;

5^o De représenter vis-à-vis les Pouvoirs publics les Sociétés

dont elle se compose et de se faire l'interprète de leurs droits, de leurs besoins et de leurs vœux.

Les paragraphes, 1, 2, 3, 5 sont la reproduction en termes différents, des dispositions de l'article 1^{er} des statuts de l'*Union des Mutualités scolaires de la Seine* (Cf. *supra* p. 42), mais le paragraphe 4 contient une heureuse innovation : on y prévoit une intervention effective, une aide efficace de l'Union au profit des Sociétés adhérentes éprouvées par une épidémie.

L'Union du Pas-de-Calais groupe les 43 Mutualités scolaires cantonales du département. Elle a unifié les comptabilités des diverses Sociétés, ce qui a rendu possible et même facile la mutation et la mise en subsistance. Elle a constitué une Commission d'arbitrage en vue de régler les différends qui peuvent survenir soit entre Sociétés et sociétaires, soit entre Sociétés, soit entre l'Union et les Sociétés. C'est encore à l'Union du Pas-de-Calais que revient le mérite d'avoir facilité la répression des abus en matière d'indemnité de maladie, en faisant dresser par une Commission spéciale présidée par M. le docteur Lourties le tableau des principales maladies de l'enfance avec leur durée moyenne, sauf complications.

En novembre 1900, le Bulletin départemental du Loiret (année 1900, p. 597) publiait une Note qu'il nous a paru intéressant de reproduire ci-après. Elle montre comment, sous la pression des événements, l'idée d'une Fédération ou Union départementale des Mutualités scolaires a pris naissance dans le Loiret.

Fédération des Mutualités scolaires du Loiret.

A plusieurs reprises, depuis un an, les Mutualités scolaires du département ont eu à résoudre des difficultés résultant du changement de résidence de leurs adhérents. Les solutions adoptées n'ont pas toujours satisfait les intéressés : de là quelques démissions et un certain ralentissement dans le mouvement des adhésions nouvelles.

Les administrateurs des Mutualités se sont émus de cette situation et

M. l'Inspecteur d'Académie, saisi de la question, l'a soumise au Comité des Inspecteurs primaires, dans sa réunion du 10 novembre.

De l'échange de vues qui a eu lieu, il résulte :

1^o Qu'une *Fédération* ou *Union* des Mutualités scolaires du Loiret paraît seule capable, sinon de faire disparaître, au moins d'atténuer notablement les difficultés signalées ;

2^o Que, pour faciliter la prompte réalisation de cette Fédération, on ne devra demander aux Mutualités existantes que la moindre somme possible de sacrifices, soit en ce qui concerne les cotisations à payer par elles, soit au point de vue de la modification de leurs statuts ;

3^o Qu'il serait utile, par suite, de provoquer dans le plus bref délai la réunion d'un Congrès des délégués de toutes les Petites Cavé du département aux fins de préparer un projet définitif de Fédération de ces Sociétés sur les bases suivantes :

A. — Constitution d'un Comité central, représentant officiel de la Fédération et chargé d'étudier et de trancher au besoin, par des démarches auprès des autorités compétentes, toutes les difficultés que soulèverait l'application des statuts des Sociétés fédérées. Ce Comité serait, en outre, chargé de la propagande mutualiste dans le département ;

B. — Constitution d'un fonds social de la Fédération destiné à faire face aux frais de correspondance, au moyen d'un prélèvement de un centime pour chaque membre des Mutualités (honoraires ou participants) ;

C. — Autonomie de chaque Société adhérente, non seulement au point de vue de son administration, mais aussi de ses statuts, — toutefois avec addition obligatoire d'un article visant les sociétaires changeant de résidence et spécifiant que ces adhérents pourront demander :

1^o Soit leur prise en subsistance par la Mutualité de leur nouvelle résidence (adhérente à la Fédération) (1) ;

2^o Soit leur admission dans cette Mutualité sans stage et en conservant leurs droits à la retraite dans leur Société d'origine. — Pour avoir droit à cette retraite servie sur les ressources propres de chaque Mutualité, il suffira qu'en tout ils aient *trente ans, par exemple*, de sociétariat

(1) Lorsqu'une Société prend un mutualiste en subsistance, elle perçoit ses cotisations statutaires, lui alloue les indemnités de maladie au nom et pour le compte de la Société dont le mutualiste fait partie. A la fin de chaque exercice, le règlement des comptes se fait par l'intermédiaire des trésoriers sans intervention des adhérents.

dans les diverses Mutualités dont ils auront fait partie ; chaque Société
eur servira une retraite partielle calculée au prorata de leurs verse-
ments.

Orléans, le 11 novembre 1900.

Le Secrétaire,

J. PHILIBERT.

N. B. — Nous prions MM. les Instituteurs de soumettre ce compte
rendu aux Comités de toutes les Mutualités scolaires du Loiret. — Si ces
Comités approuvent l'idée d'une entente entre toutes les Sociétés simi-
laires, ils voudront bien désigner un délégué dont le nom me sera
adressé. Si les intéressés veulent bien, en même temps, me donner man-
dat de provoquer la réunion de tous les délégués à Orléans, je prendrai
les mesures nécessaires en temps opportun.

L'Inspecteur d'Académie,

FERRAND.

Le 28 mars 1901, les délégués des Mutualités scolaires étaient
convoqués pour « étudier de concert les moyens d'assurer à
chaque Société mutuelle l'appui fraternel de toutes les autres ». Une
Commission d'études fut chargée de mettre au point le
projet de statuts sur lequel l'accord devait se faire, et, le
2 mai, l'Assemblée générale des délégués arrêtait les statuts
de l'Union qui furent approuvés le 26 septembre 1901.

L'Union a pour but :

1^o D'établir un lien de solidarité entre les diverses Sociétés
scolaires approuvées de secours mutuels et de retraite de la
région ;

2^o De résoudre au mieux des intérêts des membres partici-
pants les difficultés qui résultent pour eux de leur changement
de résidence ;

3^o De poursuivre, par une active propagande, la création de
Mutualités scolaires dans toutes les localités où il n'en existe pas
encore ;

4^e De constituer, conformément à la loi du 1^{er} avril 1898, au profit des membres participants des Sociétés adhérentes, un fonds commun départemental de retraite, au moyen de versements faits dans les conditions prévues à l'article 14, mais dont la quotité par membre participant ne peut être inférieure à 1 franc. Ce fonds départemental de retraite remplacera les fonds de retraite créés en fait ou en principe par les Mutualités adhérentes à l'Union antérieurement à leur adhésion.

Grâce à ce fonds commun, les mutualistes émigrant d'une Société scolaire du département dans une autre voient leurs droits à la retraite sauvegardés.

L'Union du Loiret est prospère; elle groupe trente-huit Sociétés. Son avoir social est de 150,000 francs.

Dans plusieurs autres départements, une Union s'est constituée, qui porte tantôt le nom de *Fédération* (Eure-et-Loir, Indre-et-Loire, Deux-Sèvres, Yonne), tantôt celui de *Comité départemental* (Charente, Hérault). L'*Union des mutualistes scolaires de la Gironde* a été approuvée le 30 juin 1903.

*
**

Après s'être élevée de l'existence rudimentaire que mènent les Sociétés isolées à la vie supérieure des Unions, la Mutualité scolaire a complété son organisation: les Unions se sont à leur tour fédérées.

Dès le 13 février 1902, au nom de l'Union du Loiret, dont il était le président, M. Ferrand, inspecteur d'Académie, adressait à ses collègues une circulaire ainsi conçue :

MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE,

Beaucoup de nos Sociétés mutuelles scolaires, celles des grandes villes en particulier, ont un mouvement migrateur de sociétaires très préjudiciable à ceux-ci et qui nuit au développement de l'œuvre.

« L'admission en subsistance » remédie dans une certaine mesure à ces inconvénients, mais l'expérience a démontré que très peu de mutualistes usent de cette faculté, d'ailleurs assez onéreuse.

Nous avons pu résoudre ces difficultés en ce qui concerne nos mutualistes ne quittant pas le Loiret par la formation d'une Union départementale dont vous trouverez les statuts sous ce pli.

Pour les sociétaires quittant le département, les difficultés subsistent toujours ; mais les avantages que procure une Union départementale ne pourraient-ils s'étendre à tous les mutualistes du territoire par la création d'une Fédération ? Nous le croyons. Le Comité central de l'Union du Loiret a décidé, en conséquence, qu'il y avait lieu de provoquer un mouvement fédératif de toutes les Mutualités scolaires de France, et il propose comme base d'entente les principes suivants :

1° Acceptation sans stage d'un mutualiste émigrant ;

2° Faculté pour celui-ci de parfaire dans la nouvelle Société les quinze années de sociétariat nécessaires pour avoir droit à pension à 55 ans d'âge.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me donner votre avis sur ce projet

Veillez agréer, Monsieur et cher collègue, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

L'Inspecteur d'Académie,

FERRAND.

Un concours de circonstances tout à fait fortuit empêcha la réalisation immédiate du projet de Fédération.

En avril 1906, M. Edouard Petit proposa aux mutualistes scolaires réunis à Bordeaux, à l'occasion du 2^e Congrès international des colonies de vacances, de reprendre le projet momentanément abandonné ; sa proposition obtint immédiatement l'approbation des personnes assistant à la réunion, et, séance tenante, l'*Union nationale des Mutualités scolaires de l'Enseignement public* fut fondée.

Un Comité d'initiative fut chargé d'organiser la propagande, de recueillir les adhésions de principe et d'élaborer le projet de statuts en vue de la première Assemblée générale qui se tint à

Paris, le 2 juin 1906, au siège de la Ligue française de l'Enseignement.

Dans son supplément bi-mensuel (n° 9, 5 mai 1906), l'*Avenir de la Mutualité* annonça la création incessante de l'*Union nationale des Mutualités scolaires*, en ajoutant, pour prévenir tout malentendu : « Le premier acte de l'Union sera évidemment de s'affilier à la Fédération nationale de la Mutualité française, dont elle veut être la collaboratrice et non la rivale ».

La précaution n'était pas inutile.

Le 2 juin, les délégués des diverses Sociétés ou Unions qui avaient adhéré en principe au projet d'une Union nationale votèrent les statuts et constituèrent le bureau de l'Union, dont M. Cavé fut, à l'unanimité, nommé président.

L'Union nationale laisse à chacune des Sociétés adhérentes son autonomie administrative et financière (art. 3).

Elle a pour but essentiel :

De resserrer les liens de solidarité entre les Sociétés adhérentes ;

De favoriser le développement de la Mutualité scolaire et la création de nouvelles Sociétés, particulièrement dans les établissements d'enseignement secondaire, ainsi que la création d'Unions départementales scolaires ;

D'étudier, sur la demande des Sociétés intéressées, toutes les améliorations qui les préoccupent et d'en poursuivre la réalisation ;

De faciliter la mutation des mutualistes scolaires d'une Société dans une autre ;

D'assurer le passage des mutualistes scolaires dans les Sociétés d'adultes ;

D'assurer, *avec la collaboration des Unions départementales*, la centralisation des arrérages de pensions des mutualistes dont les quinze ans de sociétariat n'ont pas été effectués dans la même Société (art. 4).

Ces déclarations étaient assez nettes pour être comprises; le furent-elles? Il ne le semble pas, car dans le monde mutualiste, l'alarme fut chaude. L'Union nationale des Sociétés scolaires allait créer un empire dans un empire et compromettre l'unité organique de la Mutualité française. Il fallut les démarches réitérées et les solennelles affirmations de MM. Cavé et Petit pour dissiper les inquiétudes et rasséréner le Conseil fédéral. (Cf. *Avenir de la Mutualité*. Lettre de M. Léopold Mabillean, du 6 juin 1906.)

L'Union nationale se mit à l'œuvre. Au bout de six mois elle avait groupé deux cent vingt mille adhérents. Son bureau s'était mis en rapport avec le Directeur de la Caisse nationale des retraites pour obtenir une simplification des formalités et des écritures imposées aux versements sur livret individuel.

C'est encore au Bureau de l'Union qu'on doit la circulaire qui fut adressée aux Inspecteurs d'Académie les invitant à compléter le réseau des Petites Cavé de façon à rendre possible l'affiliation de tous les pupilles de l'Assistance.

Grâce à son intervention, la circulaire ministérielle du 8 décembre 1906 devint caduque, qui avait causé une émotion bien compréhensible dans le personnel des Sociétés scolaires; une nouvelle réglementation électorale prévalut, plus conforme à l'équité et à la volonté même du législateur (1).

L'Union nationale compte aujourd'hui trois cent mille adh-

(1) Il s'agissait de la nomination du délégué des Sociétés de secours mutuels existant dans le canton — délégué qui fait partie de la Commission cantonale instituée par l'article 11 de la loi du 14 juillet 1905 et chargée de statuer sur les réclamations présentées contre les décisions des Conseils municipaux relatives à l'inscription sur les listes, le taux des allocations, etc. (Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources.)

La circulaire ministérielle du 8 décembre 1906 écartait du droit électoral les sociétaires âgés de moins de 16 ans, alors qu'aux termes de la loi du 1^{er} avril 1898 (art. 3), les mineurs peuvent faire partie des Sociétés de secours mutuels sans l'intervention de leur représentant légal.

rents. Elle a son *Bulletin officiel* (1) qui lui permet de se tenir en communication constante avec toutes les Scolaires de France. Grâce à elle, les travaux des Mutualistes scolaires se feront désormais avec plus d'ordre et de méthode ; chaque effort vers le mieux ne sera plus un « éternel et inutile recommencement ». L'adage mutualiste se vérifiera : « Tous pour un, un pour tous » ; l'initiative d'un seul profitera à tous et chacun épargnera à tous les autres les tâtonnements auxquels il se sera attardé, les mécomptes qu'il aura éprouvés, les erreurs qu'il aura commises. Et ce ne sera pas le moindre service que l'Union nationale aura rendu à la Mutualité scolaire, ou, plus justement, à la Mutualité française.

(1) L'Assemblée générale de l'Union qui s'est tenue à Besançon, le 2 août 1907, a décidé d'adopter comme Bulletin officiel *La Mutualité scolaire et post-scolaire* qui, depuis le 1^{er} janvier 1906, paraissait comme supplément de *l'Avenir de la Mutualité*, sous la direction de M. E. Rochelle.

CHAPITRE VII

La Mutualité scolaire et l'Enseignement privé.

Congrès des Œuvres de Jeunesse (Marseille, 1897). — Congrès de la Jeunesse catholique (Besançon, 1898). — Congrès de l'Union des Œuvres ouvrières (Montpellier, 1899). — Congrès catholiques des Mutualités scolaires (Plaisance, 1901; Paris, 1903). — La propagande. — Centres et organes de diffusion. — La « Jeunesse Prévoyante ».

Il était tout naturel que l'enseignement privé adoptât la Mutualité scolaire qui avait si bien réussi dans les écoles publiques.

Dans son Rapport sur l'éducation populaire en 1900-01, M. Edouard Petit écrit : « Nous tenons à signaler un fait qui constitue une symptomatique innovation dans l'œuvre de l'Eglise enseignante : la Mutualité scolaire a été adoptée et préconisée au Congrès international catholique (1900), au Congrès régional de Lille (1901), de Montluçon (1901). Elle a été expliquée dans le détail de son mécanisme par M. Vermont, membre du Conseil supérieur de la Mutualité, qui en est devenu l'ardent propagandiste dans les Ecoles congréganistes. »

Mais si l'on en croit M. André Hua (La Mutualité scolaire, n° 116 de l'*Action populaire*, Paris, Lecoffre, p. 5), « les premières Mutualités scolaires ont été établies sous l'inspiration chrétienne : en 1855 fut fondée à Dunkerque une « œuvre de jeunesse » qui n'était autre qu'une Mutualité ; une seconde fut organisée par les Frères des écoles chrétiennes, à

La Rochelle, en 1861 ; une troisième fut établie, en 1869, par les Sœurs de Saint Vincent de Paul, dans leurs écoles de Marseille. » M. Max Turmann (Cf. *l'Education populaire*, 3^e édition, pp. 54 et suiv. Paris, J. Gabalda, 1907) prétend aussi que, comme les autres institutions auxiliaires de l'école, les Mutualités scolaires ont une origine chrétienne : « Les catholiques, écrit-il, n'ont pas attendu la Ligue de l'Enseignement pour avoir l'idée des Mutualités scolaires », et il cite, à l'appui de sa thèse, les mêmes faits et les mêmes dates que M. A. Hua.

Il semble bien pourtant que dans les écoles privées, la Mutualité scolaire n'a été prêchée ni si tôt, ni si tard, et la paternité des Sociétés scolaires de secours mutuels et de retraite ne saurait être raisonnablement contestée à M. J.-C. Cavé. Sur ce point, un témoignage nous paraît décisif : c'est celui de M. l'abbé Jouanolou, qui, sous le pseudonyme de Jean La Bigorre, a publié, en 1901, une brochure in-8° de 72 pages sous ce titre : *Les Mutualités scolaires*, manuel théorique et pratique à l'usage des fondateurs et directeurs. (Tarbes, Bibliothèque des Missionnaires du Travail.) Il rappelle (p. 16) qu'en novembre 1898, M. Max Turmann disait au Congrès de la Jeunesse catholique de Besançon : « Sur ce point (les Mutualités scolaires), il ne faut pas hésiter à le déclarer, les catholiques sont dans un état de lamentable infériorité. Deux chiffres le prouveront : tandis que nous comptons chez nous à peine quelques chétifs essais de Mutualités scolaires, nos concurrents ont déjà fondé 400 Sociétés de ce genre, groupant ensemble 4,000 écoles laïques, 200,000 écoliers, et ayant mis en réserve près d'un million d'économies. » Et Jean La Bigorre ajoute : « La situation n'a pas beaucoup changé depuis deux ans : d'un côté, toujours de chétifs essais » ; de l'autre, des chiffres de plus en plus « écrasants ».

Plus loin il écrit : « Je crois en avoir dit assez pour décider mes confrères à prendre rang dans la croisade mutualiste.

Nous n'avons pas eu l'honneur d'en prendre l'initiative ; contribuons du moins à la rendre utile et féconde, et rachetons ainsi le temps perdu » (p. 22).

Ce n'est pas que les catholiques aient manqué d'enseignements ou de recommandations à ce sujet. En mai 1897, le Congrès des Œuvres de Jeunesse, réuni à Marseille, avait émis les vœux suivants :

1^o Qu'il soit établi entre les enfants des écoles et patronages... des caisses de secours mutuels et de retraite ;

2^o Que les jeunes gens de la classe intellectuelle fassent, dans la mesure de leurs moyens, des conférences dans les écoles et toutes autres associations sur les avantages de la mutualité.

Malgré tout, le monde catholique mettait peu d'empressement à accueillir cette institution nouvelle : le patronage de la Ligue de l'Enseignement la lui rendait suspecte (Cf. Jean La Bigorre, p. 48), et puis, avant la loi du 1^{er} avril, ce n'était pas chose si aisée que d'établir une Société de secours mutuels.

« Par crainte de se créer des ennuis sans aboutir à rien, le clergé et les congrégations enseignantes, ne soupçonnant d'ailleurs pas le danger, laissèrent leurs concurrents exercer librement leur zèle sur le champ encore inexploré de la mutualité scolaire. » (*Id.*, p. 49.)

Enfin « les Mutualités scolaires ont été victimes du rang inférieur qu'elles occupent, malgré leur incontestable utilité, dans la hiérarchie des œuvres auxquelles peut s'appliquer le zèle sacerdotal, et aussi de la crainte, à mon avis injustifiée, qu'elles ne vinssent porter préjudice à des œuvres pieuses qui sont en grande faveur dans les écoles catholiques : Propagation de la Foi, Sainte-Enfance, etc. » (*Id.*)

C'est en 1898 que M. l'abbé Gossard, directeur de la maison Saint-Paul de Beauvais, fonde la « Société de secours mutuels et de retraite des patronages de l'Oise », société approuvée

(l'arrêté d'approbation est du 6 septembre 1898) et, croyons-nous, la première Société scolaire de l'enseignement privé. Vers la même époque, une Mutualité était créée au patronage Saint-François-Xavier de Besançon.

Le Congrès des Œuvres ouvrières, tenu en septembre 1899, émit des vœux à peu près identiques à ceux du Congrès des Œuvres de Jeunesse tenu à Marseille en 1897.

La propagande s'organise. On fait connaître l'œuvre par des brochures, des conférences, des rapports dans tous les Congrès catholiques (Paris, Autun, Bourges, 1900 ; Lille, Montluçon, 1901).

La « Société générale d'Éducation et d'Enseignement » de Paris rédige et répand un Projet de statuts d'une Société scolaire de secours mutuels et de retraite approuvée ; elle crée un bureau central des Mutualités. — La « Fédération des groupes d'études du Sud-Est », qui a son siège à Lyon, édite, de son côté, un tract qui comprend une notice sur le mécanisme des Mutualités scolaires, les spécimens des imprimés nécessaires pour le fonctionnement de ces institutions et un modèle de statuts pour Société scolaire libre. — Tarbes est, avec Paris et Lyon, un des principaux centres de diffusion. M. l'abbé Jouanolou, directeur au Grand Séminaire, publie, à l'usage des fondateurs et directeurs de Mutualités scolaires, un Manuel théorique et pratique, et, joignant l'exemple au précepte, il organise, avec M. l'abbé Lafforgue, un certain nombre de Sociétés à Bagnères-de-Bigorre, dans la région pyrénéenne et dans tout le Sud-Ouest.

La plupart des revues et journaux catholiques s'occupent des Mutualités scolaires : l'*Echo des Œuvres sociales*, le *Sillon*, la *Sociologie catholique* (articles de M. l'abbé Brouillet, dès le mois d'octobre 1899) ; chaque mois, dans la *Chronique du Sud-Est*, plusieurs pages sont consacrées aux questions intéressant la Mutualité.

En novembre 1901, un premier Congrès catholique des

Mutualités scolaires se réunit à Plaisance, sous la présidence de M. Max Turmann, professeur à l'Université de Fribourg (Suisse). A cette date, plus de cinquante Mutualités fonctionnaient dans les écoles congréganistes établies sur tous les points de la France : dans les arrondissements de Lyon, à Pamiers, Tarare, Valence, Mâcon, Saint-Etienne, Romans, Voreppe, Béziers, Rouen, Toulon, Vias (Hérault), Brive, Rennes, Sedan, Le Havre, Vitry-le-François, Bordeaux, Bagnères-de-Bigorre, Brest... Au Congrès, l'opportunité, l'urgence même de l'œuvre ne fut pas discutée. On y loua fort l'initiative de ceux qui l'avaient installée, mais on s'attacha surtout à coordonner les efforts et à déterminer les points essentiels d'un plan d'ensemble qui pourrait se résumer ainsi :

1^o La circonscription d'une Mutualité scolaire doit être, autant que possible, le diocèse, tout au moins l'arrondissement ou le canton ; dans des centres importants, en effet, on trouvera plus facilement des hommes compétents pour composer un Conseil d'administration ainsi qu'un trésorier capable et dévoué. Le grand nombre des membres participants assurera d'ailleurs la prospérité matérielle et l'unité de direction facilitera l'entente avec les Mutualités d'adultes qui devront accueillir les jeunes gens à leur sortie de la Mutualité scolaire, à 21 ans au plus tard.

2^o La Mutualité scolaire doit être approuvée, sauf dans des cas particuliers dont les fondateurs sont juges, parce que les avantages pécuniaires sont grands et que le contrôle de l'Etat, loin d'être ici un inconvénient, est, au contraire, une garantie que la comptabilité sera bien tenue, c'est-à-dire que la Société sera prospère.

3^o Il faut, en général, proposer aux enfants, comme un tout indivisible, le secours en cas de maladie et la retraite, les livrets d'épargne et les dots ne devant être proposés que dans des cas particuliers. (D'après la *Correspondance hebdomadaire* du 27 novembre 1901.)

Au commencement de 1902, la *Jeunesse prévoyante du diocèse de Paris* était constituée conformément au plan du Congrès de Plaisance : la Société comptait, au bout d'un an, plus de 800 membres participants de 3 à 21 ans, répartis dans seize centres différents, et plus de 80 membres honoraires.

Son président, M. Amédée Dufaure, dirigea les travaux du deuxième Congrès catholique des Mutualités scolaires, qui se tint à Paris, les 10 et 11 mars 1903. On y entendit des représentants de Paris, Lyon, Orléans, Avranches, Argenteuil, qui mirent les adhérents au courant des résultats obtenus. On s'y occupa dans le détail de la question des retraites. On y traita des Unions, du passage des jeunes mutualistes dans les Mutualités d'adultes. Le *Patronage* (numéro d'avril 1903) termine ainsi le compte rendu des travaux du deuxième Congrès : « Du Congrès est résultée cette conclusion que l'idée de la Mutualité est aujourd'hui admise par tous les catholiques qui s'occupent d'œuvres de jeunesse et que, chaque jour, se créent de nouvelles Mutualités. Que si quelques-uns hésitent, c'est qu'ils se figurent qu'il y a, dans l'étude de cette question, d'immenses difficultés, alors qu'il leur suffirait de se recueillir un peu et de dépouiller leur terreur pour voir qu'il y a là une fondation nécessaire — un bien réel produit — et avec peu de peine, un résultat sérieux à obtenir... La Mutualité, bien organisée, est une arme défensive dont les patronages feraient bien de se munir. »

Plus de soixante Sociétés s'étaient formées dans les écoles ou patronages catholiques entre le Congrès de Plaisance (1901) et celui de Paris (1903). Nous ne connaissons pas exactement les résultats obtenus depuis cette dernière date par une propagande qui ne s'est pas ralentie et qui a trouvé une aide puissante dans l'« Union mutualiste des Femmes de France », fondée et présidée par M^{me} la comtesse de Kersaint. Nous savons, toutefois, qu'en 1904, à La Roche-sur-Yon, s'est for-

mée la « Société de secours mutuels et de retraite des patronages de la Vendée », et qu'une Société analogue a été fondée dans la Sarthe en 1906. (*Guide social*, 1907, p. 187. Action populaire, Paris, J. Gabalda).

La plupart des Scolaires de l'enseignement privé ont adopté les statuts de la Société organisée à Beauvais par M. l'abbé Gossard, en 1898 ; ces statuts diffèrent fort peu de ceux des premières Petites Cavé. Ce sont généralement des Sociétés approuvées, qui portent la dénomination de « Jeunesse prévoyante » ; elles reçoivent à la fois les élèves des écoles primaires, ceux des institutions secondaires, ainsi que les adolescents des patronages. M. l'abbé Hamant (Cf. *Les Mutualités scolaires et l'Enseignement libre*, p. 7. Poussielgue, Paris, 1901) insiste sur l'utilité de donner aux Mutualités un caractère largement interscolaire : « Je propose l'affiliation de nos collèges libres aux Mutualités scolaires existantes, laïques ou non, pour contribuer à leur prospérité dans la mesure de nos forces. On nous accuse, nous autres de l'enseignement libre, de creuser un fossé entre les deux jeunesses et de diviser la patrie. Eh bien ! jetons la Mutualité scolaire comme un pont par-dessus le fossé entre ces deux jeunes Frances, et que parte de toutes les écoles et de tous les collèges unis sans distinction d'origine la grande association fraternelle qui assurera, un jour, sur le sol de la patrie, le pain des malades, des vieux, des infirmes, de toutes les victimes de la vie. »

Les « Jeunesses prévoyantes » constituent, en général, la retraite par le livret individuel et le fonds commun. Cette organisation préconisée par le Congrès de Plaisance est aussi celle que recommande M. Max Turmann. (Cf. *l'Éducation populaire*, p. 260.)

A la Fédération des groupes d'études du Sud-Est, on conseille plutôt de fonder des Sociétés *libres*.

M. André Hua, qui est partisan de l'approbation, condamne, par contre, le fonds commun. « Par ce système, il est vrai,

les Sociétés peuvent arriver rapidement à porter sur leurs livres de gros chiffres : 50 ou 100,000 francs sont vite inscrits au crédit du compte, qui s'augmente chaque année non seulement des cotisations nouvelles, mais encore des intérêts à 4,5 % capitalisés et des subventions de l'État. Mais... l'embonpoint du fonds commun me fait songer au chien de La Fontaine :

..... un dogue aussi puissant que beau.

« Eh bien ! le fonds commun a un collier qui l'étreint au point de l'étouffer : il est inaliénable, c'est-à-dire que jamais, sous aucun prétexte, ni ceux qui l'ont formé, ni leurs descendants ne pourront en reprendre aucune portion. La Société est propriétaire à la façon d'un homme à qui l'on dirait : « Vous avez des millions ; mais il vous est interdit de les voir ; vous ne pouvez ni les employer à votre gré, ni en surveiller le placement. Les revenus sont gros ; mais vous ne les toucherez pas ; ils s'accumuleront dans le coffre dont vous n'avez pas la clef, et, plus tard, quand vos enfants seront vieux, nous leur donnerons une rente dont le chiffre dépendra du rendement des capitaux à cette époque... » (*La Mutualité scolaire*, pp. 26 et suiv.)

Dans l'enseignement privé, on s'est occupé aussi de faciliter le passage d'un mutualiste d'une Société dans une autre : on estime qu'il convient, à cet effet, de fonder des « Unions » embrassant toutes les Mutualités scolaires d'une même région. M. A. Hua fait remarquer à ce propos que les Unions peuvent comprendre des Sociétés libres et des Sociétés approuvées ; la loi du 2 juillet 1904 leur permet même, en ce cas, de se faire approuver, sans enlever à chacune des Sociétés « unies » son caractère propre.

On ne se désintéresse pas non plus de l'avenir mutualiste des membres des « Jeunesses prévoyantes », et pour assurer à ces Sociétés la persévérance de leurs membres devenus grands, ou bien on crée, à la suite de la Société scolaire, sous

la direction du même Conseil, une « section d'adultes », ou bien la Société scolaire traite avec les Sociétés d'adultes déjà existantes qui prennent ses anciens membres avec dispense de droit d'entrée et de stage (1).

Comme on le voit, dès 1898, la Mutualité scolaire a gagné l'enseignement privé ; les « Jeunesses prévoyantes » ont connu les mêmes difficultés que les Petites Cavé ; appelées à résoudre les mêmes problèmes, il n'y a pas lieu de s'étonner qu'elles aient été conduites aux mêmes solutions.

(1) Le Congrès de l'Association catholique de la Jeunesse française qui s'est tenu à Arras en 1904, après avoir demandé que des Mutualités à forme scolaire soient établies par les catholiques dans toutes leurs œuvres de jeunesse, a émis le vœu que « les Mutualités de forme scolaire assurent la persévérance de leurs membres participants, soit en facilitant leur passage dans des Sociétés de secours mutuels d'adultes, et, notamment, dans des Mutualités familiales ou professionnelles, soit, toutes les fois que ce ne sera pas possible, en créant des sections d'adultes qui conservent les Mutualités après leur majorité ». (*Guide social*, 1905, p. 150. Action populaire, Paris, Gabalda.)

CHAPITRE VIII

La Mutualité scolaire à l'étranger.

Belgique : M. du Sart de Bouland, M. Caille et les Petites Cavé belges. — La Fédération des Scolaires. — Le « Sillon ». — Le Congrès de Liège. — Italie : M. Stoppoloni et les Petites Cavé italiennes. — Le Congrès de Milan. — Suisse : Les cantons de langue française adoptent les Petites Cavé.

A une époque où nous comptions à peine une dizaine de Sociétés scolaires, la Belgique adoptait les Petites Cavé.

Les premières ont été créées dans le Hainaut. Dans le discours qu'il prononça le 7 novembre 1894, à l'ouverture de la session du Conseil provincial, M. Raoul du Sart de Bouland, gouverneur de la province, avait exposé les avantages des Sociétés scolaires ; en 1895, le Conseil provincial vota un premier crédit de 10,000 francs pour encourager la création de Sociétés de ce genre.

Les Sociétés scolaires prirent, dès le début, différentes formes. Le 6 septembre 1896, la première Mutualité scolaire de retraite, « l'Alpha », fut installée à Moustier-au-Bois, son pays natal, par M. du Sart de Bouland, avec le concours de M. Langlois, directeur au Gouvernement provincial à Mons, et de M. Caille, inspecteur cantonal de l'enseignement. Quelques mois plus tard, M. Tumélaire, professeur à l'Athénée royal, fondait, à Charleroi, la première Société scolaire assurant les soins médicaux et pharmaceutiques ; M. Flament, professeur à l'école industrielle, organisait, à Dour, une Société scolaire

accordant l'indemnité de maladie, et, à Quiévrain, M. Huberland, instituteur, créait une Mutuelle scolaire, faisant à la fois, comme nos Petites Cavé et dans des conditions analogues, le service-maladie et le service-retraite.

La solennité de Moustier-aux-Bois eut un grand retentissement; la plupart des journaux politiques et pédagogiques en rendirent compte et firent l'éloge de l'institution que l'on voulait propager.

Bientôt cinq autres Sociétés scolaires de retraite furent établies dans le même canton scolaire et, à la fin de 1897, celui-ci possédait déjà 30 Mutualités de retraite.

Des Sociétés de différents types se créaient en même temps dans d'autres ressorts d'inspection; mais les Sociétés de retraite furent de beaucoup les plus nombreuses. (Pour plus de détails, consulter une brochure, 40 pages, *La Mutualité scolaire*, publiée à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900, par l'Administration de l'enseignement primaire. (Ixelles-Bruxelles, Imprimerie générale, C.-J. Huysmans, 1900.)

Une propagande des plus actives fut organisée. Pour faciliter la tâche du personnel enseignant, le Conseil provincial du Hainaut mit au concours trois Manuels d'enseignement et de propagande ayant pour objet :

- a) L'enseignement de la prévoyance par l'arithmétique;
- b) L'enseignement de la prévoyance par des lectures, dictées, etc.
- c) L'enseignement pratique de la Mutualité d'après les principes.

Quatorze manuscrits furent déposés; 3 prix furent décernés : l'un à M. Louis Banneux pour son *Manuel d'enseignement de la prévoyance*; un autre à M^{lle} Marie du Caju pour son *Arithmétique de l'épargne et de la prévoyance*; le troisième fut partagé entre M. Jules Lemoine-Bellièvre pour son *Livre de la prévoyance* et M^{lle} Marie du Caju pour son ouvrage : *Soyez prévoyants*.

Les ouvrages primés furent adressés à tous les instituteurs et à toutes les institutrices de la province. Le Gouverneur fit publier au *Mémorial administratif* les statuts des Sociétés de Moutiers, de Charleroi et de Dour, comme statuts-types des différents genres de Mutualités scolaires. En même temps il fit afficher dans les écoles et dans les bureaux de poste des tableaux de propagande mettant en évidence les subsides accordés aux Sociétés mutualistes par l'Etat et par la Province.

Le Ministère de l'Industrie et du Travail, la Direction générale de la Caisse d'épargne et de retraite et la Commission permanente des Sociétés mutualistes distribuèrent en même temps, à tous ceux qui en firent la demande, des tracts ayant pour objet de populariser la Mutualité.

Par une circulaire du 13 juin 1897, le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, M. Schollaert, appela l'attention des autorités scolaires et plus particulièrement des inspecteurs de l'enseignement sur l'utilité d'organiser des Sociétés mutuelles dans les écoles primaires, dans les écoles d'adultes et dans les écoles annexées aux établissements de bienfaisance.

De mainte façon, le Gouvernement belge a favorisé les Mutuelles de retraite en général et les Sociétés scolaires en particulier.

C'est ainsi qu'une loi du 9 août 1897 décida que des versements pourraient être opérés à la Caisse générale de retraite en faveur de toute personne âgée de six ans ; l'âge minimum était précédemment de dix ans.

On sait, d'autre part, que la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse a pour objet d'encourager, au moyen de *primes* et de *subventions* annuelles, la constitution d'une pension de vieillesse par l'affiliation et par des versements à la Caisse générale de retraite.

Les *primes annuelles* sont de 60 centimes par franc et par livret, jusqu'à concurrence de 15 francs versés. La loi attribue ces primes aux affiliés de la Caisse générale de retraite, tant

que les sommes inscrites sur leur livret (même à capital abandonné) ne leur font pas acquérir une rente viagère de 360 francs pour l'âge de 65 ans.

S'il s'agit d'un déposant qui effectue directement ses versements à la Caisse générale de retraite, il faut qu'il ait 16 ans accomplis, que sa situation soit modeste et qu'il ne soit pas agent de l'Etat, pour pouvoir prétendre aux primes jusqu'à concurrence de 15 francs versés. Mais s'il s'agit d'un membre affilié à la Caisse de retraite par l'intermédiaire d'une Mutualité, il a droit aux primes dès l'âge de 6 ans, quelle que soit sa situation de fortune ou sa condition sociale, tant que le montant de ses versements ne dépasse pas 60 francs dans l'année.

Les *subventions annuelles* sont de 2 francs par livret sur lequel il a été versé, dans l'année, au moins 3 francs.

Ces subventions sont accordées à toutes les Mutualités de retraite *reconnues* dont la gestion et les écritures ont été constatées régulières. Les Mutualités disposent librement des subventions qui leur sont ainsi accordées.

Les provinces, les villes aussi, ont suivi le généreux exemple qui leur était donné par l'Etat.

Des subventions importantes furent votées par les Conseils provinciaux : le Hainaut donna 50,000 francs ; Namur, 32,000 ; la Flandre orientale, 40,000 ; Liège, 35,000 ; Anvers, 11,000 ; la Flandre occidentale, 18,500 ; le Brabant, 5,500 ; le Luxembourg, 15,000 ; le Limbourg, 8,000.

La subvention de l'Etat, qui était de 30,000 francs, passe à 90,000 francs en 1904 et à 1,050,000 francs en 1905.

Par les soins des inspecteurs des écoles, des conférences furent faites aux instituteurs pour les convaincre de l'utilité de l'œuvre entreprise et pour les initier au fonctionnement des Sociétés scolaires. Grâce au zèle averti du personnel enseignant, la Mutualité fut bientôt introduite dans la plupart des villes.

Le tableau ci-dessous fait connaître les résultats obtenus de

1899 à 1904; nous l'empruntons au Rapport présenté par M. Caille au deuxième congrès international de la Mutualité qui s'est tenu à Liège en août 1905 :

	1899	1902	1904
Nombre de Sociétés	1.118	2.621	3.049
Nombre de sociétaires élèves des écoles primaires	41.771	94.535	114.831
Nombre de sociétaires élèves des écoles d'adultes	12.038	22.082	13.891
Sommes versées par les élèves des écoles primaires. Fr.	250.815	787.666	1.176.000
Sommes versées par les élèves des écoles d'adultes Fr.	84.146	242.129	454.200

Les Sociétés scolaires belges sont à peu près organisées comme nos Petites Cavé. La cotisation est de 5 centimes par semaine lorsqu'elles ne s'occupent que de la retraite, et de 10 centimes quand elles font la retraite et la maladie. Elles sont souvent *mixtes* (c'est-à-dire qu'elles comprennent à la fois enfants et parents, père, mère, frères, sœurs). Elles ont des membres protecteurs payant une cotisation de 5 francs et des membres honoraires qui ne versent qu'un franc.

Depuis le 7 décembre 1900, les Mutualités scolaires et mixtes sont fédérées. La Fédération, qui compte aujourd'hui 328 sociétés, avec 60,013 affiliés, a un organe : le *Sillon*, revue mensuelle, qui paraît à Tournai et dont le directeur est M. Caille.

Dans les rapports qu'il adresse, tous les ans, depuis 1905, à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, sur les travaux de la Fédération, M. Houben, délégué de l'Office du Travail, donne de très intéressantes indications sur le développement des Sociétés mixtes, des renseignements sur les moyens de propagande employés : diplômes, calendriers, tracts, programmes, lettres-circulaires, affiches, conférences avec projections, et il formule tout un ensemble de vœux relatifs à

l'affiliation des enfants indigents, aux frais généraux des Sociétés scolaires, à l'unification de la comptabilité.

Dans son Rapport au Congrès de Liège, M. Caille, à qui l'on doit cet admirable mouvement mutualiste dont la Belgique peut aujourd'hui tirer une légitime fierté, avait déjà exprimé un certain nombre de desiderata qui ont retenu l'attention du monde mutualiste. Il demandait que l'enseignement de la prévoyance, inscrit aux programmes scolaires, fût donné non pas d'une façon abstraite et verbale, mais, au contraire, sous la forme la plus pratique et la plus efficace, à l'occasion des autres enseignements essentiels tels que la lecture, l'arithmétique, la morale. On devra commencer de très bonne heure cette éducation mutualiste de l'enfant, en lui faisant comprendre, dès l'école maternelle, la nécessité de l'économie et en l'exerçant à la pratique de l'épargne. Puis on l'accoutumera peu à peu à l'idée d'association, en organisant à l'école de petites Mutualités littéraires (bibliothèques), agricoles et horticoles (jardins en commun), ou antialcooliques. Un « diplôme de prévoyance » récompenserait les élèves les plus méritants.

Cette conception de l'enseignement mutualiste suppose une préparation théorique et pratique des éducateurs à leur rôle futur : l'Ecole normale y pourvoira par l'enseignement de notions précises de mutualité et par la création d'une Caisse de pensions entre normaliens, permettant aux vieux instituteurs de combler la différence qui existe entre le traitement d'activité et celui de la retraite.

★
★★

En 1903, M. le professeur Aurelio Stoppoloni, aujourd'hui inspecteur d'Académie (Provveditore agli Studi) à Ancône, fut envoyé en France par le Gouvernement italien, qui l'avait chargé d'une mission d'études relatives à la Mutualité scolaire.

L'enquête menée par le professeur italien eut les conséquences les plus heureuses : d'abord la publication du rapport particulièrement intéressant de M. Stoppoloni (1), la prise en considération par le Parlement d'un projet de loi déposé par le député Valeri; puis l'organisation, dès 1904, de Petites Cavé dans la circonscription d'inspection d'Ancône.

La presse italienne s'intéressa à l'institution : parmi les articles qui parurent alors dans les journaux, signalons en particulier celui du *Resto del Carlino*, sans nom d'auteur, mais remarquable par l'exactitude de l'information et le caractère pratique des conseils qui en sont la conclusion. Un autre article parut dans le grand journal de Milan *Il Secolo*, sous la signature de Luigi Friso, qui recommandait en ces termes la Mutualité scolaire : « Une initiative aussi bienfaisante mérite toutes les sympathies et tous les concours, non seulement en raison de sa valeur économique, mais encore par sa haute signification éducative ».

Le 28 mai 1904, le Ministre de l'Instruction publique prononça à la Chambre des députés un discours dans lequel il affirmait ses sympathies pour la Mutualité scolaire et recommandait au personnel enseignant cette œuvre qui empêche « l'école d'être un simple lieu de passage, en établissant entre les écoliers des liens qui durent ».

Le 26 juin 1905, le Parlement prenait en considération la proposition de loi déposée par le député Valeri et dont nous reproduisons ci-dessous les dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Les « Mutualités scolaires », associations de secours mutuels entre les élèves et anciens élèves des écoles publiques, instituées dans le but d'assurer à leurs membres une indemnité pécuniaire en cas de maladie et une rente viagère de vieillesse, qui se conformeront

(1) *La Mutualità Scolastica e le Istituzione sussidarie e complementari della Scuola primaria in Francia*. (Rome et Milan. Società editrice Dante Alighieri di Albrighi, Segali e C.)

aux règles prescrites par leurs statuts et approuvées par décret royal, pourront obtenir la reconnaissance de l'Etat et être subsidiées par lui.

ART. 2. — Le fonds social des susdites Sociétés sera constitué :

- 1^o Par les cotisations des sociétaires participants ;
- 2^o Par les cotisations des membres honoraires ;
- 3^o Par le produit des amendes ;
- 4^o Par les dons et legs dont l'acceptation aura été approuvée par l'Autorité compétente ;
- 5^o Par les subventions accordées par l'Etat, les provinces, les communes et les autres personnes morales ;
- 6^o Par tous autres dons ou rentes au profit de la Société.

ART. 3. — Toutes les charges de la Société sont gratuites. Ceux qui la fondent et ceux qui l'administrent exercent leurs fonctions en conformité des statuts sans compensation matérielle d'aucune sorte.

ART. 4. — La formation des capitaux au profit des inscrits se développe par le système des comptes individuels près la Caisse des dépôts et consignations, selon les règles fixées par les statuts.

Au titulaire de chaque compte individuel il sera délivré par la Caisse un livret d'inscription où seront indiquées :

- a) Les contributions annuelles versées par l'inscrit ou par d'autres pour lui ;
- b) La contribution de l'Etat conformément à l'article 5 ci-dessous ;
- c) Toute autre somme éventuelle versée par quiconque au profit de l'inscrit ou de la seule Société à laquelle il appartient ;
- d) Les intérêts composés des capitaux précédents, séparément pour les trois groupes a) b) c).

La Caisse délivrera au titulaire du compte individuel un livret d'inscription sur lequel seront reportées toutes les indications du compte.

ART. 5. — L'Etat contribue à la formation du fonds social à raison d'un franc par livret individuel.

ART. 6. — Tous les élèves et anciens élèves des écoles publiques peuvent être admis dans la Société, selon les règles contenues dans les statuts visés à l'article 1^{er} de la présente loi.

La cotisation hebdomadaire, que chaque sociétaire est tenu de payer, est fixée à 10 centimes, dont la moitié est réservée au secours mutuel entre les sociétaires en cas de maladie, et l'autre, avec les économies réalisées sur la première moitié, sera déposée au fonds inaliénable des pensions.

ART. 7. — Pour avoir droit à la pension, les membres participants

devront avoir atteint cinquante ans d'âge et avoir appartenu à la Société pendant quinze ans au moins, en payant régulièrement les cotisations prescrites.

ART. 8. — Avec la présente loi seront fixées les règles selon lesquelles après le temps minimum de quinze années indiqué à l'article précédent, les sociétaires de la Mutualité scolaire qui se trouveront dans les conditions voulues pourront passer à la Caisse nationale de prévoyance instituée par la loi du 28 juillet 1901, n° 387.

Bientôt la Mutualité scolaire réunissait 1,000 adhérents à Ancône et plus de 20,000 dans le royaume.

En septembre 1906, à l'occasion du Congrès national des instituteurs italiens, qui s'est tenu à Milan, M. Edouard Petit a exposé le fonctionnement de la Mutualité scolaire en France et les résultats obtenus. Il a fait l'historique de l'œuvre, expliqué le mécanisme de l'institution et montré la part qu'elle doit prendre à la solution de la question des retraites ouvrières. Quelques jours après, au Congrès de l'Education populaire, avec l'appui de M. Stoppoloni, de M. Ruggarli, directeur d'école à Milan, et de M. Buffoli, président des Sociétés coopératives, M. Edouard Petit soutint une lutte assez vive contre les adversaires de l'idée de mutualité dans l'école et en particulier contre M. Cabrini, ancien député socialiste. Après deux heures de controverse, le principe de la Mutualité scolaire fut acclamé par l'assemblée. (*L'Educateur mutualiste*, octobre 1906.) M. C. Ruggarli se mit immédiatement à l'œuvre et fonda à Milan une « *Mutualità scolastica* » qui compte actuellement plus de 1,000 membres.

*
**

De proche en proche, l'œuvre de M. J.-C. Cavé conquiert tous les peuples voisins de la France. En Suisse, dans les cantons de langue française, la Mutualité scolaire s'organise. Le président de la Fédération des Sociétés de secours mutuels de

la Suisse romande, M. Gustave Correvon, juge cantonal, M. Léon Latour, inspecteur scolaire à Neuchâtel, et M. François Guex, professeur de pédagogie à l'Université de Lausanne, ont recommandé la Mutualité entre écoliers de 3 à 15 ans. De la théorie on est passé à la pratique : Lausanne compte déjà 3,200 jeunes mutualistes et Genève s'apprête à suivre l'exemple.

Jusqu'à présent on ne s'occupe que de la retraite dans les Petites Cavé suisses : moyennant une cotisation de 5 centimes par semaine, le petit mutualiste s'assure le droit à une pension de retraite à partir de l'âge de 60 ans.

Le 28 juillet 1907, sous la présidence de M. Gustave Correvon, l'Assemblée générale de la Société Vaudoise de secours mutuels, qui compte 6,329 membres répartis en 43 sections, a entendu M. Buxcel, instituteur à Lausanne, exposer la situation de la Mutualité scolaire de cette ville. Après cet exposé, le Comité central a voté, à l'unanimité, la résolution suivante :

« L'Assemblée des délégués de la Société Vaudoise de secours mutuels, réunie à Yverdon le 28 juillet 1907, vu l'importance de la Mutualité scolaire pour le développement ultérieur des Sociétés de secours mutuels d'adultes ; vu la création de la Mutualité scolaire dans les écoles primaires de la commune de Lausanne à partir du 1^{er} avril dernier, qui compte actuellement plus de trois mille deux cents enfants ; vu l'accueil favorable fait à l'idée de la Mutualité scolaire par les nombreuses conférences de districts des instituteurs vaudois, en particulier par celle des districts d'Aigle, Oron, pays d'Enhaut, Payerne, Avenches, La Vallée, Lavaux, Morges et Cossonay ; vu la discussion intervenue au XVII^e Congrès de la Société pédagogique de la Suisse romande à Genève, le 15 juillet dernier, et la décision prise par ce Congrès, à une très grande majorité, de recommander l'introduction de la Mutualité scolaire dans nos écoles primaires,

Remercie M. E. Buxcel, instituteur, délégué de la section de Lausanne, de sa proposition et recommande aux sections de

la Société Vaudoise, spécialement à celles des districts indiqués ci-dessus, d'agir auprès des instituteurs vaudois et des Commissions scolaires pour introduire le plus tôt possible la Mutualité dans les écoles de notre canton. »

Enfin, le 22 septembre 1907, à Lausanne, à l'Assemblée annuelle de la Fédération Romande des Sociétés de secours mutuels, à laquelle assistaient 64 délégués représentant 63 Sociétés comptant plus de 26,000 mutualistes, M. Léon Latour a formulé le vœu suivant qui a rallié tous les suffrages :

« Les délégués des Sociétés de secours mutuels de la Suisse romande désirent expressément que le but éducatif des Mutualités scolaires soit reconnu par la loi et qu'elles soient subventionnées comme telles par la Confédération. »

CHAPITRE IX

Rôle et avenir de la Mutualité scolaire.

Valeur technique, morale et sociale des Sociétés scolaires de secours mutuels et de retraite. — Rôle véritable et avenir de la Mutualité scolaire. — La Mutualité scolaire de l'avenir.

Il n'est évidemment pas possible de porter actuellement un jugement définitif sur l'œuvre dont un philanthrope français a eu, en 1881, l'initiative véritablement géniale. Il est toutefois permis à l'historien d'apprécier les résultats dès aujourd'hui obtenus par la Mutualité scolaire, de mesurer la portée et de conjecturer l'avenir de cette institution.

Mais avant tout il ne doit pas perdre de vue le caractère complexe des Sociétés scolaires de secours mutuels et de retraite. C'est pour l'avoir méconnu que de la meilleure foi du monde on n'est pas toujours tombé d'accord sur la valeur des Petites Cavé : tantôt on en a exagéré l'importance et tantôt on en a contesté les mérites. Pour la même raison, les améliorations qu'on a prétendu y apporter n'ont pas toujours été heureuses, et pour elles le mieux a quelquefois été l'ennemi du bien.

Comme son nom même l'indique, la Mutualité scolaire est à la fois une institution de prévoyance (Mutualité) et une œuvre d'éducation (scolaire). Voyons donc quelle est sa valeur technique, si on la considère comme institution de prévoyance ; nous nous demanderons ensuite quelle est sa valeur éducative, si on la considère comme œuvre scolaire.



Valeur technique des Sociétés scolaires de secours mutuels et de retraites. — Une Société de secours mutuels réunit généralement des individus exerçant la même profession. Il est désirable, en effet, que les risques contre lesquels les sociétaires entendent s'assurer en commun soient autant que possible égaux ou analogues. Certains auteurs voient même dans le groupement professionnel l'association mutualiste idéale (Cf. E. Dedé, *Les Sociétés de secours mutuels*, pp. 40-49). Mais ce n'est pas toujours la profession, c'est parfois la communauté religieuse, ou politique, ou d'origine, ou simplement de voisinage qui unit les sociétaires. Le lien de l'écolage en vaut un autre ; il est solide, durable même, pour éphémère que soit le temps légal de la scolarité. Après 13 ans, quand il a quitté la classe, volontiers l'adolescent retourne le soir ou le dimanche à la maison d'école ; il s'y rencontre avec son maître, il y retrouve ses camarades, pour se récréer et s'instruire. A cet égard, la Petite Cavé se trouve donc en conformité avec la tradition mutualiste.

Elle s'en écarte sur d'autres points :

a) D'abord elle admet comme sociétaires les filles au même titre que les garçons. Ce caractère mixte, qui est la règle dans les Sociétés scolaires, est l'exception et la très rare exception dans les Sociétés d'adultes qui, presque toutes, sont exclusivement composées d'hommes ou ne comprennent que des femmes. S'il est vrai que la Mutualité de l'avenir doit être familiale (Cf. E. Cheysson, *La Mutualité familiale*, Congrès d'économie sociale, 3 juin 1901), la Petite Cavé aura eu le mérite d'élargir le cadre de l'Association mutualiste, d'y avoir fait entrer les frères et les sœurs et d'avoir ainsi rendu possible, facile même, la Mutualité de demain.

b) Elle accueille les sociétaires dès l'âge de trois ans et n'exige d'eux aucun droit d'entrée. Toutefois, elle leur impose un stage de trois mois avant de les admettre au bénéfice du

service-maladie. (Sur ce dernier point, les Sociétés scolaires se rencontrent avec les Sociétés d'adultes.)

c) La Petite Cavé entreprend à la fois le service-maladie et le service-retraite, la mutualité et la prévoyance.

Maladie. — A la différence des Sociétés d'adultes, dont la plupart procurent à leurs membres participants les soins du médecin et les médicaments, sans compter une indemnité journalière de chômage, généralement la Petite Cavé remet à la famille du petit sociétaire malade, à l'exclusion de tout autre secours, une indemnité journalière de 0 fr. 50 pendant le premier mois, de 0 fr. 25 pendant les deux mois suivants. Elle évite ainsi les inconvénients de toute nature (abus, dépenses excessives, conflits de la Société avec les médecins et les pharmaciens...) qui résultent trop souvent de la traditionnelle organisation du service-maladie dans les Sociétés de secours mutuels.

Elle s'entoure d'ailleurs de toutes les garanties désirables pour empêcher les fraudes auxquelles pourraient se laisser entraîner des parents de sociétaires peu scrupuleux. A cet égard, l'instituteur, que ses fonctions mêmes appellent à visiter fréquemment les familles de ses élèves, exerce tout naturellement un contrôle qui n'a rien de vexatoire ni même de désobligeant et qui est de tous le plus efficace (1).

Grâce aux Unions départementales, les Sociétés scolaires peuvent aujourd'hui, tout comme les Sociétés d'adultes, pratiquer la réassurance et prolonger au delà des délais fixés par leurs propres statuts le paiement de l'indemnité journalière à leurs sociétaires malades. Elles peuvent aussi, soit directement, soit par l'entremise des Unions, organiser la lutte préventive

(1) Au commencement de l'année 1899, la Mutualité scolaire du XX^e arrondissement de Paris a institué un service de visiteurs recruté parmi les instituteurs. Lire sur cette organisation un intéressant article de M. C. Jeannot, président de la Société, dans le Bulletin général des œuvres d'éducation sociale (mai 1903, pp. 28-34).

contre la maladie, en participant à des œuvres comme celle des Colonies de vacances.

En ce qui concerne le service-maladie, la Petite Cavé peut sans désavantage soutenir la comparaison avec les Sociétés de secours mutuels les mieux organisées.

Sans doute, l'indemnité journalière qu'elle accorde à ses membres malades est faible, mais il convient de considérer que la maladie n'a pas pour le petit mutualiste les mêmes conséquences que pour l'adulte qui se trouve privé de son salaire au moment où il en a le plus grand besoin. Le secours de maladie aide d'ailleurs les parents à supporter les frais de médecin et les dépenses de pharmacie ; il est, au surplus, en rapport avec la cotisation du sociétaire.

Ajoutons que les Sociétés scolaires n'ont jamais eu, pour équilibrer leur budget, à faire état de ressources extrasociales toujours aléatoires et notamment à compter sur l'appoint des membres honoraires.

Sur ce point, les statistiques officielles ont plus d'une fois signalé la fâcheuse situation des Sociétés d'adultes. Le dernier rapport (1) ministériel (il concerne l'année 1903) fait ressortir

(1) *Rapport sur les opérations des Sociétés de secours mutuels pendant l'année 1903*, vol. gr. in-8°, 506 p. Melun, Imprimerie administrative, 1907.

Conformément à un désir exprimé par le Parlement, l'Administration a décidé de n'établir désormais que tous les trois ans le rapport détaillé qui était jusqu'ici adressé annuellement au Président de la République.

Le *Journal officiel* du 15 mars 1908 (Annexe, pp. 121-127) vient de publier le rapport succinct de M. Viviani, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur les opérations des Sociétés de secours mutuels en 1904.

Au 31 décembre 1904, les Sociétés scolaires approuvées étaient au nombre de 2,119 ; le chiffre constaté, à la fin de 1903, était de 1,997.

Le nombre total des membres, qui était de 609,712 au 31 décembre 1903, était de 653,513 au 31 décembre 1904 — dont 606,632 participants (356,520 garçons, 250,112 filles) et 46,881 honoraires.

Les recettes se sont élevées, en 1904, à 3,452,839 fr. 65, contre 3,122,636 francs 91, en 1903.

Les dépenses ont été, en 1904, de 2,855,091 fr. 69, contre 2,540,246 fr. 03 en 1903.

La fortune sociale des Sociétés scolaires approuvées était, au 31 décembre 1904, de 7,299,065 fr. 19, dont 3,106,844 fr. 57 au fonds de retraites et 4,192,220 fr. 62 aux fonds libres.

l'excédent de la dépense moyenne de maladie sur la cotisation moyenne depuis 1898 dans les Sociétés approuvées (p. 44) et (p. 202) dans les Sociétés libres.

SOCIÉTÉS APPROUVÉES

ANNÉES	COTISATION moyenne par sociétaire participant		DÉPENSE MOYENNE DE MALADIE				EXCÉDENT MOYEN DE LA DÉPENSE de maladie sur la cotisation			
			par malade		par membre participant		par malade		par membre participant	
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
1898	13	95	52	35	15	71	38	40	1	76
1899	13	59	52	41	15	14	38	82	1	55
1900	13	70	55	21	16	88	41	51	3	18
1901	13	35	55	49	16	46	42	14	3	11
1902	13	19	56	13	15	59	42	94	2	40
1903	13	12	56	73	15	31	43	61	2	19

SOCIÉTÉS LIBRES										
1898	13	86	58	»	17	92	44	14	4	06
1899	12	14	57	05	18	59	44	91	6	45
1900	14	67	64	05	22	50	49	38	7	83
1901	13	71	63	24	18	63	49	53	4	92
1902	12	94	61	47	17	31	48	53	4	37
1903	12	28	61	53	16	82	49	25	4	54

Ce même document officiel nous fait connaître la situation financière des Sociétés scolaires au 31 décembre 1903, leurs recettes, leurs dépenses générales, leurs dépenses de maladie, etc. (pp. 78 et suiv.).

Il nous apprend qu'un certain nombre de Sociétés scolaires ont, en 1903, payé à leurs membres les frais du médecin et du pharmacien; 52 Sociétés (sur 1,997) ont dépensé 6,687 fr. 62 pour donner les soins médicaux à 1,787 malades, et 46 ont acquitté comme frais pharmaceutiques 8,636 fr. 37, pour 1,892 malades. Chaque malade a donc coûté en moyenne 3 fr. 74 d'honoraires médicaux et 4 fr. 42 de médicaments. Les moyennes constatées en 1902 avaient été de 3 fr. 60 pour les frais du médecin et de 5 fr. 37 pour les frais pharmaceutiques.

D'autre part, la statistique accuse, en 1903, 1,306,342 journées de maladie payées en argent par les Sociétés scolaires pour 60,289 malades, soit 21,67 journées par malade et 2,32 par membre participant. La moyenne de 1902 avait été de 20,71 journées par malade et de 2,95 par membre participant.

Le montant moyen du secours a été, en 1903, de 0 fr. 467 par journée (moyenne de 1902 : 0 fr. 464); de 10 fr. 11 par malade (moyenne de 1902 : 9 fr. 61); de 1 fr. 08 par membre participant (moyenne de 1902 : 1 fr. 37).

Quant à la proportion générale du nombre de malades pour 100 sociétaires, elle n'a été, en 1903, dans les Sociétés scolaires, que de 10,71 (au lieu de 14,23 en 1902).

L'excédent des recettes sur les dépenses en 1903 dans les Petites Cavé s'est élevé à 582,390 fr. 88. Si du total des dépenses (indemnités de maladie, frais de gestion...) on déduit les 1,170,528 fr. 61 représentant le montant des versements faits dans l'année tant aux fonds communs que sur les livrets individuels de retraites et qui, en réalité, ne forment qu'un placement spécial, l'excédent des recettes ressort à 2 millions 292,919 fr. 49.

Le tableau suivant établit, pour chaque année, depuis 1899, la recette et la dépense moyennes par membre participant des

Sociétés scolaires approuvées, ainsi que l'excédent qui en résulte :

ANNÉES	RECETTE moyenne par sociétaire participant	DÉPENSE moyenne par sociétaire participant	EXCÉDENT de la recette moyenne sur la dépense moyenne	DÉPENSE moyenne par sociétaire (Dédution faite des sommes consa- crées à la retraite)	EXCÉDENT de la recette moyenne sur la dépense moyenne (Dédution faite des sommes consa- crées à la retraite)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1899	3 91	2 16	1 75	0 94	2 97
1900	5 11	3 01	2 10	1 20	3 91
1901	5 33	3 62	1 71	1 31	4 02
1902	5 56	4 19	1 37	1 46	4 10
1903	5 54	4 51	1 03	1 47	4 07

Retraite. — Lorsqu'en 1881 fut fondée la première Petite Cavé, le service de la retraite dans les Sociétés de secours mutuels approuvées était organisé conformément au décret du 26 avril 1856 (lequel avait institué le fonds commun inaliénable) et subordonné en fait au service des secours en cas de maladie. Comme les ressources destinées à y faire face se composaient des disponibilités subsistant en fin d'exercice, et que le service de la maladie absorbait toutes les cotisations des membres participants, souvent même davantage, à vrai dire c'est « au précieux concours des membres honoraires » qu'étaient dus les versements aux fonds de retraites, lesquels provoquaient les subventions de l'Etat et les intérêts capitalisés à 4,50 %. On s'explique que, dans ces conditions, les pensions de retraite fussent minimales (65 à 70 francs) et ne pussent être véritablement garanties aux sociétaires.

La Mutualité scolaire a réalisé des progrès considérables en ce qui concerne le service-retraite :

1^o D'abord elle pratique la spécialisation des cotisations.

Des 10 centimes hebdomadaires qu'elle demande au socié-

taire, 5 centimes sont affectés au service-maladie, 5 au service-retraite, et les deux comptes sont distincts.

C'était, en 1881, une heureuse innovation. Personne aujourd'hui ne conteste que la spécialisation des cotisations soit une condition essentielle de l'organisation rationnelle des services mutualistes. Au deuxième Congrès national des retraites pour la vieillesse (Paris, 1-3 juin 1905), les rapports de MM. Goblet (1) et Edmond Marignan (2) ont obtenu l'assentiment général, et le vœu suivant a été adopté :

a) Que d'une façon générale les cotisations soient spécialisées dans la mesure du possible ;

b) Que cette spécialisation soit toujours établie lorsque les Sociétés s'occupent de retraites.

2° La Mutualité scolaire constitue la retraite au moyen du livret individuel de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Avant même que la loi du 1^{er} avril 1898 eût décidé (art. 34) d'attribuer « sur les mêmes bases et dans les mêmes proportions » les subventions et secours aux Sociétés qui constituent les retraites à l'aide du fonds commun et à celles qui les constituent à l'aide de livrets individuels (3), les Petites Cavé, dès 1881, avaient adopté ce dernier mode de constitution de la retraite.

On ne voyait naguère encore dans le livret individuel qu'un

(1) *Rapport sur la spécialisation des cotisations dans les Sociétés de secours mutuels en France*, par M. Goblet. Broch. in-12, 28 p. Paris, F. Levé, 1905.

(2) *Rapport sur la spécialisation des cotisations dans les Sociétés de secours mutuels à l'étranger*, par M. Edmond Marignan. Broch. in-12, 17 p., Paris, F. Levé, 1905.

(3) On sait qu'en fait, contrairement aux dispositions formelles de la loi, l'Administration s'est refusée jusqu'en 1904 à subventionner les Sociétés de secours mutuels pour les retraites constituées à l'aide de livrets individuels. C'est à la suite d'une question posée au Ministre compétent par M. Fessard (Sénat, séance du 11 avril 1906) et après le vote d'un crédit supplémentaire nécessaire, que le livret individuel a été enfin traité comme il devait l'être au point de vue des subventions de l'État.

instrument de la prévoyance égoïste, n'assurant à son titulaire qu'une médiocre pension de vieillesse constituée par des versements successifs au taux inférieur de 3,50 %. M. Lépine (*La Mutualité*, pp. 69-113) a établi (1) et l'on reconnaît aujourd'hui qu'au point de vue de la sécurité et de la productivité, le livret individuel est incomparablement supérieur au fonds commun pour constituer les retraites de vieillesse.

Ceux-là même qui, à la suite du Congrès de Montpellier, avaient préconisé pour les Sociétés scolaires l'emploi exclusif du fonds commun sont revenus de leur « erreur », et reconnaissent que le livret individuel est le seul moyen pour elles d'assurer à leurs sociétaires des retraites garanties.

Les barèmes de la Caisse nationale des retraites, fondés sur la loi des grands nombres, ne permettent pas de surprises, et, à moins d'une modification dans le taux d'intérêt qui sert à calculer ces barèmes, chacun peut savoir, au moment de son versement, la pension qu'il touchera à tel ou tel âge. A une époque où se pose le problème des retraites ouvrières, à la solution duquel la Mutualité a la légitime ambition de collaborer, il n'est pas sans intérêt de remarquer que la constitution des pensions à l'aide du livret individuel est le seul moyen pour les Sociétés de secours mutuels d'assurer à leurs membres une retraite garantie, c'est-à-dire dont la quotité soit certaine et la date d'entrée en jouissance rigoureusement déterminée.

Dira-t-on qu'en introduisant dans nos Petites Cavé le livret individuel, nous en bannissons la solidarité qui est la raison d'être des groupements mutualistes et qui en fait la haute valeur sociale? La critique serait injuste. Nous ne voyons pas,

(1) Encore M. Lépine ne tient-il pas compte des subventions que l'État accorde aujourd'hui aux Sociétés qui font la retraite au moyen du livret individuel. Son livre a été publié en 1903, à une époque où l'État réservait toutes ses faveurs au fonds commun et se refusait à reconnaître au livret individuel les mêmes titres à sa sollicitude budgétaire.

en effet, que les Sociétés de secours mutuels trahissent ou renient leurs principes constitutifs en s'affiliant à une Union pour faire bénéficier leurs membres de la réassurance ou de tel autre service qu'elles ne peuvent par elles-mêmes organiser d'une manière satisfaisante. Les Mutualités scolaires ne méritent pas davantage un tel reproche en s'adressant à la Caisse nationale pour le service de la retraite. Comme l'a naguère fait remarquer M. Prosper de Lafitte (*Essai d'une théorie rationnelle des Sociétés de secours mutuels*, pp. 7, 8. Paris, Gauthier-Villars, 1892) : « La Caisse des retraites n'est pas autre chose, au fond, qu'une grande Société de secours mutuels, ne visant que le risque de vieillesse et qui s'étend sur tout le pays... Les assurés étant très nombreux, la Société peut compter sur ses prévisions, tenir ses engagements... On cherche depuis longtemps les bases d'une Union entre les Sociétés de secours mutuels ; la Caisse des retraites réalise admirablement cette Union sur un point particulier ; il ne faut pas, sans de bonnes raisons, fractionner cette grande Société en une foule de Sociétés minuscules indépendantes, chez lesquelles le hasard déjouera trop souvent tous les calculs. »

Mais la critique reparaitra ; car on n'admettra pas l'assimilation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse à une Société de secours mutuels. On s'accorde généralement à la considérer plutôt comme une vaste Société d'assurances et l'on ne manque pas d'opposer à la mutualité, œuvre de solidarité fraternelle, l'assurance, entreprise égoïste, le calcul tenant dans celle-ci la place que le cœur se réserve dans celle-là.

Suivons le conseil de Leibnitz et ne prenons pas « la paille des mots pour le grain des choses ». A défaut d'un mariage d'inclination, il faut reconnaître qu'un mariage de raison s'impose entre l'assurance et le mutualisme.

Comme l'a exprimé en termes excellents M. Cheysson (*Musée social*, octobre 1899, pp. 486-487. Paris, Arthur Rousseau, 1899) :

« Les institutions mutualistes sont justiciables de l'assurance

et doivent, comme telles, être soumises à ses règles techniques.

« On connaît le rôle de l'assurance et les merveilles accomplies par elle... elle répartit sur tous les associés les mauvaises chances de la vie, de manière à en alléger le poids pour chacun d'eux et à n'écraser personne ; elle substitue à l'individu, jusque-là dépendant du sort aveugle et de ses caprices, la collectivité qui obéit à des lois certaines et immuables ; elle enchaîne les risques par des calculs de plus en plus certains et par la loi des grands nombres ; en un mot, elle fait de la force avec de la faiblesse et de la certitude avec du hasard.

« C'est précisément ce principe qui sert de base à la Mutualité et qui lui donne toute sa vertu. »

N'oublions pas que si le cœur peut susciter le rapprochement, le groupement, l'union intime des individus, le concours de la science et du calcul leur est indispensable pour la mise en œuvre des ressources qu'ils associent et dont ils font une masse commune. Pour se prémunir utilement contre les maux de toute nature dont chacun d'eux est éventuellement menacé, il faut de toute nécessité que les hommes apportent à l'œuvre sociale, en même temps qu'un vif sentiment de la solidarité, l'appoint de leur égoïsme averti et ingénieux.

Pour notre part, sans qu'il nous en coûte, et nous prétendons demeurer fidèle aux principes et à l'esprit mutualiste, nous reconnaissons qu'à l'aide du livret individuel de la Caisse nationale des retraites, la Mutualité scolaire s'efforce *d'assurer* ses sociétaires contre le risque de la vieillesse. Elle pratiquerait donc l'assurance en matière de retraite ? Pourquoi pas ? A nos yeux, son rôle n'en serait pas amoindri, tant s'en faut !

Elle demeurerait d'ailleurs incontestablement Mutualité pure, au sens traditionnel du mot, en ce qui concerne le service-maladie.

N'a-t-elle pas, d'ailleurs, au moins à ses débuts, adopté le système du fonds commun pour constituer, au profit de

ses membres, une deuxième pension de vieillesse au moyen des excédents que laisse le service-maladie, et à l'aide des ressources extra-sociales (cotisations des membres honoraires, dons, legs, subventions communales...)?

Si l'on consulte le rapport sur les opérations des Sociétés de secours mutuels pendant l'année 1903, on aura une idée de l'importance des résultats obtenus par la Mutualité scolaire en ce qui concerne le service-retraite.

Sur les 1,997 Sociétés scolaires existant au 31 décembre 1903, 821 seulement, c'est-à-dire 41,11 %, réparties dans 83 départements, avaient constitué un fonds commun de retraites à la fin de l'année. Les sommes ainsi placées se montant à 2,793 fr. 12, chaque Association possédait en moyenne 3,483 fr. 67.

Sur ces 821 Sociétés, 683 ont effectué, en 1903, à leurs fonds communs des versements se montant à 439,984 francs, pour lesquels l'Etat a alloué, en 1904, 329,926 francs de subvention : chaque Société a donc versé en moyenne 644 fr. 19 et reçu 483 fr. 05, c'est-à-dire 0 fr. 75 pour 1 franc de versement, chiffre bien supérieur à celui relevé dans les Sociétés d'adultes qui ne dépasse pas 0 fr. 43. (Rapport, p. 151.)

Le tableau suivant fait ressortir les résultats constatés depuis 1899 :

Années	Nombre de sociétés scolaires	Nombre de sociétés scolaires ayant un fonds de retraite	Proportion en tre le nombre total de sociétés et le nombre de sociétés ayant un fonds de retraite	Fonds de retraite moyen par société	Fonds de retraite moyen par société	VERSEMENTS		SUBVENTIONS	
						Effectués dans l'année	Moyens par société	Allouées l'année suivante	Moyenne par société
						fr.	fr.	fr.	fr.
1899	768	418	45,36	317.553	2.691	82.208	697	67.257	570
1900	1.389	265	19,08	620.281	2.341	181.250	684	142.251	537
1901	1.758	489	27,82	1.108.114	2.266	285.615	584	215.964	442
1902	1.895	678	35,78	1.778.979	2.624	361.834	639	275.741	487
1903	1.997	821	41,11	2.613.793	3.183	439.984	644	329.926	483

1,580 Sociétés scolaires, c'est-à-dire 80 % des Sociétés

scolaires, ont versé, dans le courant de l'année 1903, 1,234,155 francs sur 291,903 livrets individuels de retraites. Le versement moyen par livret a donc été de 4 fr. 23, au lieu de 2 fr. 44 en 1902.

Le total des sommes inscrites sur les livrets de retraites qui, au 31 décembre 1902, montait à 2,595,733 francs, atteignait, fin 1903, 3,829,888 francs.

L'article 26 de la loi du 1^{er} avril 1898 prescrit l'allocation de subventions aux Sociétés de secours mutuels assurant les pensions de leurs membres par le livret individuel de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. L'arrêté du 28 avril 1900 fixe le mode de calcul de ces subventions. Le Parlement ayant augmenté au budget de 1904 l'importance du crédit destiné au service des subventions, l'Administration a procédé, pour la première fois, en 1904, à la répartition des subventions sur livrets, en se conformant aux prescriptions de l'arrêté du 28 avril 1900.

1,580 Scolaires ont ainsi reçu, en 1904, des subventions proportionnelles aux versements qu'elles avaient effectués dans le courant de 1903 sur les livrets de leurs membres.

Ces subventions se sont élevées à un ensemble de 550,155 fr., c'est-à-dire à 348 francs par Association, dont 460,429 francs ont été répartis entre 246,387 comptes de la manière suivante : sur 13,156 livrets ont été inscrits 29,989 francs de subventions à capital aliéné, sur 233,231 ont été inscrits 430,440 francs de subventions à capital réservé.

Il résulte de ces chiffres que l'allocation moyenne a été de 1 fr. 87 par livret, soit de 0 fr. 44 par 1 franc de versement.

Quant aux 89,726 francs formant la différence entre la dépense totale (550,155 fr.) et les 460,429 francs inscrits sur les livrets, ils représentent les subventions correspondantes aux livrets que 165 Sociétés ont été autorisées à verser à leurs fonds communs de retraites.

Nous n'avons pas à examiner le mode de liquidation des

pensions de vieillesse constituées (au moyen du fonds commun), aucun des mutualistes scolaires ne remplissant encore les conditions statutaires et légales pour pouvoir prétendre à la délivrance de la retraite qu'il est en train de s'assurer, soit par le fonds commun seul, soit par le fonds commun en même temps que par le livret individuel (1).

3^e Nous ne dirons qu'un mot, pour mémoire, des services annexes (dotation, secours funéraires, trésor d'avenir, etc.) que certaines Petites Cavé ont organisés. Chacun de ces services est assuré à l'aide d'une cotisation spéciale et se suffit à lui-même. Il en est de même des services tels que la réassurance, dont les Sociétés scolaires se procurent le bénéfice en s'affiliant à des Unions ou à des Fédérations.

La situation financière des Sociétés scolaires est des plus satisfaisantes. Le Rapport sur les opérations des Sociétés de secours mutuels pendant l'année 1903 fournit, à cet égard, des renseignements précis et des plus intéressants (pp. 77-83).

Au 1^{er} janvier 1903, il y avait 1,895 Sociétés scolaires comptant 45,763 membres honoraires, 520,928 membres participants (dont 311,871 garçons et 209,057 filles); au total : 566,691 sociétaires.

Au 31 décembre de la même année, on comptait 1,997 Sociétés, avec 46,665 membres honoraires (902 en plus); 563,047 membres participants (42,119 en plus) dont 334,328 garçons

(1) On sait que les Sociétés de secours mutuels ont le choix de servir directement leurs pensions sur les revenus du fonds commun, ou de distraire momentanément du fonds commun une somme suffisante pour acquérir, à capital réservé, à la Société un titre de rente de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, donnant droit à la pension à servir.

Un arrêté ministériel du 3 septembre 1903 a décidé que « les pensions de retraites accordées par les Sociétés de secours mutuels par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse seraient, à l'avenir, servies aux titulaires sur le taux de 4,50 % au moyen d'une majoration donnée par l'Etat. Le supplément de rente, correspondant à l'élévation à 4,50 % du taux de 3,50 servi par la Caisse nationale des retraites, sera constitué à capital aliéné au moyen d'un prélèvement sur le crédit spécial inscrit au budget du Ministère de l'Intérieur. »

(22,457 en plus) et 228,719 filles (19,602 en plus); au total : 609,712 sociétaires (43,021 en plus).

En 1903, les recettes des Sociétés scolaires se sont élevées à 3,122,636 fr. 91; elles se sont réparties de la manière suivante :

Les cotisations des membres honoraires ont atteint 134.700 fr. 24, soit une moyenne de 2 fr. 89 par tête.

Les cotisations des membres participants se sont élevées à la somme totale de 2,549,304 francs, dont 1,485,367 fr. 56 pour les garçons et 1,063,936 fr. 44 pour les filles. La moyenne générale du versement a donc été de 4 fr. 53 (au lieu de 4 fr. 61 en 1902), se divisant ainsi : 4 fr. 44 pour les garçons et 4 fr. 65 pour les filles.

Quant aux autres recettes des Sociétés scolaires, elles ont été peu importantes et n'ont représenté ensemble que 14,04 p. 100 du montant des recettes. — La principale source de revenus de la Mutualité scolaire réside donc dans les cotisations qui, à elles seules, forment 85,96 % de la totalité des recettes (4,31 pour la part des membres honoraires; 81,65 pour celle des membres participants.)

Les dépenses des Sociétés scolaires, en 1903, se montant à un total de 2,540,246 fr. 03, se sont réparties ainsi :

Honoraires médicaux	6.687 f. 62,	soit 0,26 % de la totalité des dépenses
Frais pharmaceutiques.	8.366 37,	soit 0,33 %
Secours en argent (garçons . .	352.514 05,	soit 13,88 %
aux malades (filles	257.210 84,	soit 10,12 %
Frais funéraires.	3.564 92,	soit 0,14 %
Versements faits sur livrets individuels à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	1.234.155 20,	soit 48,59 %
Versements effectués aux fonds communs de retraite.	476.373 41,	soit 18,75 %
Frais de gestion.	110.507 03,	soit 4,35 %
Dépenses et paiements divers. .	90.866 59,	soit 3,53 %
Total des dépenses . . .	<u>2.540.246 f. 03</u>	<u>100 %</u>

L'excédent des recettes sur les dépenses, en 1903, s'est élevé à 582,390 fr. 88. — Si du total des dépenses on déduit les

1,710,528 fr. 61 représentant le montant des versements faits dans l'année tant aux fonds communs que sur les livrets individuels de retraites et qui, en réalité, ne forment qu'un placement spécial, l'excédent des recettes ressort à 2,292,919 fr. 49.

Avoir total. — Au 31 décembre 1903, la Mutualité scolaire possédait 6,271,442 fr. 56, savoir :

Aux fonds de réserve (capitaux placés soit à la Caisse des dépôts et consignations ou aux Caisses d'épargne, soit en valeurs prévues par l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 ou détenus par les trésoriers), 3,657,649 fr. 44, et aux fonds communs de retraites, 2,613,793 fr. 12.

L'augmentation de 1903 sur 1902 est donc de :

Pour les fonds de réserve.....	695.812 f. 02
Pour les fonds communs de retraites.....	834.813 97
Soit en tout.....	<u>1.530.625 f. 99</u>

De plus, le total des sommes versées sur les livrets individuels de retraites montait, à la fin de l'exercice 1903, à 3,829,888 francs, au lieu de 2,595,733 francs au 31 décembre 1902.

Les chiffres de 1903 et des années antérieures sont résumés ci-après :

Années	Nombre des sociétés scolaires	Nombre des membres honoraires	Nombre des membres participants	Recettes totales	Dépenses totales	CAPITAUX placés aux fonds libres	CAPITAUX placés aux fonds communs de retraites	FORTUNE totale
				fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1896	21	987	18.688	102.427	58.946	155.061	172.445	327.506
1897	55	1.437	24.428	165.338	82.607	231.810	198.696	430.506
1898	181	4.738	57.829	275.543	135.608	267.334	240.264	507.598
1899	768	18.371	220.871	862.875	476.239	694.797	317.553	1.012.350
1900	1.389	32.756	346.932	1.773.768	1.045.508	1.419.509	620.280	2.039.789
1901	1.758	42.400	468.331	2.497.125	1.693.579	2.240.182	1.108.114	3.348.296
1902	1.895	46.480	522.083	2.905.533	2.189.949	2.961.837	1.778.979	4.740.816
1903	1.997	46.666	563.047	3.122.636	2.540.246	3.657.649	2.613.793	6.271.442

N'avons-nous pas le droit de conclure que les Sociétés scolaires de secours mutuels et de retraite ont une valeur technique et qu'elles possèdent une situation financière que plus d'une Société d'adultes pourrait envier ?

*
**

Valeur morale et sociale de la Mutualité scolaire. — Mais ce qui fait, à nos yeux, la valeur incomparable de la Mutualité scolaire, c'est sa vertu éducative. On a trop souvent négligé cet aspect de l'œuvre admirable de M. Cavé.

Il est permis de le regretter ; on s'explique toutefois qu'il en ait été ainsi. Qu'on se rappelle les difficultés rencontrées par le fondateur de la Société scolaire du XIX^e arrondissement. Pour arriver à convaincre les familles et obtenir leur adhésion, il lui fallait montrer les avantages certains assurés aux enfants par le versement régulier de leurs dix centimes hebdomadaires. C'est le rapide et prodigieux développement de son avoir social qui a décidé du succès de la première Petite Cavé. Grâce aux économies réalisées sur le service-maladie, grâce aux cotisations des membres honoraires et aux autres ressources extrasociales (dons, legs, produits d'une fête...), le fonds commun s'est promptement accru ; les comptes rendus des premiers exercices, en faisant ressortir les merveilleux résultats de la gestion sociale, ont puissamment contribué à la diffusion d'une œuvre qui apparaissait aux parents comme une bonne affaire dont il fallait profiter sans perdre de temps.

Les avantages financiers des Sociétés scolaires ont donc pris la première place dans les préoccupations des familles, quelquefois même dans celles des promoteurs de l'institution. C'est ainsi que ceux-ci, désireux d'assurer aux enfants des écoles le maximum des bénéfices que comporte leur affiliation à un groupement mutualiste, n'ont pas toujours été heureusement inspirés — même au point de vue utilitaire — dans les

changements qu'ils ont voulu apporter à l'organisation primitive des Petites Cavé. Mais, ce qui est plus regrettable, ils ont plus ou moins perdu de vue le caractère scolaire de l'œuvre et son pouvoir éducatif.

Elle était pourtant, à cet égard, admirablement conçue. En remettant, le lundi matin, entre les mains de l'instituteur, « outre le petit sou de la prévoyance réservé pour la retraite, le petit sou de la générosité et de l'aide mutuelle qui sera transformé en journées de maladie réparties entre les condisciples dans le besoin », l'écolier se soumet à une discipline à la fois morale et sociale que l'enseignement du meilleur des maîtres serait impuissant à réaliser.

Du même coup, il apprend la valeur de l'épargne, de la prévoyance, de l'association; il prend, ce qui vaut mieux encore, l'habitude d'économiser, de songer à l'avenir, de ne pas séparer du sien le sort de ses camarades.

Sans doute le petit mutualiste réalise son épargne hebdomadaire sur ses plaisirs, et non, comme le travailleur, sur son salaire quotidien : ce n'en est pas moins une épargne précieuse; en un sens, n'est-elle pas plus méritoire encore ? Et même lorsque — ce qui a lieu la plupart du temps — les dix centimes de la cotisation sont donnés par la famille, l'argent passe par les mains de l'enfant qui se trouve ainsi, dans tous les cas, associé à la pratique de la mutualité. Qu'il soit auteur ou instrument, il voit le bien se faire sous ses yeux, il y participe, il en gardera le souvenir : il le conservera d'autant plus sûrement que l'acte se répète fréquemment et avec une rigoureuse périodicité. Même réduit à un simple mécanisme, le geste hebdomadaire de l'écolier ne serait pas sans profit moral. Le maître, en effet, ne manque pas de lui en apprendre, de lui en redire la signification et la portée, et, si ce n'est pas maintenant, un jour viendra où notre jeune sociétaire appréciera la valeur du sacrifice qu'il consent ou que ses parents s'imposent pour lui.

Ce qui n'est pas moins important pour l'enfant, c'est la continuité de l'apprentissage qu'il fait ainsi : à mesure que s'accroît régulièrement le montant de la retraite qu'il s'assure par son versement du lundi, chez le petit mutualiste se fortifie et s'organise l'idée de l'épargne, le sentiment qu'elle est avantageuse et méritoire.

Mais l'épargne ne va pas sans la prévoyance qui n'est elle-même vraiment complète que par l'association. Si l'on met, comme on dit, de l'argent de côté, c'est en vue de besoins éventuels, c'est pour l'avenir, c'est que, par la pensée, on dépasse l'instant présent et qu'on envisage des événements qui ne sont pas encore arrivés, mais contre lesquels on estime sage de se prémunir. En même temps que la Mutualité scolaire exerce l'enfant à l'épargne, elle le sollicite, l'habitue, « l'entraîne » à la prévoyance — et il ne s'agit pas ici de la prévoyance égoïste et courte dont les moyens ordinaires sont le bas de laine, la tirelire ou le livret de caisse d'épargne, mais de la prévoyance à plusieurs, qui groupe fraternellement les épargnes pour en faire une masse indivise, un trésor commun appartenant à chacun et dont tous peuvent être appelés à profiter.

Ecole pratique de l'épargne et de la prévoyance véritable, la Petite Cavé révèle à l'enfant et lui fait comprendre la puissance prodigieuse de l'association : « L'association n'additionne pas les hommes les uns aux autres, elle n'additionne pas les efforts individuels aux efforts individuels, l'association multiplie les efforts individuels par les efforts individuels, et là où l'on est dix on a la force de cent, parce qu'au lieu d'avoir le conflit des intérêts qui affaiblit l'effort de chacun, on a les coudes serrés de ces dix hommes qui font la trouée dans les foules. » (Léon Bourgeois, Discours prononcé au XVI^e Congrès de la Ligue de l'Enseignement.)

La Mutualité scolaire montre à l'écolier que le plus sûr moyen d'être prévoyant pour soi-même, c'est de l'être avec les autres,

c'est de l'être pour les autres en même temps que pour soi, c'est de l'être par solidarité.

« L'Économie stérile est égoïste, a dit excellemment M. Marcel Prévost (1), il faut la déraciner de notre pays. Il faut apprendre aux petits Français, dès que leur esprit s'ouvre, que l'argent est fait tout au plus (en attendant un plus juste équilibre) pour aider le travail, non pour travailler tout seul. Et, du même coup, il faut diriger l'instinct d'épargne sur la seule économie fructueuse et noble : l'économie altruiste et réciproque. Autant est odieux l'enfant thésauriseur qui se prive de chocolat pour conquérir du 3 %, autant sont touchants et charmants ces petits ruraux que je vois apporter au maître le sou hebdomadaire de leur Société de secours mutuels. Il ne s'agit plus d'entraîner les écoliers au métier de capitaliste, il s'agit d'habituer ces petits hommes à s'entr'aider. Grâce au sou hebdomadaire, chaque écolier malade recevra gratuitement les soins du médecin, les médicaments ; mais l'écolier n'économise plus pour soi, il économise pour le groupe humain dont il fait partie. Le même syndicat d'efforts unit les adultes, jeunes gens et jeunes filles, puis les hommes et leurs ménagères. Pour celles-ci, quelle précieuse garantie de sécurité et de santé, la certitude d'avoir tout le temps nécessaire à leurs couches et à leurs relevailles, grâce à une prime quotidienne payée par l'Association ; vienne l'âge où le labeur devient impossible, une retraite subvient aux besoins du travailleur fatigué. Mais, alors même, il peut se rendre ce témoignage qu'en épargnant toute sa vie, il n'a jamais su si son épargne profiterait à lui ou aux autres. »

D'après Platon, le méchant pêche simplement par ignorance. D'une manière analogue on pourrait dire que l'égoïste n'est qu'un ignorant. À qui s'est rendu compte de la nature des rapports que soutiennent entre eux les hommes civilisés, à qui

(1) Passage cité par M. Edouard Petit. (Rapport inséré au *Journal officiel*, 19 août 1901.)

sait la multiplicité des liens subtils et forts par quoi nous sommes unis les uns aux autres, dans l'étendue et dans la durée, l'individu isolé paraît un monstre, l'égoïsme une absurdité.

Tels sont les enseignements que la Mutualité scolaire donne à l'enfant. Ce ne sont pas les seuls avantages qu'elle lui assure. Par la seule vertu de la pratique mutualiste, les écoliers grandissent dans le milieu le plus favorable au développement de leur esprit d'initiative et du sentiment de leur dignité. Ils y apprennent qu'ils ont leur destinée entre leurs mains, que leur condition sera en grande partie ce qu'ils voudront la faire et que, pour l'améliorer sûrement, ils ont à compter d'abord sur eux-mêmes et à n'attendre une aide de leurs semblables ou des Pouvoirs publics qu'après avoir fourni un effort personnel. Il n'en faut pas davantage pour les préserver de la dangereuse conception de l'Etat-Providence, dispensateur souverain des biens et des maux.

Ils y apprennent aussi le sens profond des vérités les plus banales. Rien ne sert de courir, il faut partir à point : les barèmes de la Caisse nationale des retraites en sont un témoignage. L'homme ne doit pas attendre l'âge mûr pour organiser sa vie et s'assurer des moyens honorables d'existence le jour où le travail lui sera devenu impossible. C'est encore leur expérience de mutualistes scolaires qui convainc les enfants que « le temps est un grand maître » et que rien ne se fait sans lui. Plus tard, ils n'auront pas la tentation d'écouter l'impatience simpliste des violents qui prétendent réaliser le bonheur des citoyens en bouleversant la Cité (1).

(1) « Lorsque des citoyens ont appris à débattre eux-mêmes leurs intérêts, à discuter leurs affaires, à toucher du doigt les difficultés de la pratique, à traiter des problèmes aussi délicats, aussi complexes que celui des retraites, par exemple, il est impossible que leur esprit soit désormais accessible à la violence et à la chimère... Leur raison, en passant au crible de la controverse, s'épure ; elle ne se laisse plus prendre au mirage des formules, à la piperie des mots. Partout où brille une mutualité prospère, la guerre des classes est frappée à mort. » (Paul Deschanel, *Quatre ans de Présidence*, p. 172. Paris, Calmann-Lévy.)

Ces précieux enseignements, ce n'est pas sous une forme abstraite et froide que l'écolier les reçoit : ils lui sont suggérés par la plus vivante et la plus communicative des leçons, par une pratique qui se renouvelle chaque semaine ; et, de la sorte, ils pénètrent insensiblement son esprit, ils gagnent son cœur et façonnent en lui l'être social.

« Il y avoit une ville, dit un moraliste ancien naïvement « interprété par Amyot, où les paroles se geloient en l'air « incontinent qu'elles étoient prononcées ; et puis, quand elles « venoient à se fondre l'esté, les habitants entendoient ce qu'ils « avoient devisé et parlé l'hyver ». Plutarque appliquait la comparaison à ces préceptes de vertu qui, recueillis pendant la jeunesse, ne sont « clairement ouïs » que dans l'âge mûr (1). Ainsi en est-il de l'enseignement de la prévoyance et de la solidarité.

Ce ne sont pas là d'ailleurs les seuls bienfaits de la Mutualité scolaire. La Petite Cavé initie les enfants à l'administration des Sociétés de secours mutuels : les jeunes sociétaires voient régulièrement l'instituteur inscrire les versements sur leurs livrets, établir des bordereaux, centraliser les feuilles de maladie, distribuer les secours ; ils assistent aux assemblées générales, où ils ont parfois l'occasion d'exercer leur droit de vote ; ils entendent les comptes rendus du secrétaire et du trésorier ; ils prennent, en un mot, une part effective au fonctionnement de la Société. Les discussions auxquelles donnent lieu les différents actes du Conseil d'administration les familiarisent avec le vocabulaire et la technique des institutions de prévoyance et les préparent à jouer plus tard un rôle utile dans les Sociétés d'adultes. Grâce aux Petites Cavé, ces bataillons scolaires de la Mutualité, l'armée mutualiste de demain ne sera plus composée d'un état-major brillant encadrant des troupes

(1) *Sur les moyens de connaître les progrès qu'on fait dans la vertu.*

disciplinées, mais sans initiative, et le plus souvent ignorantes de leurs ressources et des moyens les meilleurs d'en tirer parti.

La Mutualité scolaire, en faisant connaître aux enfants le mécanisme des institutions de prévoyance, leur apprend ce que personne ne devrait ignorer, et ce n'est peut-être pas le moindre de ses bienfaits. N'est-il pas profondément regrettable, par exemple, que cette admirable organisation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ne soit pas connue, autant qu'elle devait l'être, du monde des travailleurs ? Elle offre à l'ouvrier ou à l'employé qui n'a que le produit de son travail pour soutenir sa famille le moyen, à l'aide d'un léger prélèvement sur son salaire, de mettre les siens à l'abri des premiers besoins et de leur laisser des ressources dans le cas où il viendrait à mourir prématurément. Elle lui permet, par le versement de minimes économies, à capital aliéné, de se constituer une pension pour ses vieux jours. Mais l'homme du peuple ne connaît pas cette institution, il ne sait même pas, le plus souvent, le sens de ces expressions : capital aliéné, capital réservé, chances de survie, loi des grands nombres, tables de mortalité, productivité des intérêts composés. Il n'a sur le crédit, la rente, l'amortissement, etc..., que des notions imprécises ou fausses (1), et il lui arrive malheureusement de payer cher parfois son ignorance ou ses préjugés en matière de finances. Il est fréquemment la dupe et la victime d'entreprises qui se multiplient tous les jours et dans lesquelles l'audace et l'habileté ont plus de part que les scrupules et le désintéressement. En mettant la jeunesse mutualiste des écoles, le peuple de demain, à l'abri de ces dangers ou en état de s'en défendre,

(1) M. Hippolyte Maze, alors député de Seine-et-Oise, a fait voter, en 1884, un amendement aux lois scolaires, aux termes duquel « des notions relatives aux institutions de prévoyance et de mutualité seront données par les instituteurs ». Jusqu'ici, cet enseignement n'a pas été organisé et il est permis de le regretter. Nous nous proposons d'en établir un programme détaillé pour chacun des cours de l'école primaire, pour les écoles primaires supérieures et pour la troisième année des écoles normales.

la Mutualité scolaire rend à la société tout entière un service qui nous semble mériter de retenir l'attention.

Elle lui en rend d'autres encore. Elle rapproche les uns des autres les enfants que la condition sociale de leurs familles aurait pour effet naturel de séparer; elle unit les élèves des lycées et collèges et leurs camarades de l'école primaire dans l'égalité parfaite des droits et des devoirs et assure ainsi pour l'avenir la fraternité sociale en la réalisant dès l'enfance.

On a plus d'une fois signalé l'utilité des Petites Cavé pour l'école elle-même et pour les œuvres postsecondaires. Personne ne l'a fait avec plus de précision que le regretté préfet de l'Ardèche, M. Cruchon, qui, au cours de sa tournée de revision, en 1898, faisait, dans chaque canton, une conférence (1) aux instituteurs sur la Mutualité scolaire :

« Pensez aussi que tout ce qui accroît le crédit, l'influence, l'autorité de l'instituteur profite à son école ; pensez aux services que vous pouvez rendre à l'école laïque par la Mutualité.

« Les enfants peuvent entrer dans les Sociétés de secours mutuels scolaires, telles qu'elles ont été organisées, dès l'âge de trois ans, et continuer après la sortie de l'école à en faire partie jusqu'à l'âge de la retraite, qui sera d'autant plus importante que les versements se prolongeront plus longtemps et pourra être demandée dès cinquante ans et différée jusqu'à soixante-cinq.

« Elles sont ainsi à la fois des Associations préscolaires, scolaires et postsecondaires.

« Préscolaires : parce qu'elles aident au recrutement de l'école en accueillant les enfants avant l'âge où ils peuvent y entrer ; elles constituent ainsi les pépinières de l'école.

« Scolaires : elles le sont avant tout, essentiellement ; il n'y a pas de moyen d'éducation démocratique comparable.

(1) Cette conférence a été publiée dans la Revue « Après l'école » (numéro de juin 1899).

« Postcolaires : elles forment entre les anciens élèves un lien qui maintient et resserre leurs relations pendant de longues années, pendant toute leur jeunesse, pendant leur âge mûr, jusqu'au seuil de la vieillesse ; que dis-je, jusqu'à la mort ; car le petit écolier devenu vieux touchera jusqu'à son dernier jour la pension de retraite que lui servira la Société de secours mutuels scolaire.

« Tous seront unis autour de l'école qui les aura initiés à la Mutualité et leur en aura assuré les bienfaits ; tous voudront la soutenir, l'aider, étendre son influence, son action, la rendre prospère. Vous serez en quelque sorte les chefs de cette union formée et entretenue par vos efforts ; il vous sera facile de trouver autour de vous des concours pour toutes les œuvres complémentaires de l'école. Que de moyens d'action vous aurez ainsi préparés, dont vous pourrez disposer avec fruit, si vous savez bien comprendre votre rôle, vous y consacrer entièrement et n'en jamais sortir !

« Avec les Sociétés de secours mutuels scolaires, toutes les œuvres complémentaires de l'école deviennent faciles. Voulez-vous créer une Société de patronage ? Les anciens élèves sont là autour de vous, prêts à aider les jeunes. Des Sociétés d'éducation physique ? Vous pouvez compter sur leur concours pour organiser des Associations de tir, de gymnastique. Des Sociétés musicales ? Ils répondront à votre appel. Des cours d'enseignement agricole ? Ils mettront à votre disposition des champs de démonstration, des semences, des plants, leur expérience pratique. Des cours professionnels ? Vous trouverez parmi eux des contremaîtres, des ouvriers habiles.

« Voulez-vous enfin instituer une Association amicale d'anciens élèves ? Elle est toute créée : il suffit d'organiser en Association amicale distincte les anciens élèves de la Société de secours mutuels scolaire.

« Vous le voyez, Messieurs, la fécondité de la Mutualité scolaire est inépuisable ; elle peut donner naissance à la forma-

tion de tous les divers genres d'Associations ayant pour but l'intérêt de l'école elle-même et celui de l'instruction populaire. »



Nous n'avons pas fini d'énumérer les avantages économiques, moraux et sociaux de la Mutualité scolaire. Jusqu'à présent, nous n'avons, en effet, parlé que des résultats actuellement obtenus, grâce à cette bienfaisante institution ; son avenir en réserve d'autres.

On a pu redouter un instant que le projet de loi sur les retraites ouvrières porterait un coup fatal aux Sociétés de secours mutuels, et l'émotion a été vive dans le monde mutualiste. Il est possible que les craintes aujourd'hui dissipées n'aient pas été étrangères au fléchissement qui s'est produit naguère dans la courbe du recrutement des Petites Cavé. « A quoi bon, disait-on, faire inscrire nos enfants à la Société scolaire ? La loi sur les retraites ouvrières substituera l'obligation à la liberté. Le mieux est d'attendre la solution qui est à la veille d'intervenir. » Mais on s'est ressaisi ; à la réflexion, on a compris que, loin de menacer la Mutualité scolaire, la future loi des retraites justifie son utilité et légitime la place qu'elle s'est faite dans l'économie sociale de notre pays.

Dans son Rapport sur l'éducation populaire en 1904-05, p. 56 (Imprimerie des *Journaux officiels*. Paris, 1905), M. Edouard Petit écrit fort justement :

« On s'est rendu compte que l'application des lois projetées sur l'obligation de la prévoyance, quelque formule que l'on adopte, n'atteint pas la Mutualité de l'enfance.

Ce n'est, en effet, qu'à dix-huit ans que le jeune ouvrier, ou employé, ou travailleur agricole sera touché par l'obligation. Mais de trois ans, âge auquel, à l'école maternelle, on peut être inscrit par la prévoyance familiale, à dix-huit ans, l'on a fourni

un effort de quinze années qui permet au coopérateur de se réserver, de s'assurer d'avance 146 à 150 fr. de rentes pour l'âge de 60 ans. Si, ou librement ou par contrainte — et l'on suivra de préférence, par habitude, par dignité aussi, la voie de la liberté — l'on continue les versements jusqu'à trente ans environ, l'on arrive à satisfaire aux exigences de la loi prochaine, à conquérir la pension de 240 francs donnant droit, pour les ouvriers des villes, à la majoration de 120 francs promise par l'Etat. Quant aux ouvriers agricoles qui auront fait, pendant la période de la scolarité, leur apprentissage mutualiste, ils seront plus tôt encore libérés de la dette qu'ils ont à payer à eux-mêmes et à la Société. Il apparaît de toute évidence que si les Petites Cavé avaient été fondées il y a seulement un demi-siècle, le complexe et troublant problème des retraites pour la vieillesse serait résolu. »

Aux fêtes mutualistes de Bordeaux (8 octobre 1905), M. Paul Deschanel a montré d'une façon magistrale la part qui revient à la Mutualité scolaire dans la solution du grave problème des retraites ouvrières. De son courageux et beau discours publié dans l'*Avenir de la Mutualité* (n° du 14 octobre 1905), la conclusion est à retenir :

« Il y a un autre moyen qui ne peut nous échapper et qui conférera toujours aux mutualistes des avantages supérieurs à ceux de l'obligation, c'est la diffusion et le développement de la Mutualité scolaire. Voici comment : la Mutualité scolaire a été, jusqu'à présent, un aimable moyen d'éducation démocratique. C'est une leçon de générosité et de fraternité, mais ce n'est pas assez.

Si l'enfant que nous avons vu dès l'école dans les cadres de la Mutualité, au lieu de perdre son livret vers l'âge de douze ou treize ans, est conduit naturellement à la Société d'adultes, il est évident que le recrutement de nos Sociétés d'adultes sera ainsi précieusement assuré.

Pas un de nos enfants des écoles ne sera perdu pour l'œuvre

mutualiste et tous les petits Français et Françaises passeront de l'école dans la grande Société...

Voilà donc une des clefs du problème. L'enfant est pris à quatre ans dans la Mutualité scolaire, Il passe ensuite à la section de pupilles de la Société d'adultes. Il a quitté l'école et entre à l'atelier. Là, l'assurance obligatoire s'empare de lui et, grâce à ses versements mensuels prélevés sur son salaire journalier, lui garantit une pension de 360 francs à l'âge de soixante ans. Mais ne perdons pas de vue que ce mutualiste a versé à la Mutualité scolaire, de quatre ans à vingt-trois ans, et qu'il s'est fait ainsi une pension qui, à soixante ans, sera de 134 francs.

Réunissons ces deux sommes de 134 francs et de 360 francs et nous aurons un chiffre de pension de 494 francs en faveur de notre mutualiste qui n'aura pas oublié les avantages de la Mutualité scolaire. En face de lui, le mutualiste par obligation qui se sera tenu à l'écart de nos Sociétés ne jouira à soixante ans que de la pension de l'Etat, soit de 360 francs.

Voilà donc des résultats probants qui doivent nous attacher au développement des Mutualités scolaires. »

Si, au moment où la loi vient lui imposer l'obligation, le mutualiste scolaire peut déjà compter sur une pension constituée par son épargne personnelle, le minimum légal sera vite atteint sans qu'il soit besoin de faire jouer démesurément le fonds de bonification.

Sans doute les versements scolaires auront entraîné des subventions, d'ailleurs peu importantes, mais aussi le jeune âge de l'assuré l'aura fait bénéficiaire des majorations considérables dues aux chances de survie.

Le calcul est assez facile à établir.

Dans une Société scolaire bien organisée, on peut — l'expérience le prouve — affecter à la retraite la totalité des versements du sociétaire, soit 5 fr. 20. Prenons le chiffre de 5 francs, pour simplifier les calculs. Ce chiffre comprend

le franc de capitation, le quart de la somme versée et les bonis réalisés.

Placée à la Caisse nationale des retraites de 3 à 18 ans, la cotisation annuelle de 5 francs (capital aliéné) assure à 60 ans 69 fr. 55 de rente.

Quel aura été dans cet effort de prévoyance la part de l'Etat ?

15 francs de capitation, plus 9 fr. 75 (quart de la somme versée), soit 24 fr. 75 de capital.

Si, ainsi que le propose M. Rochelle (*Avenir de la Mutualité*, 20 octobre 1906), l'on doublait la cotisation hebdomadaire (0 fr. 20 au lieu de 0 fr. 10), ce qui a lieu déjà au-dessus de 16 ans dans la plupart des Sociétés, on obtiendrait 139 fr. 10, soit le tiers du minimum légal.

Comme le dit M. Edouard Petit (*Correspondance hebdomadaire de la Ligue de l'Enseignement*, 10 novembre 1907), la Mutualité scolaire est bien la « préface nécessaire » des retraites nationales.

« Veut-on des retraites qui ne grèvent pas le budget de l'Etat ? Veut-on vraiment aboutir ?

Qu'on se tourne vers l'institution qui seule résout la difficulté.

Si demain, au lieu de 750,000 écolières et écoliers mutualistes, on en comptait 3 millions, si les Municipalités payaient les cotisations des enfants indigents, comme l'Assistance publique paye déjà celles des enfants assistés, si la persévérance dans l'effort était assurée par des sections d'adolescents là où n'existent pas de Mutualités d'adultes, par des sections de pupilles organisées dans les Mutualités d'adultes, il ne faudrait pas découvrir 200 millions et peut-être davantage pour payer annuellement la lettre de change que le monde du travail compte tirer sur les finances publiques. »

Depuis lors, la question a été posée devant le Parlement, et dans la séance du 1^{er} février 1906, M. Millerand a exposé à la Chambre des députés le rôle accordé ou, plus justement,

reconnu aux Sociétés de secours mutuels dans le projet des retraites ouvrières.

Il admet que la réalisation pratique de la loi est impossible sans le concours de la Mutualité et il assigne aux mutualistes dans l'organisation projetée une place doublement privilégiée.

a) La moitié de leurs versements pourra être attribuée à l'assurance-maladie, sans que le chiffre de la pension en soit diminué.

b) Dès que la pension aura atteint le chiffre de 360 francs, l'assuré pourra affecter la valeur actuelle du surplus soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui deviendra incessible et insaisissable.

La seule inquiétude qui reste à M. Millerand lui vient du côté financier de l'organisation. On ne saurait se dissimuler, en effet, que cette réforme démocratique, impatiemment attendue, grèvera lourdement le budget national.

Mais la Mutualité scolaire permettrait précisément de diminuer dans une large mesure l'effort financier de la nation, tout en faisant profiter ses membres des avantages stipulés beaucoup plus tôt qu'ils n'y auraient pu prétendre d'après les dispositions de la loi.

*
**

On peut donc être rassuré sur l'avenir de la Mutualité scolaire : il n'est pas téméraire d'avancer qu'il sera brillant.

Et les fruits passeront les promesses des fleurs.

Que sera donc la Petite Cavé de demain ? Nous avons eu plus d'une fois, au cours de cette étude, l'occasion de constater la merveilleuse plasticité des Sociétés scolaires de secours mutuels et de retraite. Auront-elles à se transformer encore ? Sont-elles appelées à modifier leur organisation ? Devront-elles améliorer leurs méthodes ?

Ce sont aujourd'hui, pour la plupart, des Sociétés approuvées, accordant à leurs membres participants des secours en cas de maladie et leur assurant une pension de retraite.

Elles commettraient, à notre avis, une erreur et une faute si elles abandonnaient les principes selon lesquels est actuellement organisé leur service-maladie : cotisation spéciale, indemnité journalière exclusive des secours médicaux et pharmaceutiques. Mais elles économisent, en moyenne, la moitié des cotisations que les sociétaires versent pour la maladie, et la plupart d'entre elles affectent cet excédent de recettes au service-retraite. Ce virement de fonds ne nous semble pas irréprochable. Ne serait-il pas préférable d'employer au perfectionnement du service-maladie lui-même le boni ainsi réalisé ? On le pourrait faire, soit en élevant de 0 fr. 50 à 0 fr. 75 l'indemnité journalière, soit en continuant aux malades, après les trois mois statutaires, l'allocation quotidienne de 0 fr. 50. On le pourrait encore en organisant la lutte préventive contre la maladie. Une caisse spéciale, alimentée par les excédents de la cotisation-maladie, permettrait d'envoyer à la montagne, à la mer, dans un sanatorium... les sociétaires malingres ou affaiblis. On y pourrait puiser l'argent nécessaire à l'achat d'appareils de désinfection, à l'installation de dispensaires...

En même temps qu'elle procurerait ainsi à ses membres participants des avantages auxquels leur cotisation spéciale leur donne, en somme, le droit de prétendre, la Petite Cavé ferait l'éducation sociale des écoliers et, par surcroît, celle de leurs parents, en familiarisant les uns et les autres avec les exigences actuelles de l'hygiène.

En ce qui concerne le service-retraite, nous verrions volontiers les Sociétés scolaires renoncer au fonds commun inaliénable, et donner, une fois de plus, le bon exemple à leurs aînées. Ce mode de constitution des pensions de vieillesse a fait son temps. Il pouvait avoir sa raison d'être à l'époque où la

retraite était pour les Sociétés de secours mutuels une fin tout à fait secondaire, un but accessoire. La médiocre pension, bénéfice surérrogatoire que les Sociétés procuraient aux sociétaires âgés, c'était la contribution généreuse des membres honoraires (à laquelle venaient s'ajouter les subventions de l'Etat) qui en fournissait, presque seule, tous les éléments; intermittents et rares, les excédents laissés par les frais de maladie y entraient pour une si faible part !

Depuis la loi du 1^{er} avril 1898 (art. 21, § 3), qui a prescrit l'inaliénabilité du fonds commun (1), depuis l'arrêt du Conseil d'Etat, du 13 janvier 1905, interprétant le paragraphe 9 de l'article 21 et décidant que les intérêts du fonds commun non employés dans l'année lui étaient d'office incorporés et devenaient, comme lui, inaliénables, cet instrument mutualiste doit être abandonné par les Associations de prévoyance qui prétendent assurer à leurs membres des pensions de retraite véritablement garanties.

A cet égard, le livret individuel de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse répond aux préoccupations actuelles et satisfait aux exigences légitimes du monde des prévoyants.

Les premières Petites Cavé effectuaient les versements des sociétaires sur les livrets individuels, à capital réservé au profit de leurs ayants droit. Ce mode de constitution de la retraite séduit généralement les familles, toujours peu disposées à des sacrifices pécuniaires sans l'espoir d'avantages certains.

(1) Le décret de 1856 n'attribuait pas d'une façon précise le caractère d'inaliénabilité au fonds commun et, pour ne pas causer préjudice à la Caisse générale des retraites, il permettait aux Sociétés d'y placer la portion du fonds de retraites qu'elles fournissaient, *soit à capital aliéné, soit à capital réservé*. Il était seulement spécifié que la portion du même fonds accordée par l'Etat demeurerait inaliénable.

Autrement dit, l'inaliénabilité ne frappait que les *revenus du fonds de la dotation*, ce qui était assez juste et permettait de les capitaliser; les Sociétés avaient la liberté de retirer de la Caisse des dépôts et consignations la portion du capital qu'elles avaient confiée au fonds commun, et d'acquérir des livrets de la Caisse des retraites, *même à fonds perdus*. (Dedé, ouvrage cité, p. 106.)

Si l'enfant, par malheur, vient à décéder, du moins l'argent versé par ses parents en vue de lui assurer une pension de vieillesse n'est pas perdu pour eux et cette considération a fait inscrire plus d'un sociétaire sur les registres des Petites Cavé.

Il est des Sociétés scolaires qui, pour assurer à leurs membres des retraites plus élevées, ont, au contraire, adopté le versement à capital aliéné tant pour le boni social que pour les cotisations.

Nous ne verrions, pour notre part, que des avantages à la combinaison suivante : les cotisations seraient versées, au choix des sociétaires (ou plutôt de leurs parents), soit à capital aliéné, soit à capital réservé au profit de leurs ayants droit ; les subventions de l'État, les dons et legs, les cotisations des membres honoraires, les produits des fêtes, etc., en un mot, toutes les ressources autres que les cotisations des membres participants seraient versées à capital réservé au profit de la Société. De la sorte, la solidarité, pratiquée entre contemporains, se continue entre descendants. De même qu'on reçoit en héritage ce que ceux d'hier ont épargné pour nous, on lègue à ceux de demain le capital social, un pour tous, dont les générations successives se partagent fraternellement les seuls revenus.

Mais ce qui serait, selon nous, préférable encore pour la Mutualité scolaire, ce serait de constituer la retraite au moyen du livret individuel d'une Caisse autonome (art. 24, § 1, de la loi du 1^{er} avril 1898).

« Les Caisses autonomes ont exclusivement pour but soit la constitution de pensions de retraites, soit l'assurance en cas de vie, de décès ou d'accidents. Il doit y avoir une caisse distincte pour chacune de ces catégories d'opérations. »

C'est ainsi que les définit l'article 1^{er} du règlement d'administration publique du 25 mars 1901.

Une Caisse autonome ayant pour but la constitution de pensions de retraites peut être créée par toutes les Sociétés ou Unions de Sociétés ; elle doit comprendre au moins 2,000

membres; elle doit être alimentée par des *cotisations spéciales*; ses fonds doivent être placés conformément aux prescriptions de l'article 27, § 2, de la loi; elle doit remettre à chaque participant un *livret individuel*; elle ne peut être créée que par un décret rendu en Conseil d'Etat; son règlement doit énoncer :

- 1^o Le montant des cotisations dues ;
- 2^o Les conditions d'âge et autres à remplir ;
- 3^o Le montant des allocations ;
- 4^o Les règles relatives à la liquidation des retraites.

Chaque année, la situation de la Caisse doit être établie à la date du 31 décembre ; au passif figure le montant des engagements pris ; les barèmes doivent être approuvés par le Ministère de l'Intérieur ; en cas d'irrégularités, l'autorisation peut être retirée par décret rendu en Conseil d'Etat et la liquidation s'opère conformément aux prescriptions de l'article 31 de la loi, c'est-à-dire que la Caisse des dépôts et consignations commence par prélever sur l'actif le montant des engagements contractés vis-à-vis des tiers et vis-à-vis des membres participants.

Une Caisse autonome présente donc, surtout si elle a un nombre considérable d'adhérents, les mêmes garanties que la Caisse des retraites et son livret individuel est analogue au sien.

Conformément aux prescriptions de l'article 20, § 1, et de l'article 27, § 2, les fonds versés dans une Caisse autonome doivent être employés en rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, en obligations départementales ou en placements effectués aux Caisses d'épargne, à la Caisse des dépôts et consignations, en bons du Trésor, obligations du Crédit foncier de France et des Compagnies de chemins de fer qui ont une garantie d'intérêts de l'Etat.

L'organisation du service-retraite au moyen du livret individuel d'une Caisse autonome offrirait aux intéressés toutes les garanties désirables; elle faciliterait la mutation, elle saurait éviter aux administrateurs des Sociétés scolaires la lenteur

décourageante et l'infinie complexité des formalités qui leur sont imposées par la Caisse nationale des retraites et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles semblent être dans notre pays inséparables des services financiers publics.

Elle présente d'ailleurs sur tous les autres systèmes cet avantage incomparable, à nos yeux, de faire une part plus large à l'initiative des Sociétés et de leurs membres.

Nous ne devons jamais perdre de vue que si la Mutualité scolaire est une institution de prévoyance, elle est aussi, elle est surtout une œuvre d'éducation. Il est bien permis de regretter, à ce propos, qu'imitant en cela les Sociétés d'adultes, les Mutuelles scolaires s'en remettent uniquement à l'Etat du soin de gérer leurs affaires, de faire valoir et fructifier leurs fonds et qu'elles n'usent même pas des libertés que leur a reconnues le législateur.

Lorsque l'enfant a appris à marcher, les lisières lui deviennent inutiles. La Petite Cavé abandonnera bientôt, nous l'espérons, celles qui ont facilité ses premiers pas. Son passé répond de son avenir. Elle renoncera résolument, en même temps qu'à ses privilèges, à la tutelle de l'Etat qu'elle a jusqu'à présent recherchée, elle se réclamera du droit commun et tiendra à honneur de compter fièrement sur elle-même pour régler ses nobles destinées.

VU : LE PROFESSEUR, PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
L. DIDIER.

VU : LE DOYEN,
H. MONNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Bordeaux, le 30 mars 1908,
Le Recteur de l'Académie,
R. THAMIN.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs (Délibération de la Faculté du 12 août 1879).

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS SCOLAIRES

APPROUVÉES

MOUVEMENT DU PERSONNEL

par Département

PENDANT L'ANNÉE 1903

DÉPARTEMENTS	NOMBRE des sociétés écolaires	NOMBRE DES MEMBRES au 1 ^{er} janvier 1903			NOMBRE DES MEMBRES entrés pendant l'année		
		Honoraires	Participants		Honoraires	Participants	
			Garçons	Filles		Garçons	Filles
Ain	123	2.321	3.827	2.653	106	384	309
Aisne	23	169	5.403	3.644	6	522	395
Allier	5	180	1.964	1.313	2	414	284
Alpes (Basses-) . .	12	16	270	197	»	235	222
Alpes (Hautes-) . .	18	88	546	479	27	256	261
Alpes-Maritimes. .	15	194	1.759	1.113	35	447	256
Ardèche	1	773	3.858	2.506	12	538	451
Ardennes.	26	1.185	5.883	4.880	434	3.685	3.181
Ariège	24	99	600	289	22	44	44
Aube	25	1.070	7.180	5.121	94	1.031	842
Aude	20	229	2.503	1.738	40	961	614
Aveyron	3	»	302	87	»	33	12
Belfort (territ.) . .	1	2	574	558	»	64	56
Bouches-du-Rhône	16	50	579	185	1	316	162
Calvados	2	183	1.970	1.209	3	300	172
Cantal	5	223	688	416	25	111	91
Charente	23	508	2.664	1.124	37	280	172
Charente-Inf ^{re} . . .	26	724	5.319	3.153	18	649	742
Cher	12	96	284	200	7	148	218
Corrèze	4	50	2.358	1.280	10	505	441
Corse	2	35	729	458	1	82	82
Côte-d'Or	34	879	6.186	4.350	33	758	662
Côtes-du-Nord . . .	4	139	327	252	134	498	350
Creuse	12	3	297	241	7	208	127
Dordogne	7	684	3.489	2.210	66	596	377
Doubs	4	124	1.328	843	9	236	162
Drôme	6	256	1.855	1.369	34	434	323
Eure	33	368	783	507	17	99	73
Eure-et-Loir	24	490	2.939	1.696	47	542	414
Finistère	16	810	4.174	2.964	39	760	726
Gard	34	148	2.580	2.513	25	809	669
Garonne (Haute-) .	6	291	4.006	2.715	14	555	475
Gers	1	20	1.308	781	»	211	222
Gironde	18	2.078	9.658	6.202	98	863	589
Hérault	62	765	4.240	3.327	85	1.209	936
Ille-et-Vilaine . . .	10	72	1.195	553	19	192	173
Indre	16	314	3.305	2.013	42	796	519
Indre-et-Loire . . .	29	309	3.314	1.914	73	914	707
Isère	43	233	1.463	778	77	542	363
Jura	41	807	2.043	1.526	117	257	242
Landes	6	3.150	7.952	5.478	471	1.091	849
Loir-et-Cher	3	12	131	15	32	210	136
Loire	20	548	3.564	1.769	55	434	393
Loire (Haute-) . . .	2	76	319	320	12	112	88
Loire-Inférieure . .	47	428	3.370	1.867	70	743	441
Loiret	40	356	8.765	5.911	86	1.643	1.278

NOMBRE DES MEMBRES sortis ou décédés pendant l'année			NOMBRE DES MEMBRES au 31 décembre 1903			NOMBRE DES MALADES de l'année		NOMBRE des MEMBRES participants décédés pendant l'année
Honoraires	Participants		Honoraires	Participants		Garçons	Filles	
	Garçons	Filles		Garçons	Filles			
193	359	297	2.234	3.852	2.665	360	230	17
58	728	459	117	5.197	3.580	605	310	11
34	477	341	148	1.901	1.256	185	124	11
8	70	54	8	435	365	22	10	3
14	68	46	101	734	694	44	38	6
33	674	256	196	1.532	1.113	146	104	3
155	329	207	630	4.062	2.750	340	222	21
93	1.201	1.003	1.526	8.367	7.058	969	737	30
6	108	43	115	536	290	50	47	2
79	715	492	1.085	7.496	5.471	846	642	21
9	458	304	260	3.006	2.048	625	287	8
»	9	27	»	316	72	11	4	1
»	128	82	2	510	532	52	81	1
8	143	74	43	752	273	106	39	»
32	525	302	154	1.755	1.079	320	268	11
26	109	106	222	690	401	78	42	1
15	162	80	530	2.782	1.216	191	88	7
103	648	366	639	5.320	3.529	453	341	17
1	37	31	102	395	387	24	15	»
4	174	197	56	2.719	2.124	230	190	4
2	80	53	34	731	487	105	58	7
60	575	382	852	6.369	4.630	548	332	19
14	38	36	259	787	566	54	29	2
3	85	56	7	420	312	18	9	2
57	265	223	693	3.820	2.358	378	222	18
12	227	140	121	1.337	865	131	75	9
58	207	182	232	2.082	1.510	118	99	9
19	143	87	366	739	494	67	55	3
25	387	229	512	3.094	1.880	310	216	15
44	722	544	805	4.212	3.146	546	397	21
23	352	257	150	3.037	2.925	277	260	22
4	467	336	301	4.094	2.854	621	666	19
»	301	170	20	1.218	833	185	116	»
164	924	481	2.012	9.597	6.310	1.332	918	25
92	842	758	758	4.607	3.535	411	326	41
5	351	145	86	1.036	581	170	115	4
32	405	266	324	3.696	2.266	527	360	14
44	346	198	338	3.882	2.423	471	263	13
31	160	124	279	1.845	1.017	139	63	12
134	209	200	790	2.091	1.568	179	150	17
466	659	494	3.155	8.384	5.833	859	551	26
»	5	2	44	336	149	19	4	»
47	748	443	556	3.250	1.619	357	158	48
21	70	85	67	361	323	87	59	2
64	520	427	434	3.593	1.881	545	393	8
21	848	670	421	9.560	6.519	453	302	13

DÉPARTEMENTS	NOMBRE des sociétés scolaires	NOMBRE DES MEMBRES au 1 ^{er} janvier 1903			NOMBRE DES MEMBRES entrés pendant l'année		
		Honoraires	Participants		Honoraires	Participants	
			Garçons	Filles		Garçons	Filles
Lot	3	166	864	485	25	443	256
Lot-et-Garonne . .	78	462	2.652	1.378	8	483	313
Lozère	7	358	302	252	24	51	28
Maine-et-Loire . .	14	110	1.221	562	29	468	316
Manche	16	208	2.580	1.593	42	306	222
Marne	36	1.280	7.256	5.140	83	1.081	831
Marne (Haute-) . .	23	242	3.479	2.174	20	540	429
Mayenne	21	199	874	239	18	112	59
Meurthe-et-Moselle	21	665	4.101	2.223	161	893	642
Meuse	28	279	717	477	18	149	87
Morbihan	5	19	640	372	»	120	126
Nièvre	25	339	2.528	1.634	61	482	293
Nord	54	1.291	23.380	15.645	128	6.973	5.188
Oise	42	1.910	8.775	6.510	185	2.102	1.798
Orne	6	221	1.527	868	87	1.054	685
Pas-de-Calais . . .	48	3.418	15.032	9.399	150	4.147	2.906
Puy-de-Dôme . . .	17	216	2.212	1.204	63	504	299
Pyrénées (Basses-)	38	372	3.387	1.742	43	445	247
— (Hautes-) . . .	14	168	976	781	38	365	221
— (Orient-) . . .	7	33	970	622	7	333	166
Rhône	23	1.099	4.739	3.196	69	789	504
Saône (Haute-) . .	20	42	255	198	111	531	404
Saône-et-Loire . .	32	825	3.123	1.643	99	1.050	480
Sarthe	2	241	1.244	693	13	151	90
Savoie	6	64	356	137	3	337	46
— (Haute-) . . .	5	239	985	657	18	253	186
Seine	62	1.827	34.203	26.827	678	10.074	8.660
Seine-Inférieure . .	46	1.225	11.282	8.155	110	3.704	3.105
Seine-et-Marne . .	29	771	4.263	2.953	58	1.175	872
Seine-et-Oise . . .	33	869	5.254	3.075	223	1.000	730
Sèvres (Deux-) . .	29	610	1.645	1.031	174	432	300
Somme	35	1.415	11.264	7.523	100	1.862	1.972
Tarn	21	439	1.762	829	21	161	170
Tarn-et-Garonne . .	17	110	566	361	10	204	163
Var	73	209	2.750	2.014	50	336	238
Vaucluse	30	252	1.490	1.145	11	694	426
Vendée	9	16	1.871	1.037	29	495	284
Vienne	21	413	2.176	1.310	8	293	222
— (Haute-) . . .	12	150	1.976	1.163	46	510	443
Vosges	55	971	3.073	2.086	90	552	458
Yonne	30	465	6.240	4.407	38	1.045	875
	1.997	45.763	311.871	209.057	5.691	72.411	56.041
			520.928			128.452	
			566.691			134.143	

NOMBRE DES MEMBRES sortis ou décédés pendant l'année			NOMBRE DES MEMBRES au 31 décembre 1903			NOMBRE DES MALADES de l'année		NOMBRE des MEMBRES participants décédés pendant l'année
Honoraires	Participants		Honoraires	Participants		Garçons	Filles	
	Garçons	Filles		Garçons	Filles			
23	110	90	168	1.195	651	113	63	3
35	401	300	436	2.736	1.501	298	167	3
35	31	28	347	322	252	40	30	21
14	207	138	125	1.482	740	151	86	7
34	498	351	216	2.388	1.464	365	202	15
74	778	621	1.289	7.559	5.350	929	718	26
24	393	289	238	3.626	2.314	347	175	15
26	160	43	191	826	255	105	34	»
82	761	452	745	4.233	2.413	360	116	22
43	84	61	254	782	503	111	82	2
2	133	68	17	627	430	109	73	4
38	381	302	320	2.629	1.625	262	189	13
51	6.149	4.704	1.368	24.204	16.129	3.488	4.126	70
107	1.385	1.031	1.988	9.492	7.277	1.149	825	37
48	380	294	260	2.201	1.259	158	90	14
360	2.722	1.841	3.208	16.457	10.464	2.094	1.212	65
49	224	121	230	2.492	1.382	254	125	8
49	421	307	366	3.411	1.682	459	246	9
14	185	134	192	1.156	868	106	65	7
4	218	116	36	1.085	672	106	65	2
67	745	570	1.101	4.783	3.130	275	164	17
5	61	56	148	725	546	46	15	»
170	555	278	754	3.618	1.845	358	155	7
15	104	59	239	1.291	724	127	55	3
52	104	15	15	589	168	68	10	2
7	183	105	250	1.058	751	152	171	6
137	8.113	6.606	2.368	36.164	28.881	3.030	2.568	126
105	1.623	1.320	1.230	13.363	9.896	1.444	1.040	32
38	525	389	791	4.913	3.436	404	242	14
41	569	365	1.051	5.685	3.440	601	320	16
64	123	111	720	1.954	1.220	182	116	5
234	1.546	1.261	1.280	11.580	8.234	1.460	946	33
155	309	134	305	1.614	865	74	29	3
4	82	93	116	688	431	69	37	2
28	387	279	232	2.696	2.004	272	150	18
28	418	383	235	1.766	1.188	200	130	38
2	100	64	43	2.266	1.257	219	108	10
25	288	141	396	2.181	1.391	220	137	4
46	331	248	150	2.155	1.358	399	294	15
75	490	351	986	3.135	2.193	271	171	7
26	619	529	477	6.666	4.753	754	544	22
4.789	49.954	36.379	46.665	334.328	228.719	36.183	24.106	991
	86.333			563.047		60.289		
	91.122			609.712				

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS SCOLAIRES

APPROUVÉES

SITUATION FINANCIÈRE

par Département

AU 31 DÉCEMBRE 1903

DÉPARTEMENTS	CAPITAUX placés ou en caisse formant l'avoir disponible des Sociétés au 1 ^{er} jan- vier 1903	RECETTES DE L'ANNÉE					
		Subventions dons et legs	Cotisations des membres			Amendes, droits d'entrée, intérêts divers	Total des recettes de l'année
			Honoraires	Participants			
				Garçons	Filles		
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Ain	54.691	3.495	5.624	19.584	13.607	4.364	46.674
Aisne	41.392	2.516	390	21.345	14.565	3.712	42.531
Allier	15.363	480	357	10.319	6.671	1.131	18.959
Alpes (Basses-). . .	1.470	262	40	1.938	1.501	363	4.106
Alpes (Hautes-). . .	5.365	521	318	2.504	2.506	417	6.268
Alpes (Maritimes). .	40.228	1.258	408	7.114	4.826	546	14.154
Ardèche	18.999	115	1.313	3.564	320	643	5.638
Ardennes	73.153	6.785	7.437	40.670	34.388	5.621	94.903
Ariège	5.973	429	120	2.445	1.471	260	4.727
Aube	30.093	888	3.814	5.429	25.453	4.322	39.908
Aude	21.569	2.277	639	15.142	10.959	851	29.871
Aveyron	3.372	252	»	1.469	261	117	2.101
Rhin (Haut-). . . .	7.721	»	»	3.085	3.094	746	6.926
Bouches-du-Rhône .	8.159	287	103	2.109	847	867	4.216
Calvados	21.420	100	756	9.097	3.536	1.863	15.353
Cantal	7.826	260	452	3.718	2.233	237	6.901
Charente	15.824	1.059	961	10.509	5.255	3.065	20.850
Charente-Inf ^{re} . . .	»	2.263	1.810	19.386	14.047	2.517	40.027
Cher	2.470	233	210	1.805	1.428	185	3.863
Corrèze	»	407	165	11.216	7.584	553	19.926
Corse	»	521	74	3.544	2.242	71	6.454
Côte-d'Or	44.556	4.560	821	31.191	21.960	2.133	60.935
Côtes-du-Nord . . .	2.772	5	549	2.762	1.911	186	5.413
Creuse	2.801	438	65	2.035	1.299	3	3.840
Dordogne	17.981	398	866	18.879	12.592	730	35.521
Doubs	12.611	157	221	7.232	4.727	643	12.980
Drôme	»	975	643	12.294	8.110	1.735	23.757
Eure	»	629	717	3.233	2.123	422	7.324
Eure-et-Loir	27.515	1.856	2.078	11.020	7.080	778	22.812
Finistère	23.043	2.421	1.570	2.267	15.887	1.275	23.420
Gard	29.820	1.619	467	15.355	14.577	1.579	23.597
Garonne (Haute-). .	38.777	500	161	18.361	13.629	1.708	34.359
Gers	3.026	»	60	3.180	2.173	816	6.229
Gironde	120.905	1.618	4.212	48.249	32.446	5.332	91.857
Hérault	39.492	5.963	1.477	22.781	17.346	3.785	51.352
Ille-et-Vilaine . . .	11.616	386	436	5.008	2.303	390	8.523
Indre	17.325	1.727	952	18.332	11.240	788	33.039
Indre-et-Loire . . .	29.643	2.970	1.671	18.642	11.272	1.064	35.510
Isère	9.525	1.422	1.076	8.254	4.870	484	16.106
Jura	24.412	1.133	1.017	9.826	8.226	1.479	21.681
Landes	247.710	946	5.487	63.727	51.235	20.000	141.395
Loir-et-Cher	»	»	123	1.555	703	270	2.651
Loire	21.195	20.007	2.479	15.892	8.105	903	47.386
Loire (Haute-). . . .	6.181	25	151	2.098	1.940	276	4.490
Loire-Inférieure . .	20.532	2.954	1.886	11.893	6.847	1.130	24.710
Loiret	51.812	2.763	1.432	28.433	18.372	13.674	64.674

DÉPENSES DE L'ANNÉE

Frais de gestion	Honoraires des médecins Frais pharmaceu- tiques Frais funéraires	Secours en argent aux malades		Dépenses ou payements divers	Montant des versements faits sur livrets individuels de retraites	Versements effectués aux fonds collectifs de l'année	Total des dépenses de l'année	Capitaux placés ou en caisse formant l'avoir disponible des Sociétés au 31 dé- cembre 1903
		Garçons	Filles					
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
458	476	3.819	2.771	1.338	24.372	7.858	41.096	60.269
2.321	»	5.249	2.722	1.337	21.367	13.829	46.827	37.086
1.088	»	2.162	1.559	370	9.038	4.525	18.743	15.578
74	»	227	140	163	1.034	318	1.958	3.618
130	10	482	443	189	1.291	2.217	4.752	6.870
407	»	1.763	1.391	266	2.565	3.417	9.808	14.573
1.154	»	4.210	2.807	31	14.145	10.000	32.348	24.336
4.027	»	9.321	7.661	2.935	33.400	1.259	58.305	109.671
44	58	389	317	49	1.950	1.101	3.910	6.791
1.394	»	7.523	5.928	1.254	32.846	20.844	69.792	30.209
832	544	4.113	2.980	355	10.870	50	19.746	31.693
9	20	122	76	136	»	1.165	1.530	3.943
204	»	449	747	335	4.702	500	6.938	7.709
123	»	1.138	485	141	664	438	2.991	9.200
422	»	3.801	2.705	365	7.794	»	15.088	23.505
37	5	697	441	80	2.967	1.150	5.388	9.339
784	»	2.017	917	658	8.523	7.269	20.171	16.503
1.624	»	5.281	4.224	2.101	19.261	700	33.193	52.413
149	3	289	165	66	1.268	907	2.848	3.484
210	»	2.463	2.147	411	9.552	4.400	19.184	15.000
214	»	1.034	737	5	3.199	1.200	6.392	3.556
1.795	45	4.766	3.762	698	24.500	24.249	59.815	45.676
61	»	519	320	120	1.228	1.210	3.458	4.727
46	»	203	69	3	626	110	1.057	5.585
644	»	3.808	2.330	556	15.394	7.456	30.188	21.360
387	»	1.349	910	125	4.782	3.500	11.053	14.568
414	»	1.351	1.254	520	17.862	»	21.401	25.343
565	293	584	513	114	3.347	300	5.716	116
353	147	2.521	1.985	1.409	10.973	1.505	18.893	314
2.200	»	5.538	4.690	154	14.620	6.276	33.478	309
193	170	3.385	3.539	362	12.094	5.947	25.690	37.727
1.398	»	5.597	7.850	618	10.368	4.200	30.031	45.748
200	»	1.465	870	871	»	2.617	6.023	3.233
5.510	68	12.791	9.851	3.659	31.999	6.538	70.416	142.348
1.329	1.297	5.070	3.977	2.306	18.735	11.264	43.978	46.866
374	»	1.733	1.028	242	1.632	762	5.771	14.368
482	120	4.082	2.766	857	12.928	6.662	27.897	22.466
751	71	3.974	2.561	866	10.002	8.978	27.203	37.950
282	407	1.447	668	574	5.202	4.740	13.320	12.312
89	170	1.855	1.650	311	11.588	4.245	19.908	26.186
1.640	4	6.804	4.355	9.423	55	»	22.281	366.824
11	»	119	27	236	460	350	1.203	2.387
627	»	3.683	2.089	314	8.112	10.800	25.625	24.957
486	»	797	614	73	4.790	»	6.760	3.910
362	16	4.410	3.503	1.807	5.632	758	16.488	28.753
1.768	2.604	4.227	2.828	802	23.578	22.335	58.134	58.354

DÉPARTEMENTS	CAPITAUX placés ou en caisse formant l'avoir disponible des Sociétés au 1 ^{er} jan- vier 1903	RECETTES DE L'ANNÉE					
		Subventions, dons et legs	Cotisations des membres			Amendes, droits d'entrée, intérêts divers	Total des recettes de l'année
			Honoraires	participants			
				Garçons	Filles		
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Lot	6.687	100	497	6.375	3.444	313	10.729
Lot-et-Garonne . .	20.747	742	1.106	12.124	7.804	4.681	26.457
Lozère	»	»	6	1.208	1.204	25	2.443
Maine-et-Loire . .	9.010	1.371	436	7.415	3.711	712	13.645
Manche	11.344	960	683	11.552	7.250	396	20.841
Marne	77.371	4.315	3.870	38.683	27.278	4.574	78.720
Marne (Haute-) . .	16.532	896	971	18.482	11.848	1.892	34.089
Nièvre	22.888	2.258	1.455	12.559	7.780	1.160	25.212
Mayenne	10.759	1.358	400	4.366	1.305	731	8.160
Meuse	24.664	1.058	656	20.161	11.451	2.378	35.704
Meurthe-et-Moselle	33.162	3.006	2.448	21.878	12.227	1.312	40.871
Morbihan	7.861	411	85	3.545	2.248	200	6.489
Nord	163.569	21.705	2.677	92.868	62.729	9.266	189.245
Oise	»	6.699	6.151	44.354	33.077	8.742	99.023
Orne	5.668	749	1.847	7.953	4.714	349	15.612
Pas-de-Calais . .	108.923	6.807	5.956	79.860	49.312	4.410	146.345
Puy-de-Dôme . .	»	994	746	12.172	6.622	2.202	22.736
Pyénées (Basses-)	28.566	2.424	1.001	14.528	7.242	2.975	28.170
— (Hautes-) . .	9.093	1.069	493	6.142	5.419	1.998	15.121
— (Orient.) . .	»	10.529	490	85	5.121	4.130	20.355
Rhône	48.577	3.097	3.435	7.445	11.684	11.993	37.654
Saône (Haute-) . .	2.048	430	367	3.230	2.047	313	6.747
Saône-et-Loire . .	22.782	3.732	2.125	18.277	9.276	1.722	35.132
Sarthe	14.051	541	806	4.805	2.755	893	9.800
Savoie	2.769	77	132	3.760	354	33	4.356
Savoie (Haute-) . .	598	113	4.797	3.424	»	9.245	17.579
Seine	420.073	11.362	12.037	173.567	134.659	26.000	357.625
Seine-Inférieure .	122.626	10.549	3.604	54.430	38.229	9.137	115.949
Seine-et-Marne . .	29.317	2.970	2.311	23.863	16.029	2.599	47.772
Seine-et-Oise . .	62.797	4.077	4.636	24.385	15.232	4.459	52.789
Deux-Sèvres . . .	12.709	1.580	1.335	9.259	6.228	625	19.027
Somme	117.030	6.646	3.850	57.807	40.419	3.202	111.924
Tarn	9.298	635	592	5.510	2.866	1.159	10.762
Tarn-et-Garonne .	4.962	65	356	3.583	2.148	435	6.587
Var	»	1.258	552	13.891	10.096	1.345	27.142
Vaucluse	7.285	1.123	543	7.651	5.702	631	15.650
Vendée	30.829	171	298	12.377	6.491	1.829	21.166
Vienne	15.827	1.925	661	10.653	6.669	680	20.588
— (Haute-) . .	21.530	1.054	536	10.650	6.679	240	19.159
Vosges	60.092	2.866	2.930	17.049	11.878	3.538	38.261
Yonne	61.538	3.601	1.212	34.945	24.890	4.424	69.072
	3.075.259	205.209	134.700	1.485.368	1.063.936	233.423	3.122.636
				2.549.304			
				2.684.004			

DÉPENSES DE L'ANNÉE								Capitaux placés ou en caisse formant l'avoir disponible des Sociétés au 31 décembre 1903
Frais de gestion	Honoraires des médecins. Frais pharmaceutiques. Frais funéraires.	Secours en argent aux malades		Dépenses ou paiements divers	Montant des versements faits sur livrets individuels de retraites	Versements effectués sur fonds collectifs de retraite	Total des dépenses de l'année	
fr.	fr.	Garçons	Filles	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1.148	»	1.325	700	160	4.708	»	8.041	9.375
797	1.118	2.898	1.518	161	10.642	5.180	22.314	24.890
75	»	260	165	16	1.373	726	2.615	759
783	»	1.550	861	321	55	2.133	5.703	11.471
627	522	3.261	1.882	204	5.151	4.766	16.413	15.770
3.289	48	9.122	7.092	1.642	30.025	13.229	64.447	91.644
1.045	266	3.631	2.037	400	16.239	8.731	32.340	18.273
368	»	3.046	2.392	338	16.437	»	22.581	25.519
33	»	876	301	136	4.137	196	5.679	13.241
402	»	2.747	1.575	329	19.521	8.455	33.029	27.341
661	561	2.264	858	1.188	23.157	100	28.789	45.244
106	20	949	707	246	5.848	250	8.126	6.225
5.675	»	33.545	22.949	4.840	95.036	738	162.783	190.030
1.911	253	10.849	8.281	2.056	41.226	11.825	76.401	117.148
258	»	1.586	894	450	5.559	200	8.947	12.334
9.265	»	17.657	11.662	2.686	65.812	22.691	129.773	125.497
467	»	2.637	1.309	237	10.915	7.765	23.330	10.187
248	»	4.066	2.308	591	15.412	650	23.275	23.462
194	54	849	678	3.424	4.508	743	10.450	13.764
60	»	912	589	184	6.546	1.200	9.491	10.865
659	2 202	3.239	2.271	2.278	13.275	2.980	26.904	59.328
45	»	154	121	574	1.012	1.072	2.978	5.816
716	273	3.284	1.845	462	19.045	3.705	29.330	28.587
1.300	48	1.201	489	»	2.076	2.400	7.514	16.338
»	»	513	91	233	1.834	60	2.731	4.395
371	70	1.606	1.600	92	2.455	65	6.259	10.452
27.241	1.512	32.755	30.138	12.302	122.723	67.259	293.930	493.650
4.225	333	16.521	12.308	2.555	39.256	6.250	81.448	157.126
1.325	16	3.800	2.565	715	20.658	12.190	41.269	35.820
1.788	1.234	5.661	3.331	2.158	21.301	4.180	39.653	75.932
255	73	1.612	1.097	107	6.765	5.874	15.783	15.951
3.564	110	14.330	10.449	2.219	47.945	20.100	98.717	130.238
76	»	526	241	1.000	6.830	1.111	9.784	10.278
163	50	592	307	216	2.103	1.685	5.116	6.434
364	475	2.699	1.464	1.126	7.358	6.703	20.189	29.250
56	15	2.271	1.567	692	5.779	4.265	14.645	8.290
617	»	1.846	947	843	20	5.635	9.908	40.068
79	»	1.905	1.340	423	7.609	4.249	15.605	20.812
506	253	4.996	3.577	232	15.343	90	24.997	15.692
284	2.430	2.875	1.774	2.023	19.860	3.161	32.407	68.228
1.780	160	7.461	5.550	1.392	27.587	15.808	59.738	70.872
110.507	18.619	352.514	257.211	90.867	1.234.155	476.373	2.540.246	3.657.649
		609.725			1.710.528			

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS SCOLAIRES

LIBRES



SITUATION

AU 31 DÉCEMBRE 1903



DÉPARTEMENTS	SIÈGE de la SOCIÉTÉ	DÉNOMINATION	DATE DU DÉPÔT DES STATUTS
Ain	Bourg	Société scolaire et de retraites	5 juillet 1901
Allier	Montluçon	Société scolaire de secours mutuels et de retraites de l'arrondissement.	24 juillet 1901
Ardèche	Aubenas	La Jeunesse prévoyante	30 août 1901
Charente	Ars	Aide-toi ! Aidons-nous !	28 novembre 1903
Charente-Inférieure	Saint-Jean-d'Angély	Scolaire libre	19 février 1903
Eure-et-Loir	Chartres	La Jeunesse prévoyante	5 août 1901
Finistère	Saint-Pol-de-Léon	L'Union fraternelle	20 septembre 1902
Gard	Alais	La Jeunesse prévoyante	19 février 1902
—	St-Hippolyte-du Fort	La Jeune Cévenole	»
Gironde	Blanquefort	Aide-toi ! Aidons-nous !	20 août 1902
Isère	Courtenay	Société scolaire de secours mutuels	1 ^{er} avril 1904
—	Grenoble	Société scolaire de secours mutuels	18 janvier 1902
—	Voreppe	Société scolaire de secours mutuels	13 mars 1900
Lozère	Mende	Société scolaire	30 octobre 1902
—	Langogne	Société scolaire	3 novembre 1902
—	Florac	Société scolaire	24 octobre 1901
Manche	St-Hilaire-du-Harcouët	Société scolaire des arrondissements d'Avranches et de Mortain	22 août 1901
Meurthe-et-Moselle	Lunéville	La Jeunesse prévoyante	12 décembre 1901
—	Nancy	Société scolaire de Saint-Epvre	18 août 1900
Morbihan	Vannes	La Jeunesse prévoyante d'Auray	5 mars 1902
Nord	Quesnoy-sur-Deule	Société enfantine de secours mutuels, d'épargne et de retraites	20 octobre 1902

DÉPARTEMENTS	SIÈGE de la SOCIÉTÉ	DÉNOMINATION	DATE DU DÉPÔT DES STATUTS
Nord	Roubaix	La Jeunesse prévoyante de l'Epeule	1 ^{er} décembre 1903
Hautes-Pyrénées	Bagnères-de-Bigorre	Société scolaire La Mutualité et Caisse d'épargne enfantine	13 juin 1898
—	—	La Jeunesse prévoyante	19 avril 1900
—	Castelnau-Magnoac	Aide-toi ! Aidons-nous !	12 avril 1902
—	Lourdes	Aide-toi ! Aidons-nous !	11 juillet 1902
—	Tarbes	Aide-toi ! Aidons-nous !	16 août 1901
Rhône	Givors	La Prévoyante scolaire	29 juin 1903
—	Lyon	La Jeunesse prévoyante du V ^e arrondissement	20 février 1900
—	—	La Jeunesse prévoyante du IV ^e arrondissement	30 août 1900
—	—	La Jeunesse prévoyante du II ^e arrondissement	4 décembre 1900
—	—	Société scolaire des Institutions du 1 ^{er} arrondissement	29 mai 1901
—	—	La Jeunesse prévoyante du III ^e arrondissement	14 octobre 1901
—	Tarare	La Mutuelle scolaire communale	13 août 1900
Saône-et-Loire	Mâcon	La Jeunesse prévoyante de la ville et de l'arrondissement	30 août 1900
Seine-Inférieure	Rouen	La Jeunesse prévoyante de la ville et de l'arrondissement	1 ^{er} août 1901
Seine-et-Marne	Thoury-Ferrottes	Société scolaire des communes de Thoury-Ferrottes et Flagy	23 avril 1902
Seine-et-Oise	St-Germain-en-Laye	La Jeunesse prévoyante	21 avril 1902
Tarn	Albi	Mutuelle de la Jeunesse prévoyante scolaire	30 juin 1901

BIBLIOGRAPHIE

- Actes du II^e Congrès international de la Mutualité (Liège, 2-6 août 1905). 1906, Bruxelles, Hayez.
- H. Ameline.** — Les institutions ouvrières au XIX^e siècle. (Chapitre III. Du Mutualisme). Paris, 1886.
- J. Arboux.** — I^{er} Congrès international de la Mutualité (Paris, 6-10 juin 1900). Compte rendu des travaux. 1901, Paris, Didot.
- L. Banneux.** — Manuel d'enseignement de la prévoyance. 110 p., Fraternités, 1897.
- J. Barberet.** — Les Sociétés de secours mutuels. 4^e édition, in-8^o, Paris, 1904, Berger-Levrault.
— Livret d'enseignement mutualiste. Broch. 48 p., Paris, Delagrave.
- V. Barbin.** — Les Sociétés de secours mutuels. In-8^o, 1900, Paris, A. Rousseau.
- Berjonneau.** — Les retraites pour la vieillesse et les Sociétés de secours mutuels. 1900, Paris, A. Rousseau.
- P. Beurdeley.** — L'école nouvelle. In-12, Paris, Delagrave.
- Jean La Bigorre.** — Les Mutualités scolaires. Broch. 72 p., 1901, Tarbes.
- L. Caille.** — Sociétés scolaires de retraite. Broch. 42 p., 1900, Tournai.
- M. Du Caju.** — Le Livre de l'épargne et de la prévoyance. Bruxelles, J. Lebègue.
- E. Cheysson.** — Coopération et Mutualité. Broch., 1899, Paris.
— La Mutualité familiale. Broch., 1901, Paris, Lévê.
- A. Crochard.** — L'Assurance obligatoire contre la maladie et les Sociétés de secours mutuels en France. 1902, Paris, Giard.
- E. Dedé.** — Les Sociétés de secours mutuels. 1904, Paris, 5, rue Bayard.
- A. Dupin.** — La Mutualité scolaire et populaire. Broch. 24 p., 1902, Paris, A. Colin.
- H. Emboulas.** — La Mutualité et les Retraites ouvrières. 1905, Paris, Giard.
- E. Garcin.** — Le Livre de la Mutualité. Broch. 64 p., 1902, Grenoble, A. Gratier.

- A. Gest.** — Le fonds commun des retraites et le livret individuel dans les Sociétés de secours mutuels et de retraites. Broch. in-8°, 1903, Paris.
- Ch. Gide.** — Economie sociale. 1907, Paris, L. Larose et L. Tenin.
- H. Gilbault.** — La Mutualité à l'école. Broch., Paris, Cornély.
- F. Hamant.** — Les Mutualités scolaires et l'Enseignement libre. Broch. 7 p., 1901, Paris, Poussielgue.
- M. Heinz.** — Les Mutualités scolaires. Broch. 45 p., 1900, Bruxelles.
- A. Hua.** — La Mutualité scolaire. Broch. 39 p., Paris, V. Lecoffre.
- P. de Lafitte.** — Essai d'une théorie rationnelle des Sociétés de secours mutuels. 1892, Paris, Gauthier-Villars.
- F. Lépine.** — La Mutualité. 1903, Paris, A. Colin.
- H. Lévy-Ullmann.** — La Mutualité. Broch. 32 p., 1904, Paris, Cornély.
- L. Mabillean.** — La Mutualité française. 1904, Bordeaux, Delmas.
— Almanach des Mutualistes. 1906, Paris.
- C. Mayen.** — Les Sociétés de secours mutuels, de prévoyance et de retraite. 1901, Paris, Rousseau.
- Melfort et Cartault.** — Histoire de la famille Lebrun. 1902, Paris, Garnier.
- E. Petit.** — L'École de demain. 1907, Paris, Librairie d'éducation nationale.
— Rapports sur l'Education populaire (1896-97, 1897-98, 1906-07). Paris, imprimerie des *Journaux officiels*.
- E. Petit et G. Lamy.** — Jean Lavenir. Paris, Picard et Kaan.
- Resoconto del terzo Congresso internazionale della Mutualità (Milano, 21-23 settembre 1906). 1907, Milano, V. Strazza.
- Soenens.** — La Mutualité en Belgique. 1901, Bruxelles, V^{ve} Ferdinand Larcier.
- Max Turmann.** — Au sortir de l'école. 1898, Paris, V. Lecoffre.
— L'Éducation populaire. 1900, Paris, V. Lecoffre.
- B. Truys.** — Propagande mutualiste. Broch. 42 p., 1898, Bruxelles.
- Vermeersch.** — Manuel social. 1904, Louvain.
-

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Annales du Musée social.

L'Avenir de la Mutualité. Bordeaux.

Bulletin de la Ligue de l'Enseignement.

Bulletin de la Société générale d'éducation et d'enseignement. (15 mars 1903, 15 avril 1903.)

Bulletin des Sociétés de secours mutuels.

L'Économiste français. (25 octobre 1902, 15 novembre 1902.)

L'Éducateur mutualiste. 1906.

La Mutualité scolaire et post scolaire. Bordeaux.

Le Patronage. (Mars 1902.)

Revue des Associations professionnelles. (1899.)

Revue des Deux Mondes. (1^{er} décembre 1901, 1^{er} juillet 1903.)

Revue pédagogique. (Mars 1895, mars 1904, juin 1904.)

Revue philanthropique. (Août 1897, juin 1898.)

Revue politique et parlementaire. (Novembre 1901, septembre 1902.)

Le Sillon, organe de la Mutualité scolaire belge. Tournai.

La Sociologie catholique. (Mars 1895, juillet 1899.)

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — *La Mutualité en France avant 1881.*

Histoire sommaire de la Mutualité en France. — La loi du 15 juillet 1850 et les décrets de 1852 et 1856. — Situation des Sociétés de secours mutuels en 1881. — M. J.-C. Cavé et la Mutualité scolaire	1
--	---

CHAPITRE II. — *La Mutualité scolaire de 1881 à 1898.*

Mécanisme de la Mutualité scolaire. — La première Société scolaire de secours mutuels et de retraite. — Ses origines. — Ses statuts. — Difficultés de la propagande. — La Ligue de l'Enseignement et M. Edouard Petit	18
---	----

CHAPITRE III. — *La Mutualité scolaire de 1898 à 1900.*

La loi du 1 ^{er} avril 1898. — Progrès qu'elle réalise sur la législation antérieure. — Elle contribue puissamment au développement de la Mutualité scolaire. — Les Petites Cavé tirent immédiatement parti des dispositions libérales de la loi . . .	37
---	----

CHAPITRE IV. — *La Mutualité scolaire de 1900 à nos jours.*

La Mutualité scolaire continue à se développer. — Situation numérique et financière des Petites Cavé. — Différentes modalités de la Mutualité scolaire. — Ses initiatives : La Mutualité post scolaire. — La Mutualité interscolaire. — La Mutualité scolaire et l'Assistance. — La Mutualité scolaire et la Coopération. — Autres initiatives	45
--	----

CHAPITRE V. — *La Mutualité scolaire de 1900 à nos jours (suite).*

Les Mutualités scolaires et les Sociétés d'adultes. — Le livret de pension mutualiste. — Nouveaux statuts-modèles élaborés par la Commission interministérielle. — Le Pont mutualiste . . .	76
---	----

CHAPITRE VI. — *La Mutualité scolaire de 1900 à nos jours (suite et fin).*

Les Sociétés de secours mutuels et les Unions de Sociétés. — Les Unions de Sociétés scolaires. — L'Union nationale des Mutualités scolaires publiques.	124
--	-----

CHAPITRE VII. — *La Mutualité scolaire et l'Enseignement privé.*

- Congrès des Œuvres de Jeunesse (Marseille, 1897). — Congrès de la Jeunesse catholique (Besançon, 1898). — Congrès de l'Union des Œuvres ouvrières (Montpellier, 1899). — Congrès catholiques des Mutualités scolaires (Plaisance, 1901; Paris, 1903). — La propagande. — Centres et organes de diffusion. — La « Jeunesse prévoyante ». 136

CHAPITRE VIII. — *La Mutualité scolaire à l'étranger.*

- Belgique: M. du Sart de Bouland; M. Caille et les Petites Cavé belges. — La Fédération des Scolaires. — Le « Sillon ». — Le Congrès de Liège. — Italie: M. Stoppoloni et les Petites Cavé italiennes. — Le Congrès de Milan. — Suisse: Les cantons de langue française adoptent les Petites Cavé. 145

CHAPITRE IX. — *Rôle et avenir de la Mutualité scolaire.*

- Valeur technique, morale et sociale des Sociétés scolaires de secours mutuels et de retraite. — Rôle véritable et avenir de la Mutualité scolaire. — La Mutualité scolaire de l'avenir. . . . 156

ANNEXES. — *Sociétés de secours mutuels scolaires approuvées en 1903.*

- I. Mouvement du personnel. 191
 II. Situation financière. 197
Société de secours mutuels scolaires libres en 1903. 203
 Bibliographie. 207

